

DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE

ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL

OBJET :

Séance du : mercredi 07 février 2024

RAPPORT

**D'ORIENTATION
BUDGÉTAIRE 2024**

Convocation du : 31 janvier 2024

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 56

Président de séance : Gabriel DOUBLET

N° CC_2024_0004

Secrétaire de séance : Nadège ANCHISI

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Laurent GILET, Bertilla LE GOC, François LIERMIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Maryline BOUCHÉ, Michel BOUCHER, Robert BURGNIARD, Dominique LACHENAL, Chadia LIMAM, Pascale MAYCA, Amine MEHDI, Pascal SAUGE, Yves CHEMINAL, Claude ANTHONIOZ, Marion BARGES-DELATTRE, Paulette CLERC, Jean-Michel VOUILLOT, Nadège ANCHISI, Antoine BLOUIN, Odette MAITRE, Stéphane PASSAQUAY, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Pauline PLAGNAT-CANTOREGGI, Gabriel DOUBLET, Yannick CHARVET, Danielle COTTET, Patrick ANTOINE, Jean-Pierre BELMAS, Michel COLLOT, Véronique FENEUL, Pascale PELLIER, Daniel DE CHIARA, Maurice LAPERROUSAZ, Alain LETESSIER, Marie-Jeanne MILLERET, Sophie VILLARI

Représentés :

Ines AYEYB par Sophie VILLARI, Matthieu LOISEAU par Pascale MAYCA, Nicolas LEBEAU-GUILLOT par Chadia LIMAM, Louiza LOUNIS par Dominique LACHENAL, Mylène SAILLET RAPHOZ par Pascal SAUGE, Marie-Claire TEPPE-ROGUET par Yves CHEMINAL, Bernard BOCCARD par Marion BARGES-DELATTRE, Anny MARTIN par Jean-Michel VOUILLOT, Jean-Paul BOSLAND par Antoine BLOUIN, Nadine JACQUIER par Marie-Jeanne MILLERET

Excusés :

Kévin CHALEIL-DOS-RAMOS, Géraldine VALETTE-GURRIERI, Djamel DJADEL, Joanny DEGUIN, Anne FAVRELLE, Isabelle VINCENT, Julien BEAUCHOT

L'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L 2128-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

Cette disposition est étendue aux établissements publics de coopération intercommunale dont au moins l'une des communes membres dispose d'une population de plus de 3 500 habitants (article L5211-36 CGCT).

Le rapport d'orientation budgétaire, joint en annexe, a pour objectif de présenter la situation financière d'Annemasse Agglo et les orientations pour la construction des budgets primitifs 2024 des budgets ordures ménagères, de l'eau, de l'assainissement, du tramways, des transports urbains, de l'immobilier d'entreprises et du budget principal.

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

14 FEV. 2024

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Le Conseil Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :

A l'unanimité,

DÉCIDE :

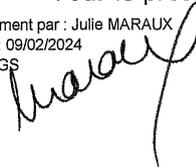
DE PRENDRE ACTE du rapport d'orientation budgétaire 2024 présenté des budgets ordures ménagères, de l'eau, de l'assainissement, du tramways, des transports urbains, de l'immobilier d'entreprises et du budget principal.

Pour le président et par délégation,

Signé électroniquement par : Julie MARAUX

Date de signature : 09/02/2024

Qualité : Agglo - DGS



Le secrétaire de séance,

Signé électroniquement par : Nadège ANCHISI

Date de signature : 13/02/2024

Qualité : Agglo - Secrétaire Conseil Communautaire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date de publication, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.



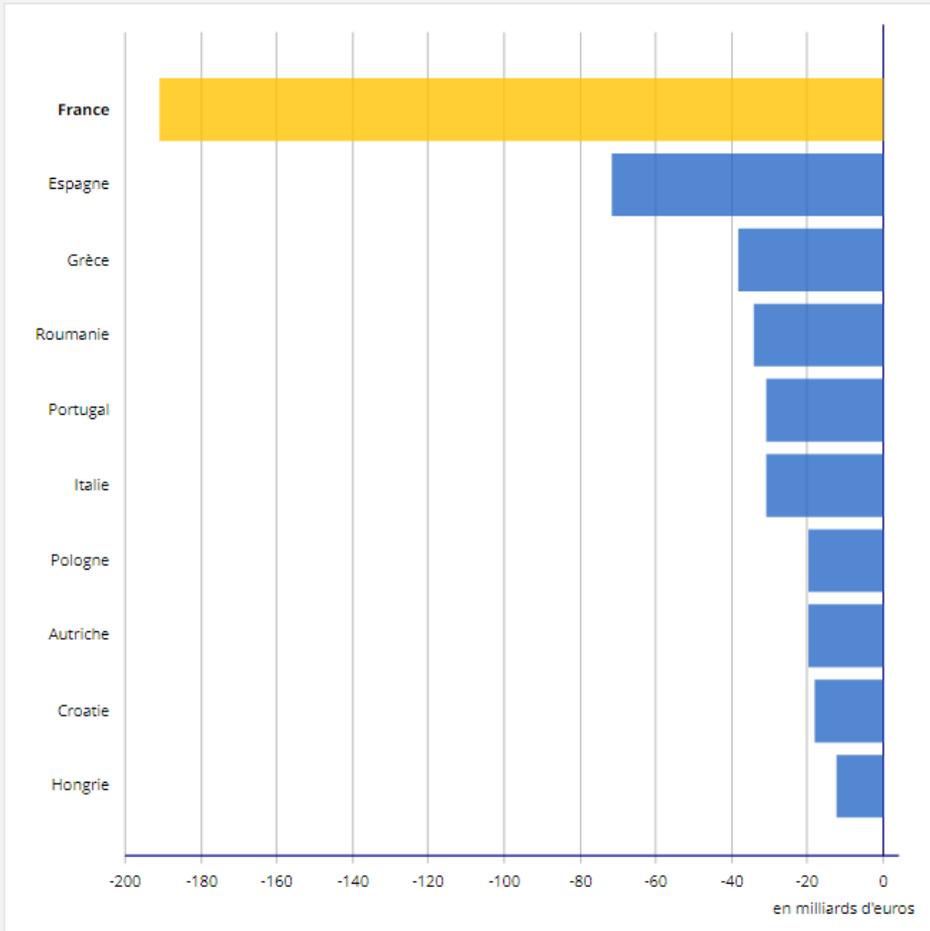
Introduction :

Contexte macroéconomique



Le contexte macroéconomique

Solde de la balance commerciale dans quelques pays de l'Union européenne en 2022 : déficits



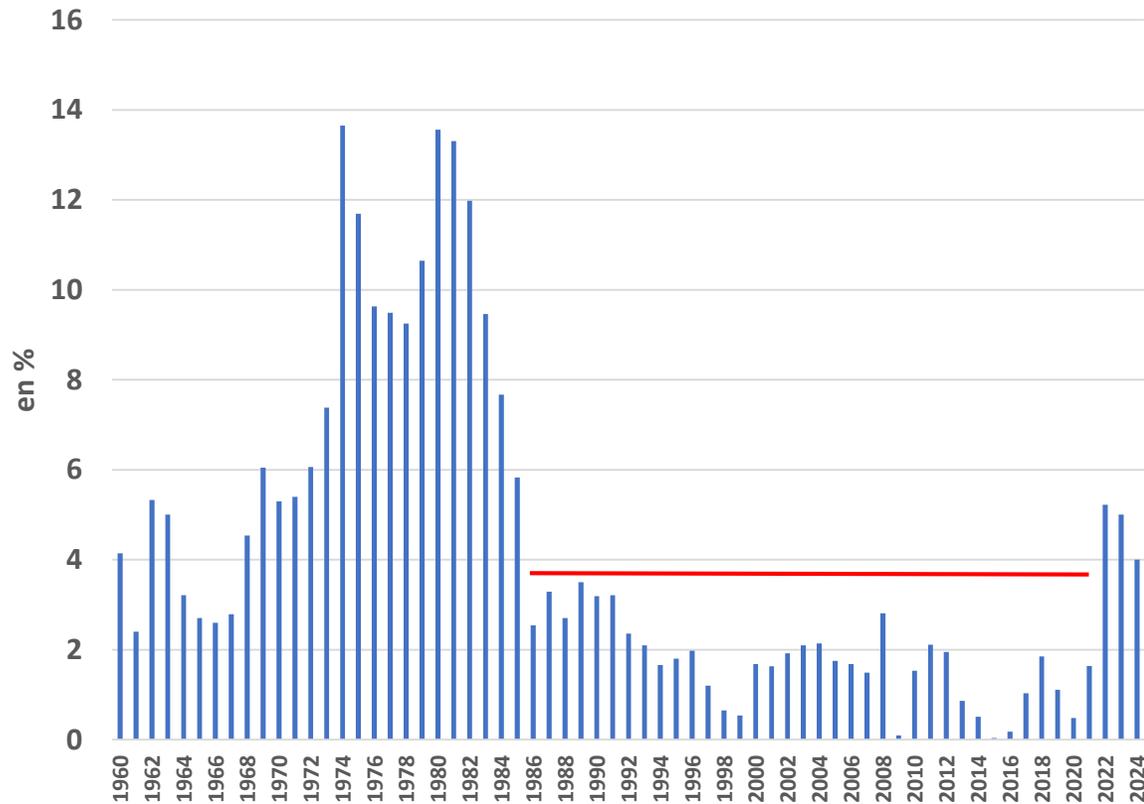
Lecture : en 2022, le déficit commercial de la France est de 190,9 milliards d'euros.
 Source : Eurostat (extraction du 12 juin 2023).

| Prévisions de croissance en % d'évolution du PIB | FRANCE | | ZONE EURO | |
|--|--------|------|-----------|------|
| | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| Hypothèse gouvernement PLF 2024 | 1 | 1,4 | | |
| Banque de France / BCE | 0,9 | 0,9 | 0,7 | 1 |
| Perspectives économiques de l'OCDE | 1 | 1,2 | 0,8 | 1,5 |
| FMI | 0,8 | 1,3 | 0,8 | 1,4 |
| INSEE | 0,9 | | | |
| Commission Européenne | 1 | 1,2 | 0,8 | 1,3 |

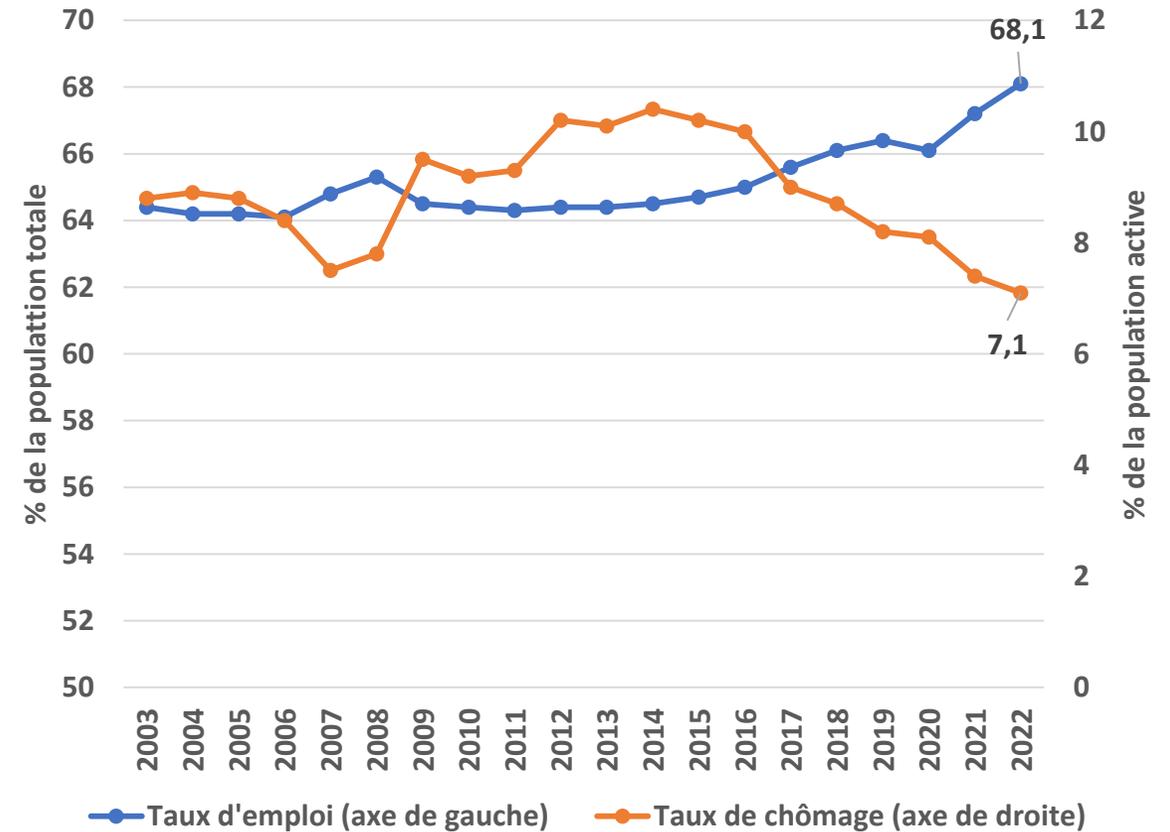
Le contexte macroéconomique



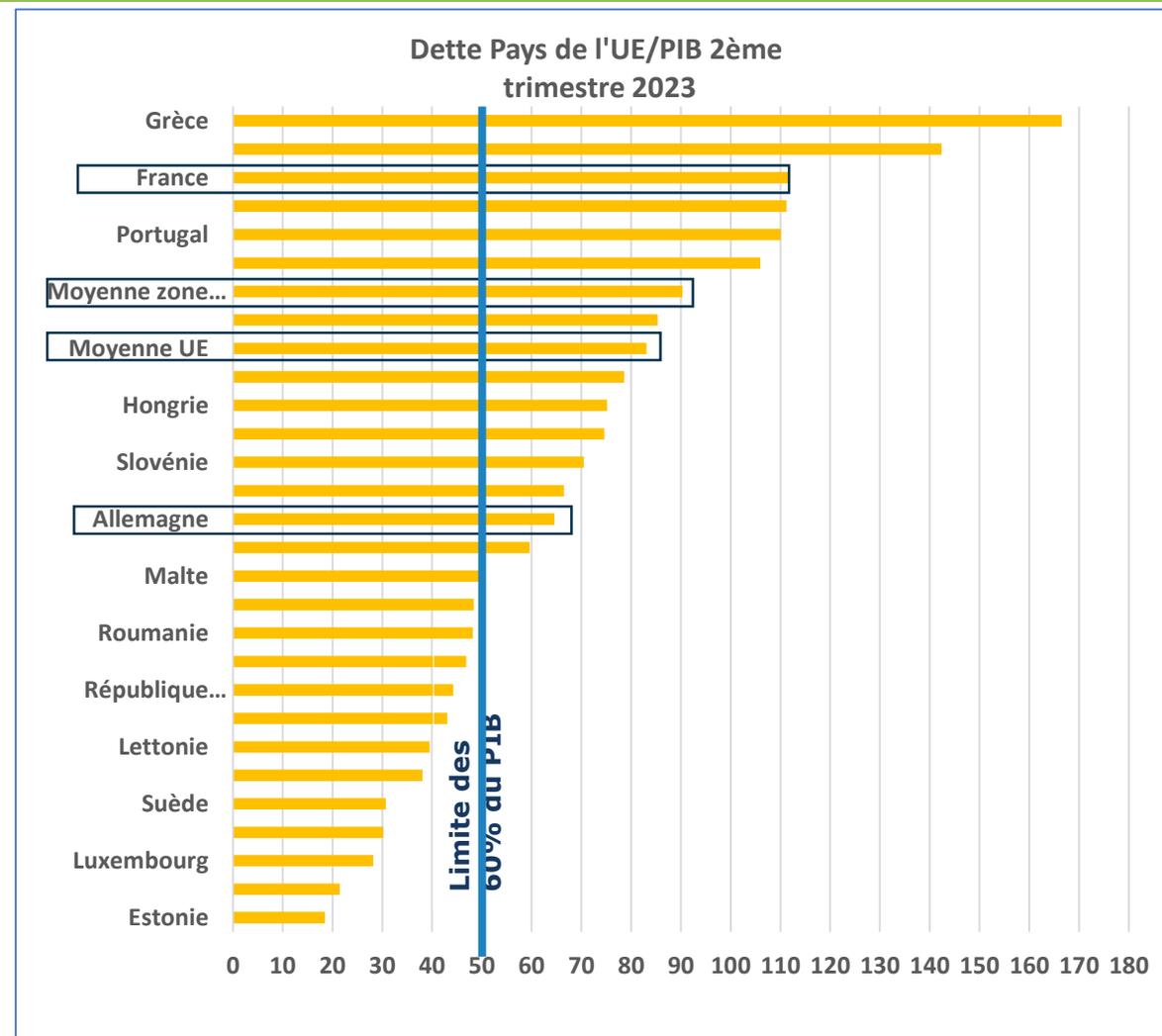
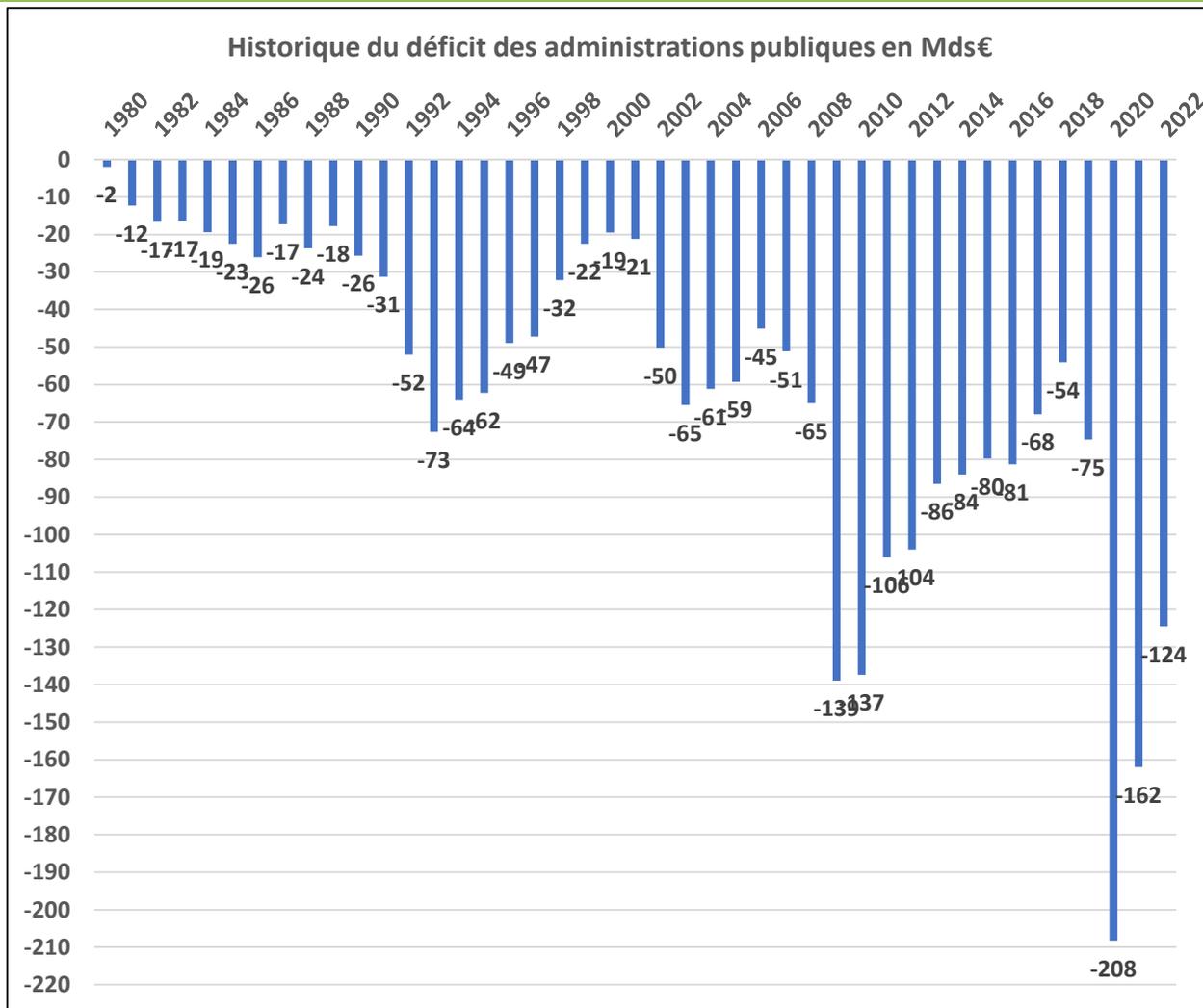
Taux d'inflation en France de 1960 à 2024



Evolution du taux d'emploi et du taux de chômage en France (annuel pour le taux d'emploi, 4e trimestre de l'année pour le taux de chômage)



Les grandes données financières de la sphère publique



PLF 2024 : principales mesures (1/3)

- DGF :
 - DGF d'intercommunalité 2024 : variation comme la population
 - Dotation de compensation 2024 : autour de -1,5% (estimation)
- DCRTP : l'Etat ponctionne la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle) des EPCI. Annemasse agglomération n'est pas concerné, nous en touchons pas avant.
- Fonds vert : L'Etat ouvre une nouvelle enveloppe de 2,5 Mds € (2,0 Mds € en 2023). Ces fonds sont destinés en priorité à la rénovation énergétique des écoles (au moins 400 M€).
- FCTVA : L'enveloppe augmente fortement : 7,1 Mds € versus 6,7 Mds au projet de loi des Finances 2023.
- Compensations d'exonération fiscales : pas de modification.

PLF 2024 : principales mesures (2/3)

- Lien THRS – taxes foncières : Le lien TFB-THRS est desserré mais Annemasse aggro est en dehors de la cible de cette souplesse,
- Nouveau report de l'actualisation sexennale des VL professionnelles : La LFI 2023 avait reporté l'actualisation de 2 ans (2023 → 2025). Le PLFI 2024 ajoute une année. La DFPE convoquera la CIID courant 2024 pour travailler notamment sur les coefficients de localisation.
- Fractions de TVA : Pour 2023, l'Etat anticipe une croissance de TVA de 3,7% au lieu des 6,1% estimés en PLFI 2023. Pour 2024, l'Etat anticipe une variation de TVA de 4,5% par rapport à la réalisation 2023. C'est sur cette base que sera calculé les 1/12èmes jusqu'en octobre 2024 avant de mettre à jour sa prévision en PLFI 2025.

PLF 2024 : principales mesures (3/3)

- Budget vert : L'obligation pèsera sur les collectivités de plus de 3 500 habitants appliquant la M57 pour les seules dépenses d'investissement à compter du CA 2024 (donc en juin 2025).
- Dettes verte : La possibilité est donnée aux collectivités de plus de 3 500 habitants d'isoler dans une annexe budgétaire les emprunts finançant des investissements ayant un impact positif sur l'environnement (démarche facultative à date).
- Compte financier unique (CFU) : L'obligation était attendue pour 2024, simultanément à la M57. Elle est repoussée à 2026 (CA votés en 2027).

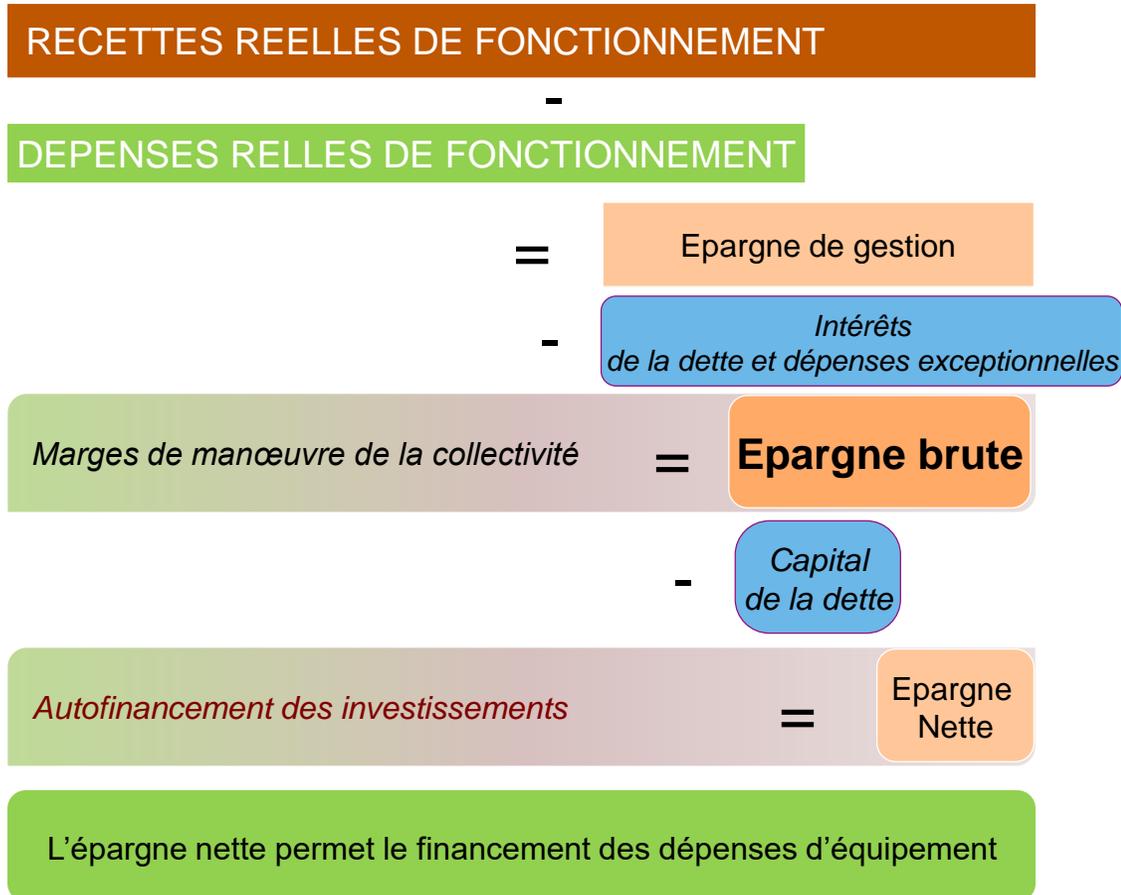


Introduction :

Contexte Annemasse agglo



La notion d'épargne brute



La notion de ratio de désendettement



Quelques points de repère sur le ratio de désendettement :

- Seuil maximal de 12 ans fixé par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022
 - Cible de 6 à 8 ans pour garantir une marge de manœuvre pour la collectivité
- **Le ratio dépend essentiellement du niveau de l'épargne brute**

Les objectifs fixés en matière d'indicateurs financiers

- Epargne brute : taux d'épargne brute de 12-15 % des dépenses réelles de fonctionnement pour le budget principal, 10-12% pour les budgets annexes indépendants financièrement : eau, assainissement et OM
- Capacité de désendettement : ratio de 6-8 ans pour le budget principal, 8-10 ans pour les budgets annexes indépendants financièrement : eau, assainissement et OM
- Fonds de roulement : maintenir un fonds de roulement cible correspondant à un montant de 1 à 3 mois de dépenses réelles de fonctionnement (soit 8 à 25 %)

Contraintes globales

- Inflation : pèse sur les coûts de l'énergie mais aussi sur l'ensemble des charges de fonctionnement et d'investissement
- RH :
 - Mesures gouvernementales diverses liées au pouvoir d'achat avec un impact plein en 2024
 - Crise du recrutement : impacte la capacité humaine à faire

Contraintes spécifique à Annemasse agglo

- Mise en place du PPI en 2019 : différentiel de 25 M€ entre les projets souhaités et les capacités financières
- Précédents arbitrages du PPI = décaler les projets
- Certains projets ne peuvent plus être décalés : pont neuf réalisé, IFSI en cours de construction, Viarhona démarre, tramway, gymnase Vétraz, portages Rez-De-Chaussée actifs, portages foncier économique
- Mobilité : volonté de développer l'offre de transport malgré un coût qui a sensiblement augmenté notamment lié à l'inflation
- Stratégie d'endettement : consommation des excédents en période de taux d'intérêt faible
- PPI 2024 / 2026 = Besoin d'emprunt très important



Orientations politiques dans le cadre du BP24

- RH : arbitrage des demandes de poste au cas par cas, en cohérence avec l'arbitrage des projets
- Charges à caractère général : maîtrise des dépenses
- Subventions : se réinterroger sur chaque demande de subventions
- Fiscalité : actions sur le levier fiscal si nécessaire



Budget ordures ménagères



Budget ordures ménagères : l'évolution des grandes masses du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

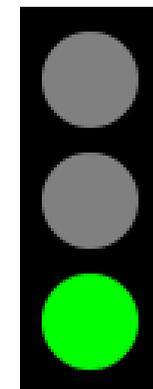


| | Réalisé 2023 | Orientation 2024 | Evolution en € | Evolution en % |
|-----------------------------------|--------------|------------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 13 239 139 € | 17 231 268 € | 3 992 129 € | 30% |
| Recettes de fonctionnement | 14 593 771 € | 17 231 268 € | 2 637 497 € | 18% |
| Dépenses d'investissement | 1 217 707 € | 6 121 182 € | 4 903 475 € | 403% |
| Recettes d'investissement | 919 734 € | 6 121 182 € | 5 201 448 € | 566% |

Budget ordures ménagères : Structure, gestion et perspectives de l'encours de dette

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

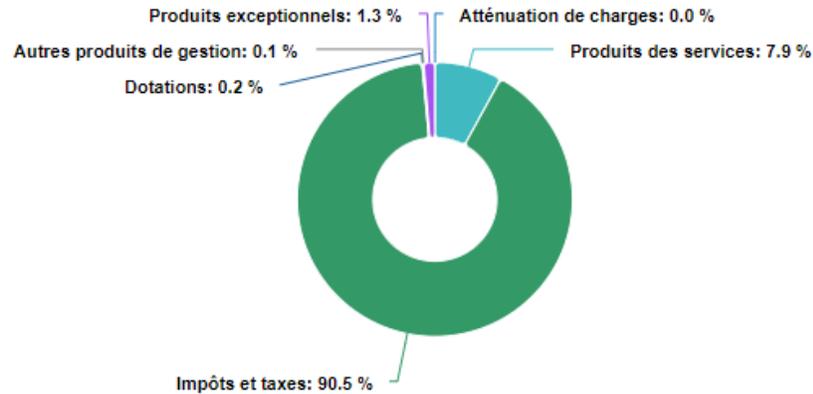
| Capital restant dû | Taux d'intérêt moyen | Durée résiduelle moyenne pondérée | Répartition des emprunts par type de taux | | Détail des emprunts à taux variable | |
|--------------------|----------------------|-----------------------------------|---|------|-------------------------------------|---|
| 483 833 € | 0,79% | 17,46 | Variables | 0% | EURIBOR | - |
| | | | | | Livret A | - |
| | | | Fixes | 100% | | |
| | | | Structurés | 0% | | |



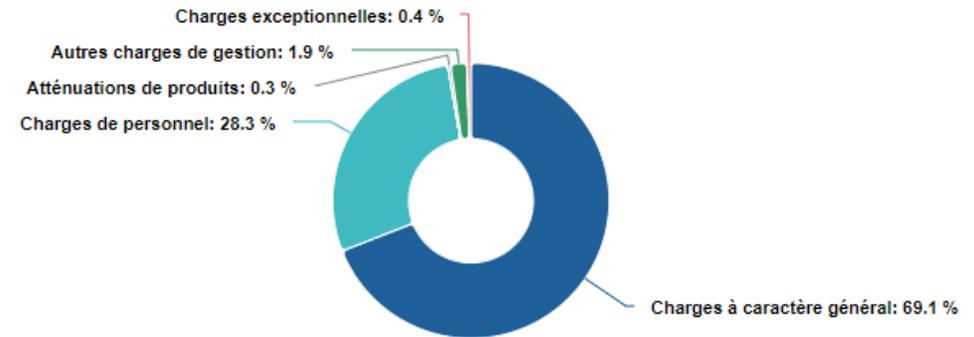
Analyse de la situation : le budget présente une dette faible avec un taux moyen très bas. La durée résiduelle est plutôt longue compte tenu de la souscription assez récente des lignes, qui explique aussi le très bon taux moyen. La totalité de la dette est en taux fixe.

Budget ordures ménagères : Prospective de la situation financière

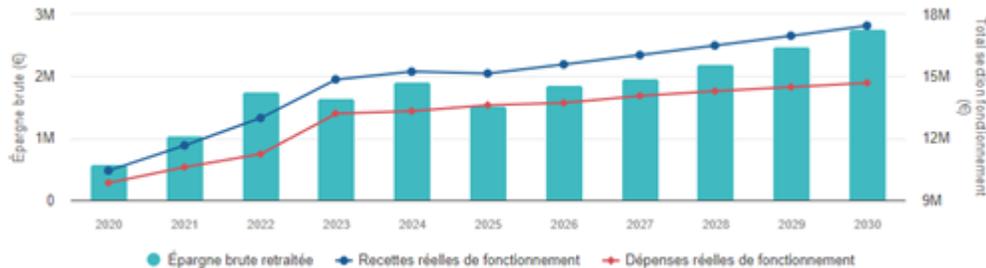
Structure des recettes réelles de fonctionnement



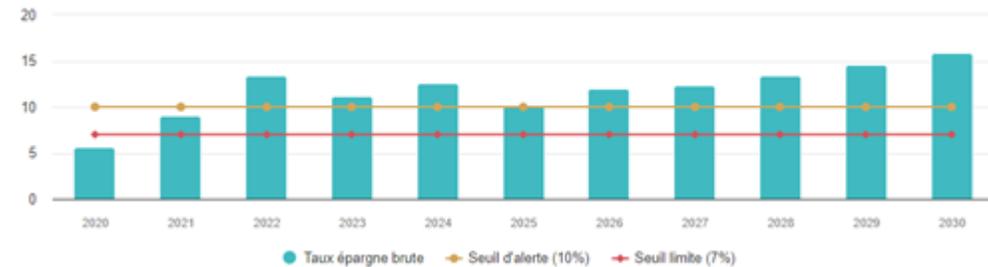
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Épargne brute et effet de ciseaux



Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



Budget ordures ménagères : Prospective de la situation financière

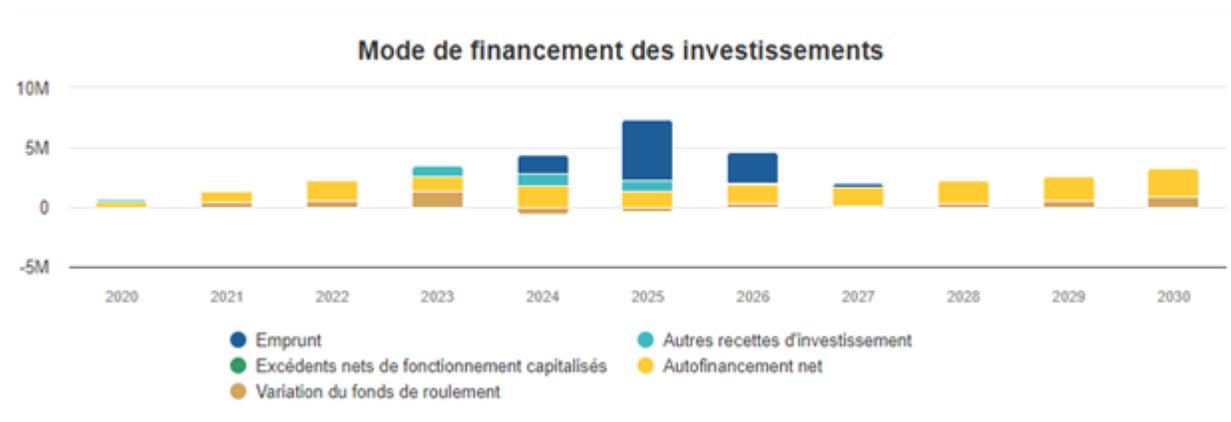
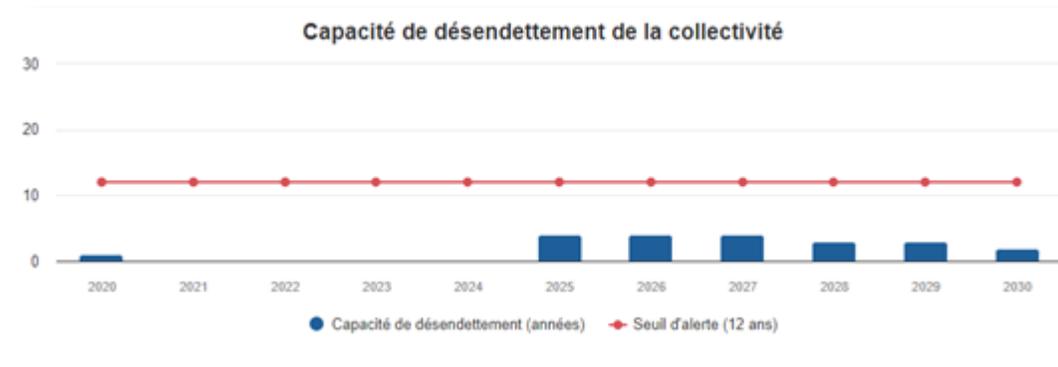
Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

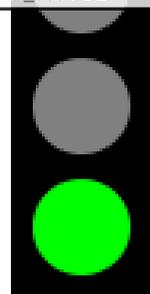
Publié le



ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Budget ordures ménagères : la situation financière du budget



| Budget_OM | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Section de fonctionnement | | | | | | | |
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 15 225 037 | 15 136 894 | 15 578 038 | 16 028 088 | 16 489 963 | 16 962 574 | 17 449 048 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes réelles de fonctionnement retraitées | 15 225 037 | 15 136 894 | 15 578 038 | 16 028 088 | 16 489 963 | 16 962 574 | 17 449 048 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 13 312 961 | 13 603 790 | 13 712 176 | 14 049 485 | 14 283 772 | 14 479 670 | 14 678 212 |
| Dont charges financières | 3 593 | 63 804 | 240 231 | 335 220 | 336 530 | 323 365 | 309 707 |
| Epargne brute retraitée | 1 912 076 | 1 533 104 | 1 865 862 | 1 978 603 | 2 206 190 | 2 482 904 | 2 770 836 |
| Taux d'épargne brute | 12 % | 10 % | 11 % | 12 % | 13 % | 14 % | 15 % |
| Amortissement de la dette | 102 010 | 152 072 | 290 769 | 371 886 | 353 347 | 366 512 | 380 170 |
| Epargne nette retraitée | 1 810 066 | 1 381 031 | 1 575 092 | 1 606 716 | 1 852 842 | 2 116 391 | 2 390 665 |
| Section d'investissement | | | | | | | |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS 1068 ET 1641 | 1 084 711 | 869 703 | 110 068 | 27 557 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 1 522 571 | 5 116 092 | 2 595 597 | 339 045 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS | 5 000 732 | 7 745 800 | 3 948 000 | 1 860 578 | 1 477 687 | 1 597 556 | 1 500 000 |
| Fonds de roulement Dette et solvabilité | | | | | | | |
| Fonds de roulement | 1 300 000 |
| Encours de dette au 31/12 | 1 904 394 | 6 868 413 | 9 173 241 | 9 140 399 | 8 787 051 | 8 420 538 | 8 040 368 |
| Variation de l'encours de dette | 1 420 561 | 4 964 019 | 2 304 827 | - 32 841 | - 353 347 | - 366 512 | - 380 170 |
| Capacité de désendettement | 1 | 4 | 4 | 4 | 3 | 3 | 2 |

La situation prévisionnelle du budget ordures ménagères est bonne :

- Le taux d'épargne brute est proche du taux cible de 15 %
- Le ratio de désendettement est faible à moins de 5 ans.

Le budget présente d'intéressantes marges de manœuvre pour les investissements à venir.

Budget des Ordures Ménagères : chapitre 012

| 012 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Evolution 2021/2022 | Réalisé 2023 | Evolution 2022/2023 | Prévisions 2024 | Prévision évolution 2023/2024 |
|-----------|--------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|-----------------|-------------------------------|
| | 2 820 179€ | 3 198 000€ | 13.40% | 3 375 358€ | 5.55% | 3 715 008€ | 10.06% |
| ETP payés | 69.12 | 74.98 | 8.47% | 77.51 | 3,37% | | |

Evolutions incompressibles 012 : +8,25% incompressible (3 679 346€) dont :

| | |
|--|----------|
| Effet report créations de postes 2023 = | 64 290 € |
| GVT (en hausse nouveaux ratios avancement de grade /politique salariale contractuels) = | 39 910 € |
| Effet report réformes 2023 (point d'indice / valorisation SMIC / indemnité de résidence) = | 91 492 € |
| Effet mesures gouvernementales 2024 (+ 5 points / forfait mobilité durable / PPA) = | 76 476 € |
| Effet report RIFSEEP = | 21 000 € |
| Assurances statutaires (+12% taux de cotisation) = | 26 880€ |
| CNAS = | 15 225€ |

Modulable :

| | |
|----------------------------------|---------|
| 1 demande de création de poste = | 30 662€ |
| Intérim = | 5 000€ |

Budget ordures ménagères : demandes de postes

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Intitulé poste | Catégorie poste | Type de poste | Coût 2024 | Coût 2025 | Besoin |
|---------------------------|-----------------|----------------|------------------------------------|-----------|--|
| Chargé de maintenance PAV | C technique | Emploi pérenne | 30 662 € (9/12 ^{ème}) | 40 883€ | Utile au fonctionnement du service et à l'avancée du SDD |



Budget Eau



Budget Eau : l'évolution des grandes masses du budget en 2024

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

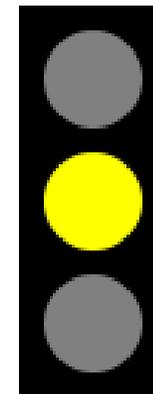
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| | Réalisé 2023 | Orientation 2024 | Evolution en € | Evolution en % |
|-----------------------------------|--------------|------------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 14 741 486 € | 15 743 118 € | 1 001 632 € | 7% |
| Recettes de fonctionnement | 14 071 432 € | 15 743 118 € | 1 671 686 € | 12% |
| Dépenses d'investissement | 4 814 196 € | 14 949 721 € | 10 135 525 € | 211% |
| Recettes d'investissement | 5 972 363 € | 14 949 721 € | 8 977 359 € | 150% |

Budget Eau : Structure, gestion et perspectives de l'encours de dette

| Capital restant dû | Taux d'intérêt moyen | Durée résiduelle moyenne pondérée | Répartition des emprunts par type de taux | | Détail des emprunts à taux variable | |
|--------------------|----------------------|-----------------------------------|---|-----|-------------------------------------|-----|
| 11 167 964 € | 3,76% | 11,68 | Variables | 20% | EURIBOR | 86% |
| | | | | | Livret A | 14% |
| | | | Fixes | 80% | | |
| | | | Structurés | 0% | | |

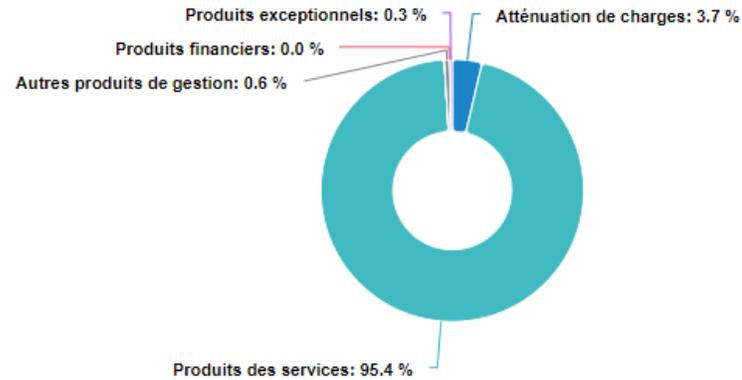


Analyse de la situation : le budget présente un taux moyen plutôt élevé, avec des emprunts dont la durée résiduelle est faible. L'équilibre entre taux fixes et variables est prudent. Les taux variables sont très majoritairement en EURIBOR ce qui expose la dette à la volatilité de cet index monétaire.

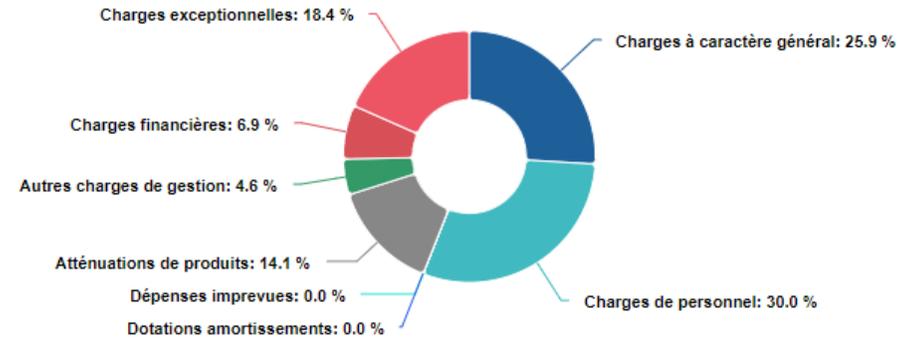
Budget Eau : Prospective de la situation financière du budget



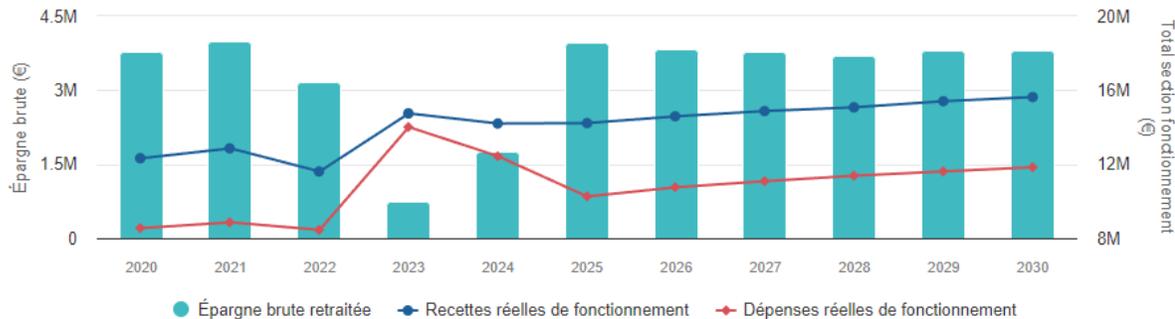
Structure des recettes réelles de fonctionnement



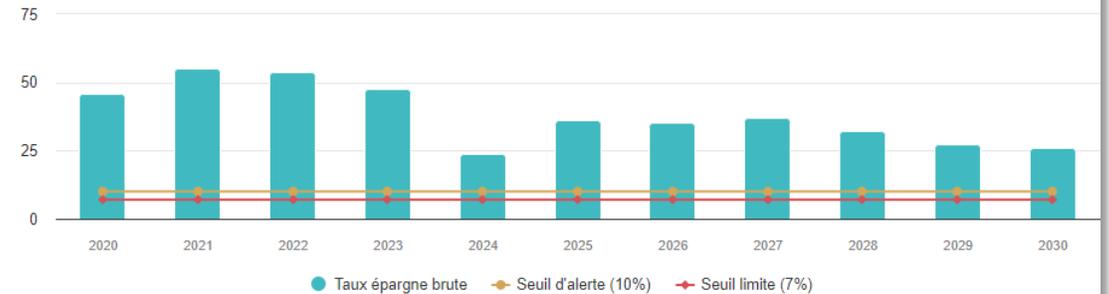
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Épargne brute et effet de ciseaux



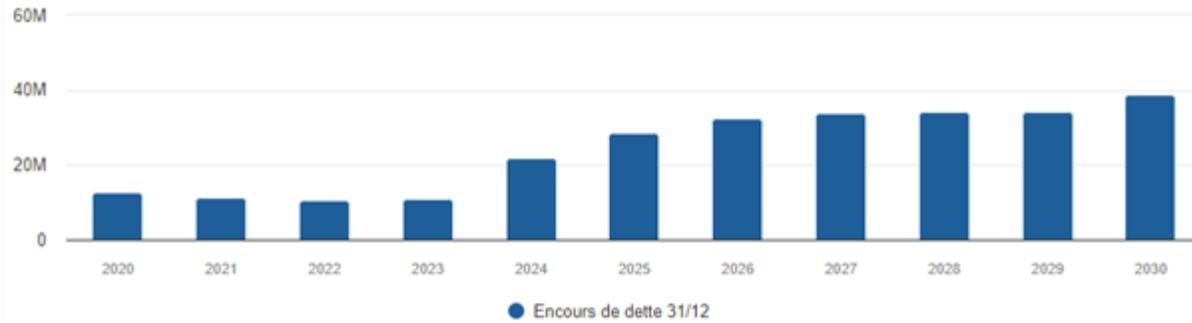
Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



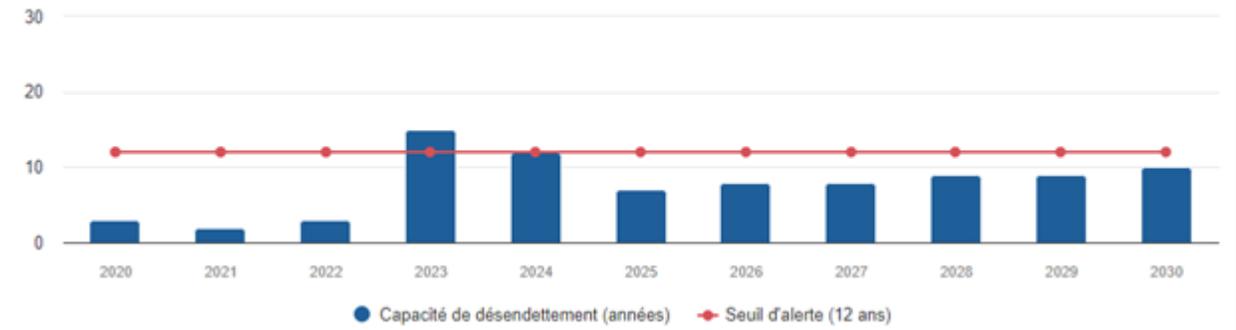
Budget Eau : Prospective de la situation financière du budget



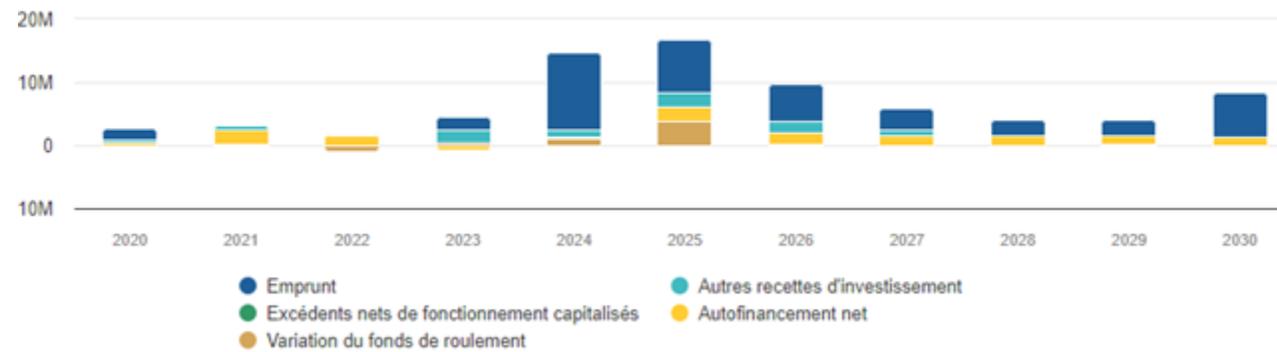
Encours de dette 31/12



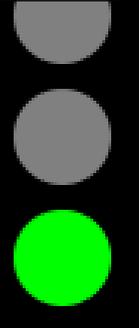
Capacité de désendettement de la collectivité



Mode de financement des investissements



Budget Eau : la situation financière du budget



La situation prévisionnelle du budget eau est très bonne :

- L'épargne brute serait en progression puis stable sur la période
- Le ratio de désendettement serait durablement inférieur à 10 ans tout en permettant un important fonds de roulement.

| EAU | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|-----|------|------|------|------|------|------|------|
|-----|------|------|------|------|------|------|------|

| Section de fonctionnement | | | | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 14 198 056 | 14 218 467 | 14 585 680 | 14 871 443 | 15 073 014 | 15 402 151 | 15 628 041 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes réelles de fonctionnement retraitées | 14 198 056 | 14 218 467 | 14 585 680 | 14 871 443 | 15 073 014 | 15 402 151 | 15 628 041 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 12 430 796 | 10 254 917 | 10 751 007 | 11 081 185 | 11 374 476 | 11 606 955 | 11 832 207 |
| Dont Charges financières | 444 455 | 792 545 | 1 069 594 | 1 204 647 | 1 308 698 | 1 368 380 | 1 417 809 |
| Epargne brute retraitée | 1 767 259 | 3 963 549 | 3 834 672 | 3 790 258 | 3 698 537 | 3 795 195 | 3 795 833 |
| Taux d'épargne brute | 12 % | 27 % | 26 % | 25 % | 24 % | 24 % | 24 % |
| Amortissement de la dette | 1 461 926 | 1 835 448 | 2 081 613 | 2 123 094 | 2 210 446 | 2 340 282 | 2 470 994 |
| Epargne nette retraitée | 305 333 | 2 128 100 | 1 753 059 | 1 667 163 | 1 488 091 | 1 454 913 | 1 324 838 |

| Section d'investissement | | | | | | | |
|---|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS 1068 ET 1641 | 1 157 375 | 2 204 500 | 1 974 100 | 812 500 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 12 304 946 | 8 589 248 | 5 877 373 | 3 530 041 | 2 575 623 | 2 448 172 | 7 144 148 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT | 12 780 025 | 8 958 300 | 9 355 800 | 6 010 000 | 4 110 300 | 3 760 300 | 8 421 300 |

| Fonds de roulement Dette et solvabilité | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Fonds de roulement | 1 362 817 | 3 130 077 | 3 507 686 | 3 551 806 | 3 596 941 | 3 643 069 | 3 690 119 |
| Variation de l'encours de dette | 10 843 020 | 6 753 799 | 3 795 759 | 1 406 946 | 365 176 | 107 889 | 4 673 153 |
| Encours de dette au 31/12 | 21 879 010 | 28 632 809 | 32 428 569 | 33 835 515 | 34 200 692 | 34 308 582 | 38 981 735 |
| Capacité de désendettement (en années) | 12 | 7 | 8 | 8 | 9 | 9 | 10 |

Budget de l'Eau

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| 012 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Evolution 2021/2022 | Réalisé 2023 | Evolution 2022/2023 | Prévisions 2024 | Prévision évolution 2023/2024 |
|-----------|--------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|-----------------|-------------------------------|
| | 2 696 185 € | 2 966 070 € | 10,01% | 3 366 282 € | 13,49% | 3 904 457€ | 15,99% |
| ETP payés | 58,95 | 62,35 | 5,76% | 68,90 | 10,52% | | |

Evolutions incompressibles 012 : +12.67% incompressible (3 792 850 €) dont :

| | |
|--|----------|
| Effet report créations de postes 2023 = | 174 998€ |
| GVT (en hausse nouveaux ratios avancement de grade /politique salariale contractuels) = | 37 176 € |
| Effet report réformes 2023 (point d'indice / valorisation SMIC / indemnité de résidence) = | 80 137 € |
| Effet mesures gouvernementales 2024 (+ 5 points / forfait mobilité durable / PPA) = | 58 938 € |
| Effet report RIFSEEP = | 18 000 € |
| Assurances statutaires (+12% taux de cotisation) = | 25 500€ |
| CNAS = | 19 600 € |
| Augmentation des refacturations liée aux mesures gouvernementales (+5%) = | 236 775€ |

Modulable :

| | |
|--|----------|
| 2 demandes de création de postes (dont un poste déjà pourvu) = | 81 507 € |
| Intérim = | 30 000 € |

Demandes de postes budgets annexes

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Intitulé poste | Catégorie poste | Type de poste | Coût 2024 | Coût 2025 | Besoin |
|---|-----------------|--------------------|---------------------|------------------------------------|--|
| Référent RH | A administratif | Contrat de projet | 50 845 € 9/12ème | 67 793€ | Pour mener le travail dédié au passage de la DEA en régie SPIC |
| Renfort régie de l'eau | C administratif | Renfort temporaire | 17 035 € 5/12ème | 0 | Pour permettre le rattrapage des impayés 2021 |
| Renfort pôle Relations Usagers (Agence clientèle) | C administratif | Renfort temporaire | 30 662 € 9/12ème | 10 220 € (3/12 ^{ème}) | Renfort acté suite mutualisation accueil en 2023 mais non pourvu |



Budget Assainissement



Budget Assainissement : l'évolution des grandes masses du budget en 2024

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le 2024
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| | Réalisé 2023 | Orientation 2024 | Evolution en € | Evolution en % |
|-----------------------------------|--------------|------------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 12 262 886 € | 18 184 245 € | 5 921 359 € | 48% |
| Recettes de fonctionnement | 13 924 545 € | 18 184 245 € | 4 259 700 € | 31% |
| Dépenses d'investissement | 10 583 731 € | 30 272 101 € | 19 688 371 € | 186% |
| Recettes d'investissement | 10 481 565 € | 30 272 101 € | 19 790 536 € | 189% |

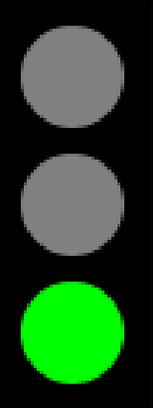


Budget Assainissement : Structure, gestion et perspectives de l'encours de dette

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



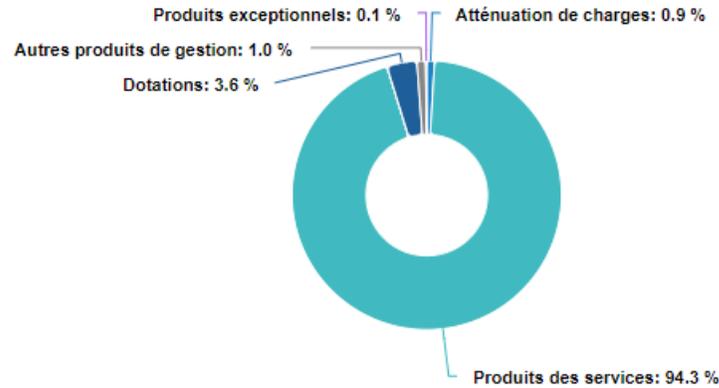
| Capital restant dû | Taux d'intérêt moyen | Durée résiduelle moyenne pondérée | Répartition des emprunts par type de taux | | Détail des emprunts à taux variable | |
|--------------------|----------------------|-----------------------------------|---|-----|-------------------------------------|-----|
| 20 973 649 € | 2,63% | 16,64 | Variables | 16% | EURIBOR | 50% |
| | | | | | Livret A | 50% |
| | | | Fixes | 82% | | |
| | | | Structurés | 2% | | |



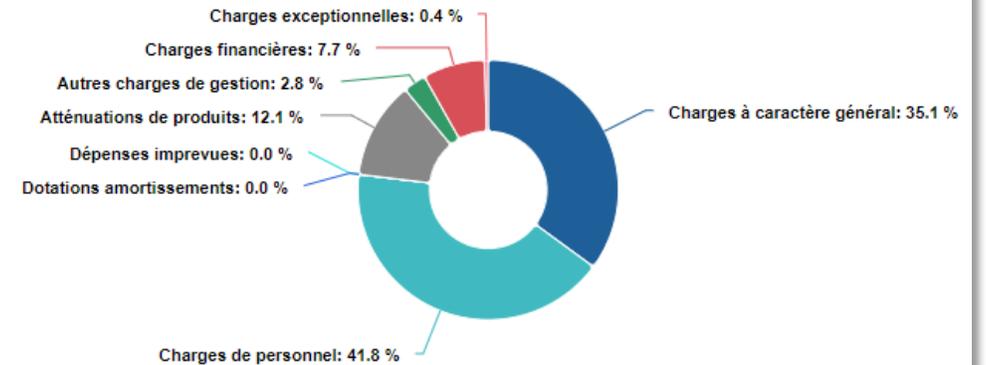
Analyse de la situation : le budget présente un taux moyen assez bas, permis par plusieurs emprunts à taux 0% (avances de l'Agence de l'Eau). La durée résiduelle de la dette est correcte. L'équilibre entre taux fixes et variables est bon. Les taux variables se partagent entre index EURIBOR et livret A ce qui limite l'exposition à la volatilité actuelle des index. A noter la présence d'un emprunt structuré pour un faible encours et qui présente un taux d'intérêt classique (aux environs de 4 %).

Budget Assainissement : Prospective de la situation financière du b

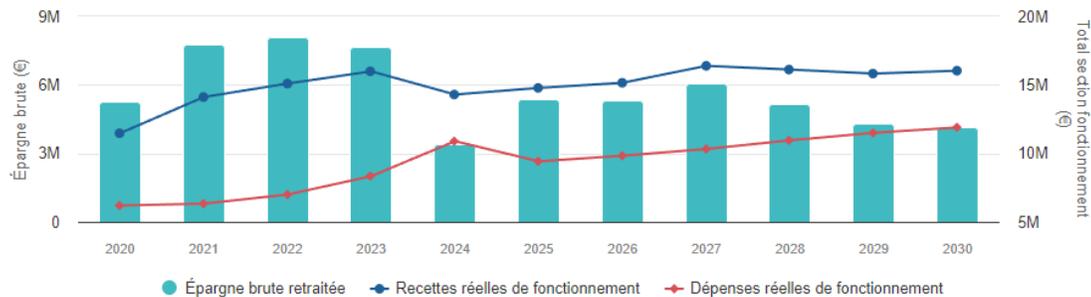
Structure des recettes réelles de fonctionnement



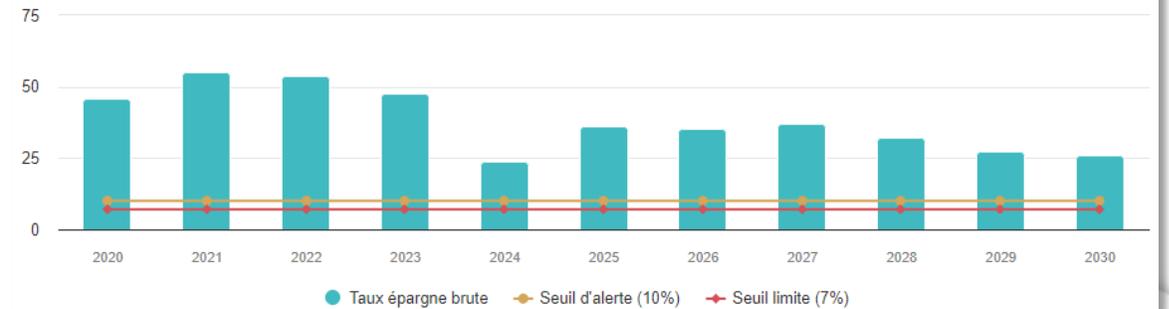
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Épargne brute et effet de ciseaux



Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



Budget Assainissement : Prospective de la situation financière du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

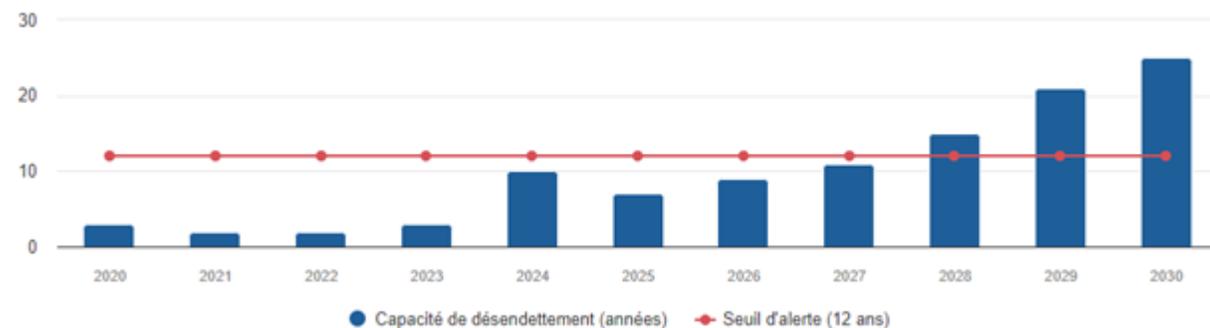


ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

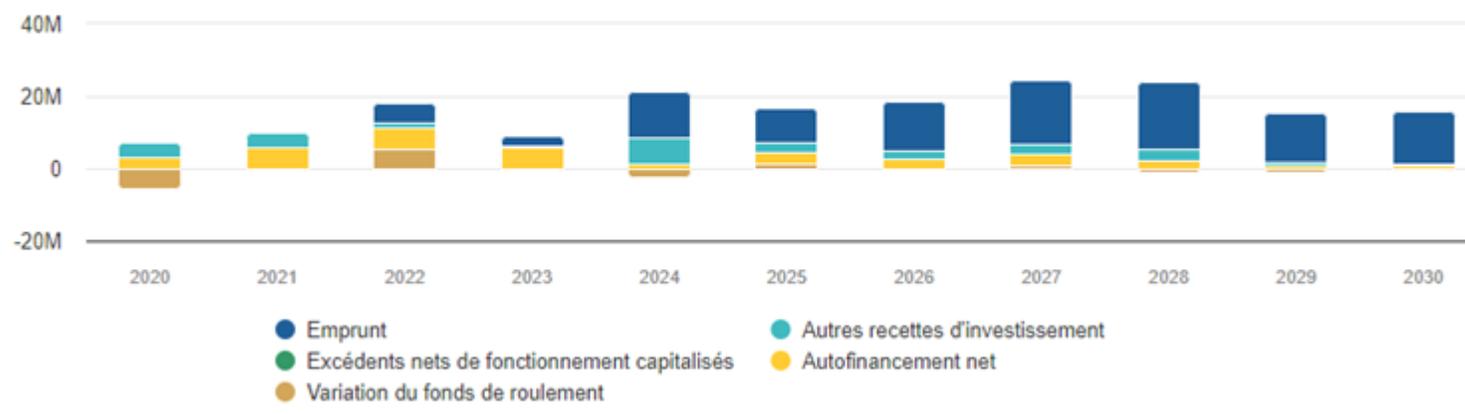
Encours de dette 31/12



Capacité de désendettement de la collectivité



Mode de financement des investissements



Budget Assainissement : la situation financière du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



ASST

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

Section de fonctionnement

| | | | | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 14 297 138 | 14 780 332 | 15 152 832 | 16 391 308 | 16 120 589 | 15 826 335 | 16 035 168 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes réelles de fonctionnement retraitées | 14 297 138 | 14 780 332 | 15 152 832 | 16 391 308 | 16 120 589 | 15 826 335 | 16 035 168 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 10 893 050 | 9 418 277 | 9 830 109 | 10 320 721 | 10 955 873 | 11 502 517 | 11 895 687 |
| Dont charges financières | 589 780 | 938 292 | 1 172 854 | 1 505 450 | 1 987 307 | 2 393 892 | 2 644 537 |
| Epargne brute retraitée | 3 404 087 | 5 362 055 | 5 322 722 | 6 070 586 | 5 164 715 | 4 323 818 | 4 139 480 |
| Taux d'épargne brute | 23 % | 36 % | 35 % | 37 % | 32 % | 27 % | 25 % |
| Amortissement de la dette | 2 103 840 | 2 385 111 | 2 669 459 | 2 822 155 | 3 011 455 | 3 313 734 | 3 424 498 |
| Epargne nette retraitée | 1 300 247 | 2 976 944 | 2 653 262 | 3 248 431 | 2 153 259 | 1 010 083 | 714 982 |

Section d'investissement

| | | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS 1068 ET 1641 | 7 335 522 | 2 980 189 | 2 169 819 | 2 807 608 | 3 135 688 | 864 700 | 864 700 |
| Emprunt | 12 547 837 | 9 192 335 | 13 553 584 | 17 513 325 | 18 845 180 | 13 428 651 | 14 306 813 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT | 23 595 435 | 13 661 500 | 18 266 000 | 22 801 500 | 24 970 000 | 16 224 333 | 16 160 833 |

Fonds de roulement Dette et solvabilité

| | | | | | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Fonds de roulement | 900 000 | 430 000 | 580 000 | 600 000 | 670 000 | 590 000 | 500 000 |
| Variation de l'encours de dette | 10 443 997 | 6 807 223 | 10 884 124 | 14 691 169 | 15 833 724 | 10 114 916 | 10 882 314 |
| Encours de dette au 31/12 | 34 417 162 | 41 224 385 | 52 108 510 | 66 799 679 | 82 633 404 | 92 748 320 | 103 630 634 |
| Capacité de désendettement (en années) | 10 | 7 | 9 | 11 | 16 | 21 | 25 |

La situation prévisionnelle du budget assainissement, qui est bonne en 2024, se dégraderait à compter de 2028. Elle atteindrait alors un ratio de désendettement beaucoup trop élevé, alors même que l'épargne brute générée serait globalement stable.

C'est donc le recours à la dette qui serait ici beaucoup trop important par rapport à la tarification du service.

Budget Assainissement

| 012 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Evolution 2021/2022 | Réalisé 2023 | Evolution 2022/2023 | Prévisions 2024 | Prévision évolution 2023/2024 |
|-----------|--------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|-----------------|-------------------------------|
| | 2 624 263 € | 2 718 400 € | 3,59% | 2 331 784 € | -14,22% | 2 914 980€ | +25,01% |
| ETP payés | 49,01 | 48,69 | -0.65% | 41,88 | -13.99% | | |

Evolution incompressibles 012 : +20,23% incompressible (2 803 483€) dont :

| | |
|--|-------------|
| Effet report postes vacants pourvus en 2023 = | 110 794 € |
| GVT (en hausse nouveaux ratios avancement de grade /politique salariale contractuels) = | 23 682,66 € |
| Effet report réformes 2023 (point d'indice / valorisation SMIC / indemnité de résidence) = | 48 211,94 € |
| Effet mesures gouvernementales 2024 (+ 5 points / forfait mobilité durable / PPA) = | 33 438,98 € |
| Effet report RIFSEEP = | 13 500 € |
| Assurances statutaires (+12% taux de cotisation) = | 24 600€ |
| CNAS = | 14 400 € |

Modulable :

| | |
|------------------------------------|----------|
| 2 demandes de création de postes = | 81 507 € |
| Intérim = | 30 000 € |

Demandes de postes budgets annexes

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Intitulé poste | Catégorie poste | Type de poste | Coût 2024 | Coût 2025 | Besoin |
|-----------------------|-----------------|-------------------|------------------------------------|-----------|------------------------------|
| Instructeur urbanisme | C technique | Emploi pérenne | 30 662€ (9/12 ^{ème}) | 30 662 € | |
| Ingénieur d'études | A technique | Contrat de projet | 50 845 € (9/12 ^{ème}) | 67 793€ | Lié au schéma des eaux usées |





Budget Tramway



Budget Tramway : l'évolution des grandes masses du budget en 2024

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

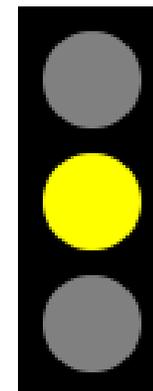


ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

| | Réalisé 2023 | Orientation 2024 | Evolution en € | Evolution en % |
|-----------------------------------|--------------|------------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 3 624 551 € | 4 719 075 € | 1 094 525 € | 30% |
| Recettes de fonctionnement | 3 520 919 € | 4 719 075 € | 1 198 157 € | 34% |
| Dépenses d'investissement | 7 599 409 € | 22 814 380 € | 15 214 972 € | 200% |
| Recettes d'investissement | 7 027 418 € | 22 814 380 € | 15 786 962 € | 225% |

Budget Tramway : Structure, gestion et perspectives de l'encours de dette

| Capital restant dû | Taux d'intérêt moyen | Durée résiduelle moyenne pondérée | Répartition des emprunts par type de taux | | Détail des emprunts à taux variable | |
|--------------------|----------------------|-----------------------------------|---|-----|-------------------------------------|------|
| 2 437 348 € | 3,97% | 18,27 | Variables | 47% | EURIBOR | 0% |
| | | | Fixes | 53% | Livret A | 100% |
| | | | Structurés | 0% | | |



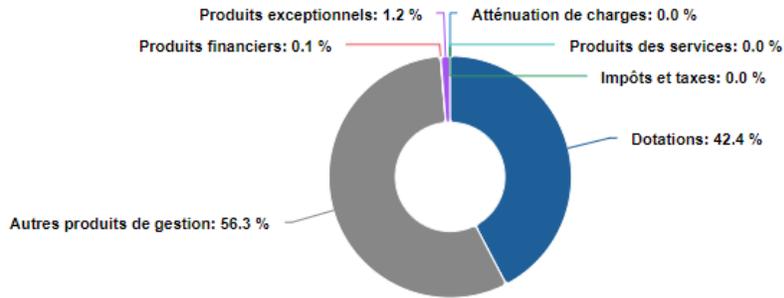
Analyse de la situation : La dette présente un taux moyen élevé (augmentation du taux du livret A qui est passé de 0,5% à 3% et du taux fixe du dernier emprunt 3,94%) mais l'encours n'est toutefois constitué que de 2 emprunts pour un capital restant dû de 2 437 K€ (à mettre en rapport avec les investissements réalisés (60 millions €)).

La durée résiduelle est rallongée est atteint 18 années en raison du recours à l'emprunt en 2023 sur une durée de 25 ans.

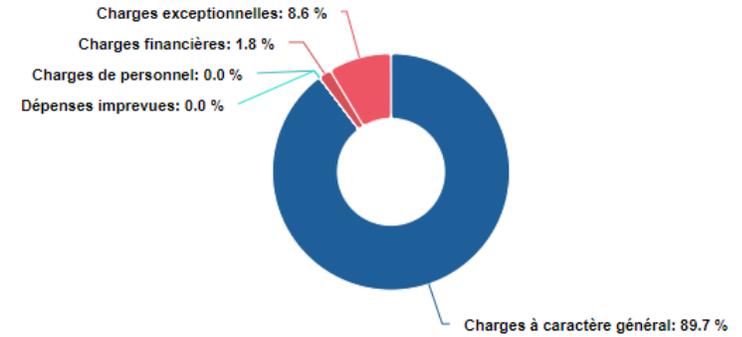
Budget Tramway : Prospective de la situation financière du budget



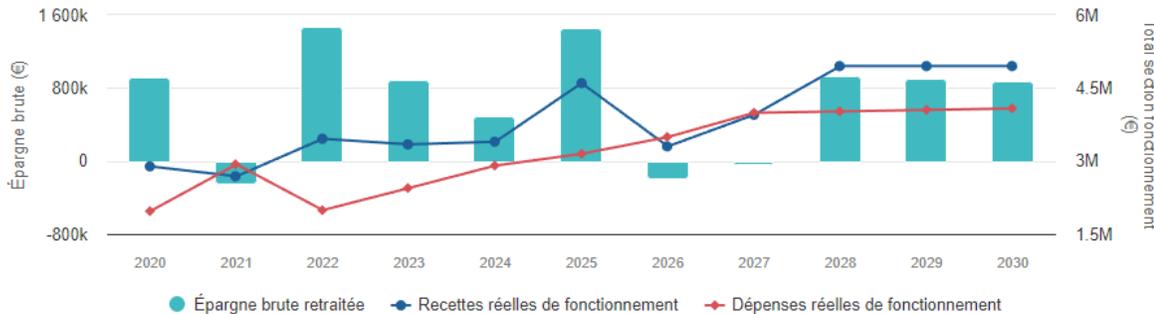
Structure des recettes réelles de fonctionnement



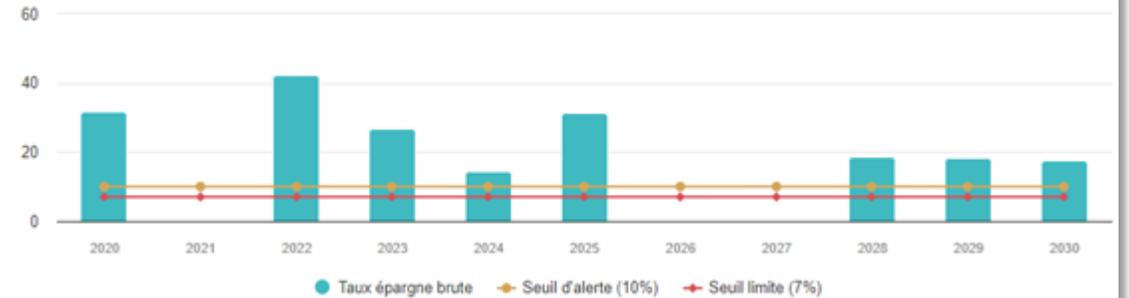
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Épargne brute et effet de ciseaux



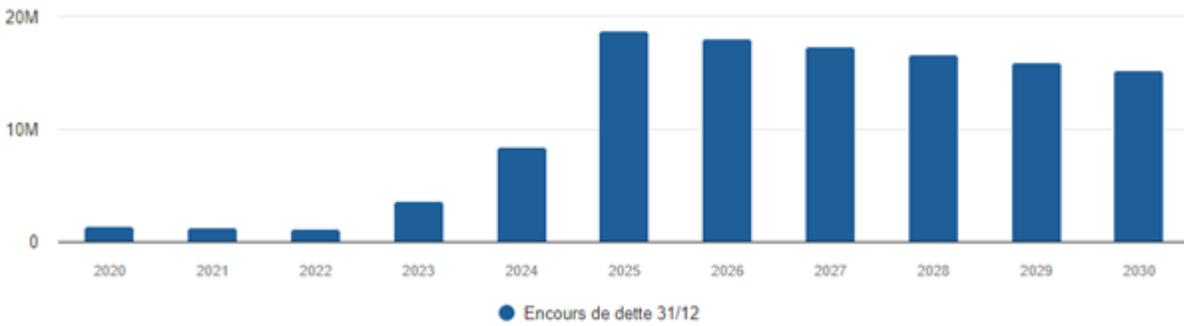
Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



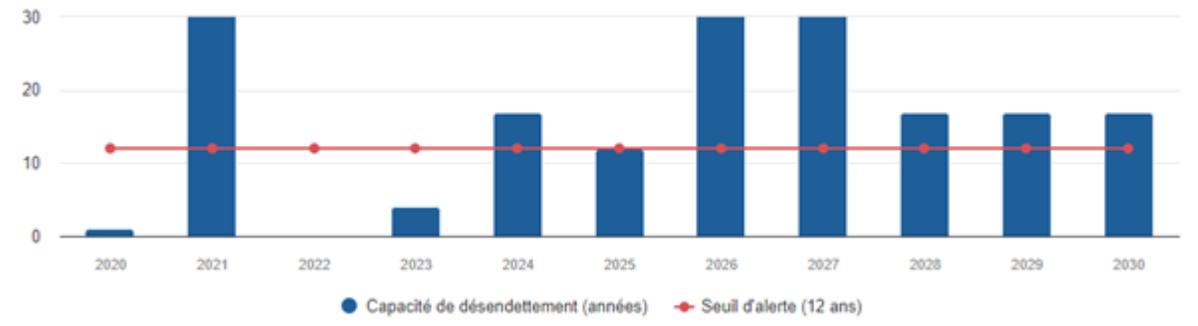
Budget Tramway : Prospective de la situation financière du budget



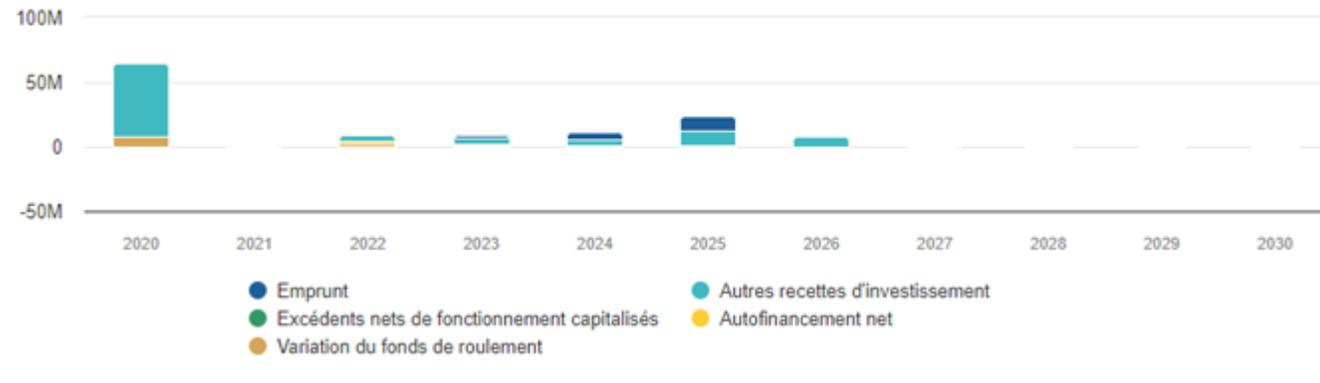
Encours de dette 31/12



Capacité de désendettement de la collectivité

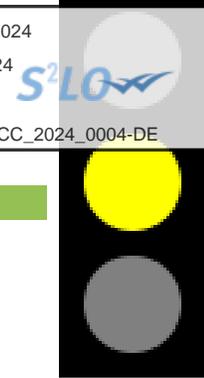


Mode de financement des investissements



Budget Tramway : la situation financière du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| TRAM | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|
|------|------|------|------|------|------|------|------|

| Section de fonctionnement | | | | | | | |
|---|-------------|-------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 3 395 503 | 4 600 000 | 3 300 000 | 3 950 000 | 4 950 000 | 4 950 000 | 4 950 000 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes réelles de fonctionnement retraitées | 3 395 503 | 4 600 000 | 3 300 000 | 3 950 000 | 4 950 000 | 4 950 000 | 4 950 000 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 2 904 813 | 3 147 457 | 3 492 246 | 3 990 160 | 4 018 906 | 4 048 753 | 4 079 685 |
| Dont charges financières | 95 360 | 278 962 | 690 004 | 666 585 | 644 508 | 621 548 | 597 669 |
| Epargne brute retraitée | 490 690 | 1 452 542 | - 192 246 | - 40 160 | 931 093 | 901 247 | 870 314 |
| Taux d'épargne brute | 14 % | 31 % | 0 % | 0 % | 18 % | 18 % | 17 % |
| Amortissement de la dette | 140 000 | 311 004 | 681 290 | 704 037 | 674 005 | 691 965 | 710 843 |
| Epargne nette retraitée | 350 690 | 1 141 538 | - 873 536 | - 744 197 | 257 088 | 209 281 | 159 470 |

La situation prévisionnelle du budget tramway est difficile à commenter en tant que telle. En effet ce budget étant fortement subventionné par le budget principal ses ratios financiers ne sont pas toujours significatifs.

| Section d'investissement | | | | | | | |
|---|------------|------------|-----------|---------|---------|---------|---------|
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS 1068 ET 1641 | 5 304 086 | 11 051 450 | 7 685 637 | 123 000 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 4 945 612 | 10 659 790 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT | 10 382 670 | 22 296 514 | 6 684 870 | 30 000 | 615 717 | 206 923 | 200 000 |

Cependant la simulation présentée ici constitue le scénario le plus favorable pour le budget principal, qui pourrait devoir verser plus de subvention.

| Fonds de roulement Dette et solvabilité | | | | | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| Fonds de roulement | 505 588 | 100 000 | 300 202 | 107 956 | 67 796 | 100 000 | 100 000 |
| Variation de l'encours de dette | 4 805 612 | 10 348 785 | - 681 290 | - 704 037 | - 674 005 | - 691 965 | - 710 843 |
| Encours de dette au 31/12 | 8 458 281 | 18 807 066 | 18 125 776 | 17 421 739 | 16 747 734 | 16 055 769 | 15 344 925 |
| Capacité de désendettement (en années) | 17 | 12 | 100 | 100 | 17 | 17 | 17 |



Budget Transports Urbains



Budget Transports Urbains : l'évolution des grandes masses du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

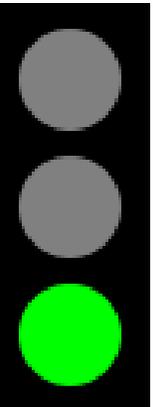


| | Réalisé 2023 | Orientation 2024 | Evolution en € | Evolution en % |
|-----------------------------------|--------------|------------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 13 614 824 € | 15 075 385 € | 1 460 561 € | 11% |
| Recettes de fonctionnement | 14 268 516 € | 15 075 385 € | 806 869 € | 6% |
| Dépenses d'investissement | 4 146 514 € | 18 690 974 € | 14 544 460 € | 351% |
| Recettes d'investissement | 4 167 482 € | 18 690 974 € | 14 523 492 € | 348% |

Budget Transports Urbains : Structure, gestion et perspectives de l'encours de dette



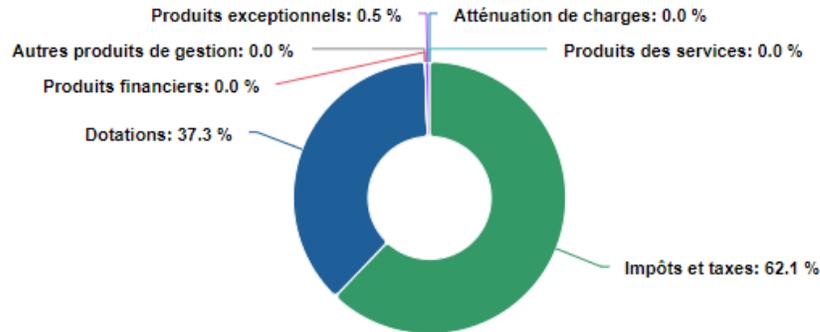
| Capital restant dû | Taux d'intérêt moyen | Durée résiduelle moyenne pondérée | Répartition des emprunts par type de taux | | Détail des emprunts à taux variable | |
|--------------------|----------------------|-----------------------------------|---|-------------|-------------------------------------|-------------|
| | | | Type de taux | Pourcentage | Type de taux variable | Pourcentage |
| 6 157 165 € | 3,01% | 10,56 | Variables | 17% | EURIBOR | 0% |
| | | | Fixes | 83% | Livret A | 100% |
| | | | Structurés | 0% | | |
| | | | | | | |



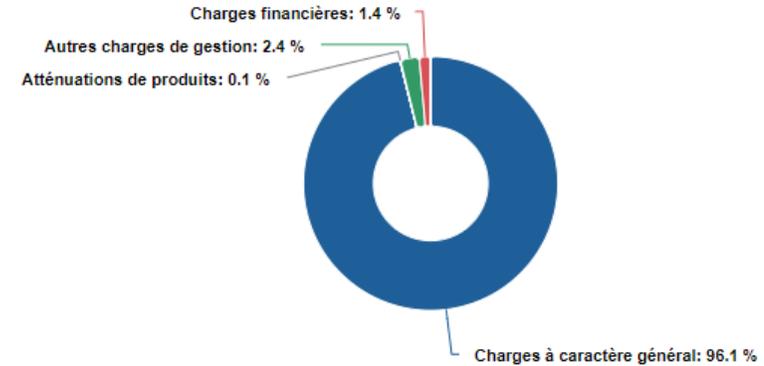
Analyse de la situation : le budget présente un taux moyen correct, avec des emprunts dont la durée résiduelle est faible (notamment en raison d'emprunts contractés sur 10 ans pour l'acquisition de bus). L'équilibre entre taux fixes et variables est prudent, les taux variables sont tous en livret A ce qui protège de la volatilité actuelle des index.

Budget Transports Urbains : Prospective de la situation financière du budget

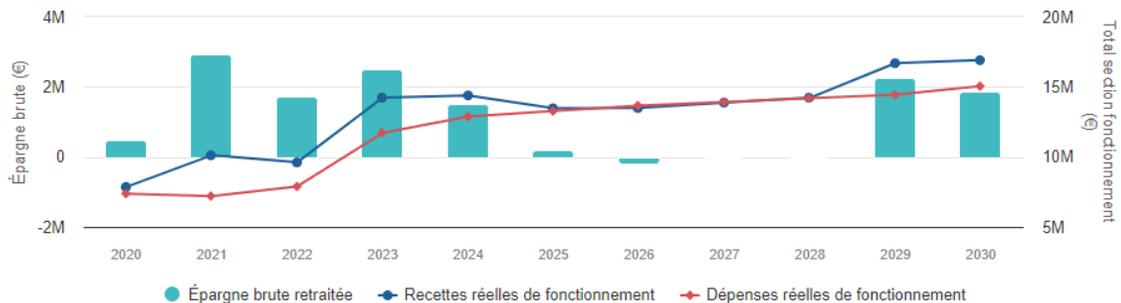
Structure des recettes réelles de fonctionnement



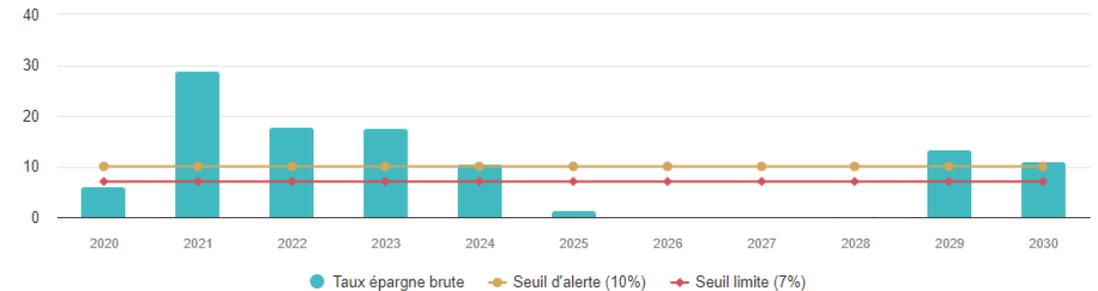
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Épargne brute et effet de ciseaux



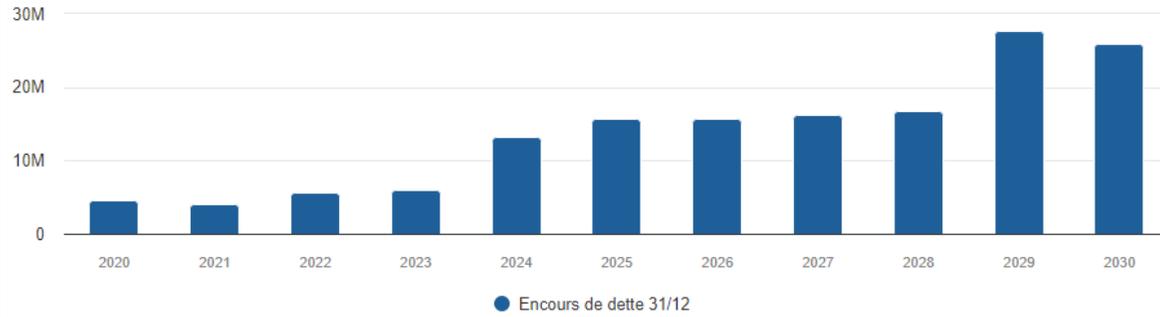
Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



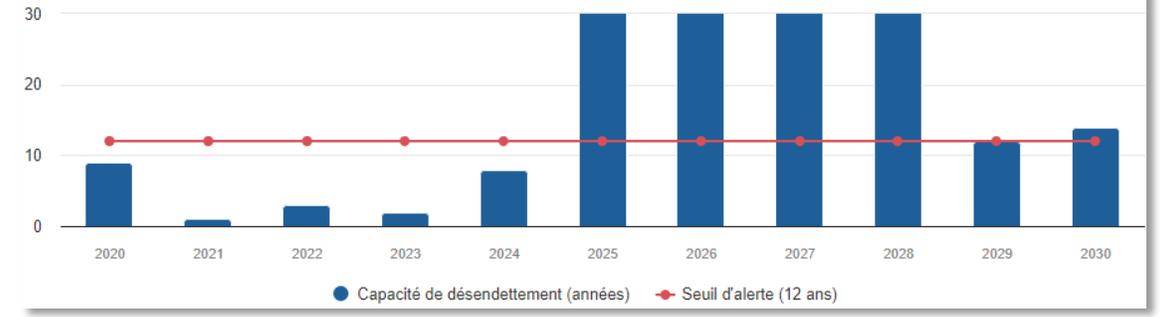
Budget Transports Urbains : Prospective de la situation financière du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

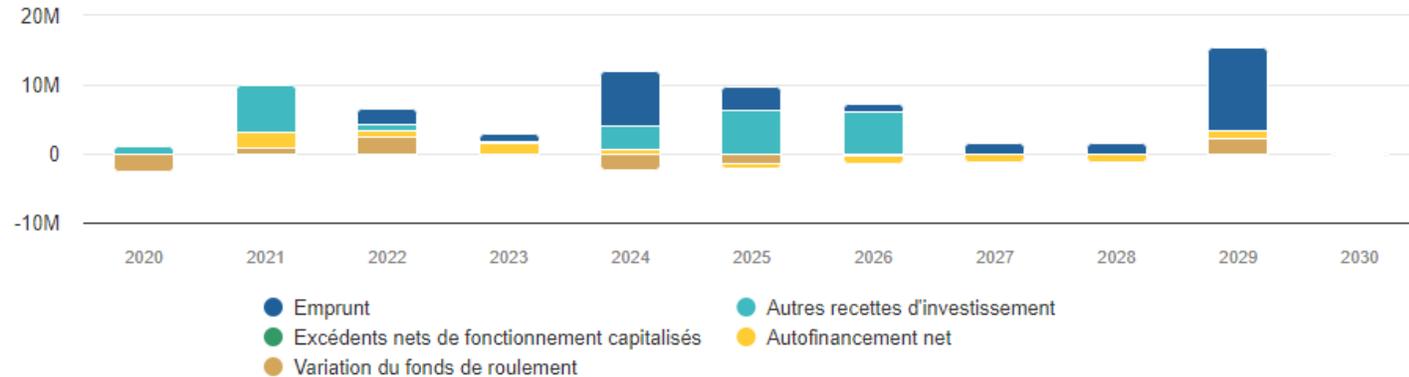
Encours de dette 31/12



Capacité de désendettement de la collectivité

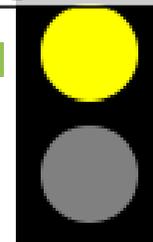


Mode de financement des investissements



Budget Transports urbains : la situation financière du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Budget_Transport_Urbain | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| Section de fonctionnement | | | | | | | |
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 14 391 105 | 13 467 638 | 13 488 453 | 13 874 761 | 14 224 818 | 16 689 684 | 16 907 173 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes réelles de fonctionnement retraitées | 14 391 105 | 13 467 638 | 13 488 453 | 13 874 761 | 14 224 818 | 16 689 684 | 16 907 173 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 12 877 516 | 13 279 650 | 13 661 461 | 13 917 452 | 14 192 076 | 14 440 079 | 15 054 913 |
| Dont charges financières | 170 242 | 305 454 | 414 737 | 432 215 | 477 517 | 519 726 | 925 677 |
| Epargne brute retraitée | 1 513 589 | 187 987 | - 173 007 | - 42 690 | 32 741 | 2 249 604 | 1 852 260 |
| Taux d'épargne brute | 10 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 13 % | 10 % |
| Amortissement de la dette | 751 900 | 875 849 | 998 459 | 1 047 111 | 1 108 355 | 1 181 856 | 1 627 898 |
| Epargne nette retraitée | 761 689 | - 687 861 | - 1 171 466 | - 1 089 802 | - 1 075 613 | 1 067 747 | 224 362 |
| Section d'investissement | | | | | | | |
| Recette d'investissement hors 1068 et hors 1641 | 3 374 042 | 6 302 317 | 6 130 653 | 59 380 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 7 996 299 | 3 396 568 | 1 053 311 | 1 457 731 | 1 644 529 | 12 108 856 | 0 |
| Dépenses d'investissement hors emprunt | 14 361 685 | 10 336 625 | 6 185 505 | 470 000 | 536 174 | 10 927 000 | 494 000 |
| Fonds de roulement Dette et solvabilité | | | | | | | |
| Fonds de roulement | 100 000 | 100 000 | 287 987 | 114 980 | 72 289 | 105 031 | 232 738 |
| Variation de l'encours de dette | 7 244 399 | 2 520 718 | 54 851 | 410 619 | 536 173 | 10 926 999 | - 1 627 898 |
| Encours de dette au 31/12 | 13 189 306 | 15 710 024 | 15 764 876 | 16 175 496 | 16 711 669 | 27 638 668 | 26 010 770 |
| Capacité de désendettement (en années) | 8 | 83 | 100 | 100 | 100 | 12 | 14 |

La situation prévisionnelle du budget transports urbains est difficile à commenter en tant que telle. En effet ce budget étant fortement subventionné par le budget principal ses ratios financiers ne sont pas toujours significatifs.

Cependant la simulation présentée ici constitue le scénario le plus favorable pour le budget principal, qui pourrait devoir verser plus de subvention.



Budget Immobilier d'entreprise



Budget immobilier d'entreprise : l'évolution des grandes masses du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le 2024 S²LO
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

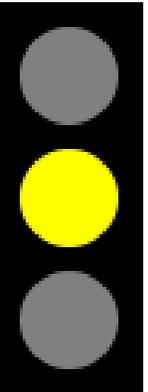
| | Réalisé 2023 | Orientation 2024 | Evolution en € | Evolution en % |
|-----------------------------------|--------------|------------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 1 874 382 € | 2 327 027 € | 452 645 € | 24% |
| Recettes de fonctionnement | 2 007 471 € | 2 327 027 € | 319 556 € | 16% |
| Dépenses d'investissement | 1 549 607 € | 9 140 402 € | 7 590 795 € | 490% |
| Recettes d'investissement | 1 834 427 € | 9 140 402 € | 7 305 975 € | 398% |

Budget immobilier d'entreprise : Structure, gestion et perspectives de l'encours de dette

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Capital restant dû | Taux d'intérêt moyen | Durée résiduelle moyenne pondérée | Répartition des emprunts par type de taux | | Détail des emprunts à taux variable | |
|--------------------|----------------------|-----------------------------------|---|-----|-------------------------------------|------|
| 2 630 273 € | 2,70% | 17,55 | Variables | 17% | EURIBOR | 100% |
| | | | Fixes | 83% | Livret A | 0% |
| | | | Structurés | 0% | | |

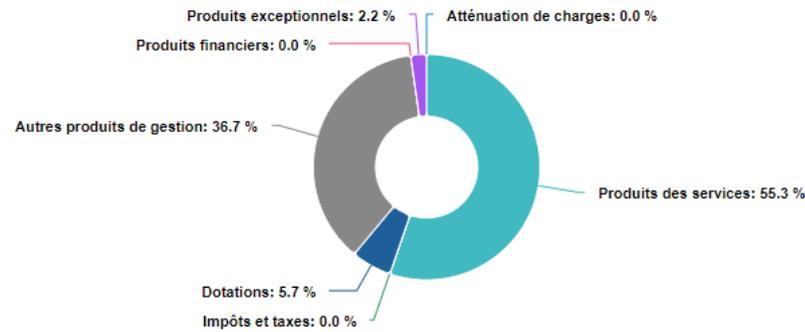


Analyse de la situation : la dette de ce budget présente un taux moyen très correct. La durée résiduelle est élevée. L'équilibre entre taux fixes et variables est prudent 1 seul emprunt indexé sur le taux EURIBOR qui reste toutefois exposé à la volatilité actuelle de cet index.

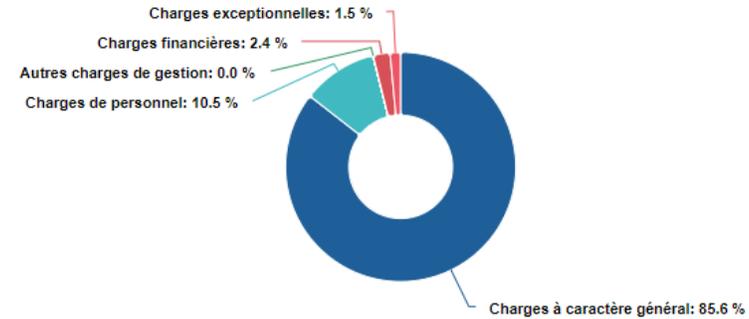
Budget immobilier d'entreprise : Prospective de la situation financière du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Structure des recettes réelles de fonctionnement



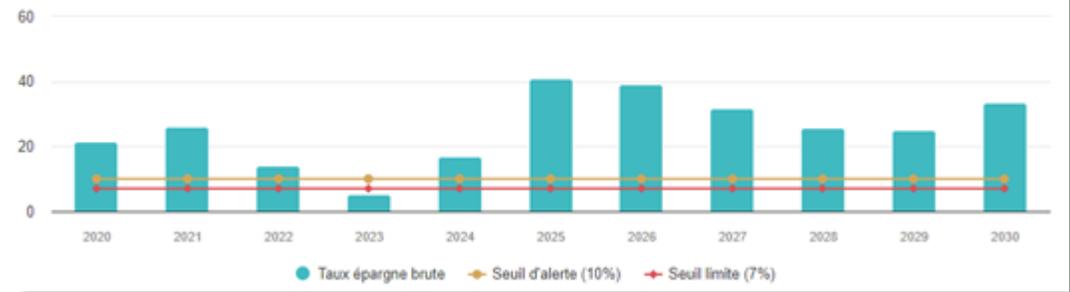
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Épargne brute et effet de ciseaux

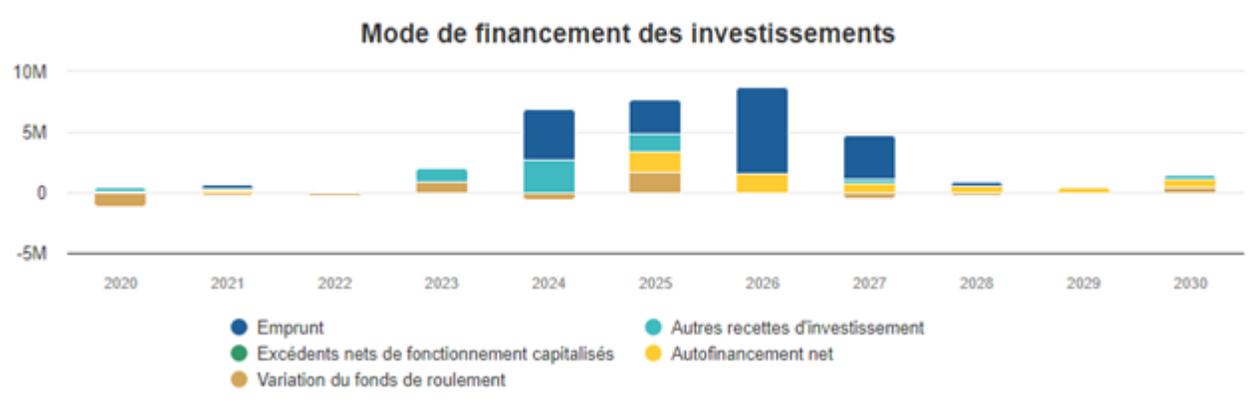
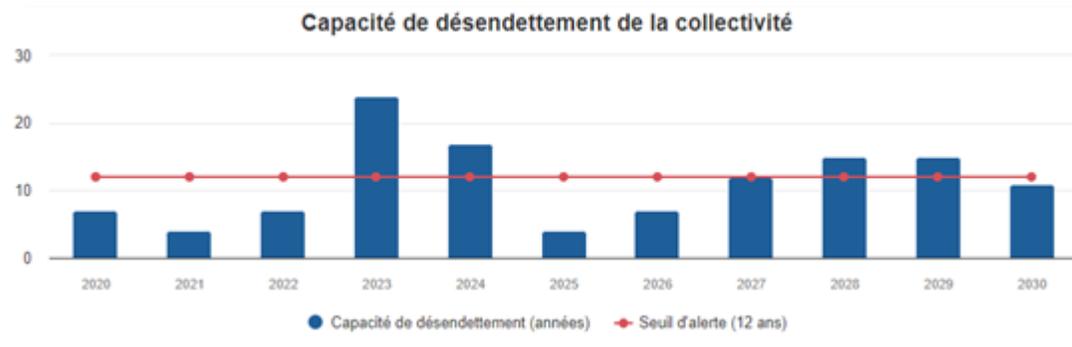
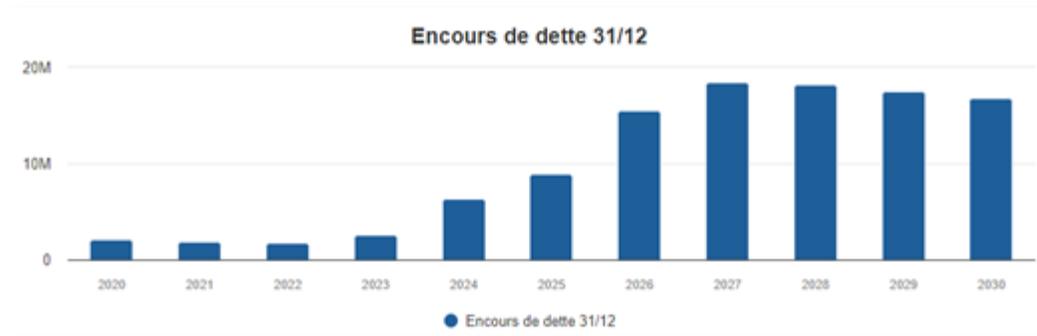


Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte

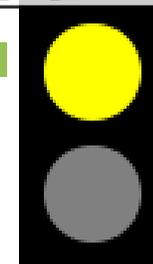


Budget immobilier d'entreprise : Prospective de la situation financière

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Budget immobilier d'entreprise : la situation financière du budget



| Budget_IME | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Section de fonctionnement | | | | | | | |
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 2 154 459 | 5 024 904 | 5 157 463 | 4 835 021 | 4 484 389 | 4 418 553 | 4 443 101 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes réelles de fonctionnement retraitées | 2 154 459 | 5 024 904 | 5 157 463 | 4 835 021 | 4 484 389 | 4 418 553 | 4 443 101 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 1 789 309 | 2 969 803 | 3 129 222 | 3 307 465 | 3 322 472 | 3 307 495 | 2 946 676 |
| Dont charges financières | 32 283 | 223 817 | 329 252 | 598 051 | 723 949 | 714 240 | 686 805 |
| Epargne brute retraitée | 365 150 | 2 055 100 | 2 028 240 | 1 527 555 | 1 161 916 | 1 111 057 | 1 496 424 |
| Taux d'épargne brute | 16 % | 40 % | 39 % | 31 % | 25 % | 25 % | 33 % |
| Epargne de gestion | 397 433 | 2 278 917 | 2 357 492 | 2 125 606 | 1 885 866 | 1 825 297 | 2 183 230 |
| Amortissement de la dette | 364 700 | 326 812 | 431 387 | 680 302 | 628 583 | 685 865 | 713 299 |
| Epargne nette retraitée | 450 | 1 728 288 | 1 596 853 | 847 252 | 533 332 | 425 192 | 783 125 |
| Section d'investissement | | | | | | | |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS 1068 ET 1641 | 2 776 492 | 1 450 495 | 35 878 | 235 878 | 35 878 | 35 878 | 235 878 |
| Emprunt | 4 100 000 | 2 889 447 | 7 063 793 | 3 634 508 | 385 850 | 0 | 0 |
| Dépenses d'investissement hors emprunt | 7 416 815 | 4 397 032 | 8 723 384 | 5 218 325 | 1 219 729 | 612 900 | 612 900 |
| Fonds de roulement Dette et solvabilité | | | | | | | |
| Fonds de roulement | 23 721 | 100 000 |
| Variation de l'encours de dette | 3 735 300 | 2 562 634 | 6 632 405 | 2 954 205 | - 242 733 | - 685 865 | - 713 299 |
| Encours de dette au 31/12 | 6 365 543 | 8 928 177 | 15 560 583 | 18 514 788 | 18 272 054 | 17 586 189 | 16 872 890 |
| Capacité de désendettement | 17 | 4 | 7 | 12 | 15 | 15 | 11 |

La situation prévisionnelle du budget IME est difficile à commenter en tant que telle. En effet ce budget étant fortement subventionné par le budget principal ses ratios financiers ne sont pas toujours significatifs.

Cependant la simulation présentée ici constitue le scénario le plus favorable pour le budget principal, qui pourrait devoir verser plus de subvention.



Budget principal



Budget principal : l'évolution des grandes masses du budget en 2024

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le 14/02/2024
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| | Réalisé 2023 | Orientation 2024 | Evolution en € | Evolution en % |
|-----------------------------------|--------------|------------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 56 150 879 € | 63 480 082 € | 7 329 203 € | 13% |
| Recettes de fonctionnement | 58 170 469 € | 63 480 082 € | 5 309 613 € | 9% |
| Dépenses d'investissement | 36 662 714 € | 35 187 673 € | - 1 475 040 € | -4% |
| Recettes d'investissement | 38 623 191 € | 35 187 673 € | - 3 435 517 € | -9% |

Subvention du BP aux budgets annexes

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Subventions du BP au TRAM | 1 079 815,00 € | 2 095 503,00 € | 3 300 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 650 000,00 € | 3 650 000,00 € | 3 650 000,00 € | 3 650 000,00 € |
| Subventions du BP au TU | 4 250 000,00 € | 4 300 418,00 € | 3 000 000,00 € | 2 500 000,00 € | 2 500 000,00 € | 2 500 000,00 € | | |
| Subventions du BP à l'IME | | 870 000,00 € | 1 500 000,00 € | 1 900 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € |
| Subventions du BP au RU (ASST)* | 301 212,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| Subventions du BP au RP (ASST) | 964 000,00 € | 1 299 239,00 € | 700 000,00 € | 1 500 000,00 € | 1 600 000,00 € | 2 600 000,00 € | 2 100 000,00 € | 1 600 000,00 € |
| TOTAL | 6 595 027,00 € | 8 865 160,00 € | 8 800 000,00 € | 8 200 000,00 € | 9 050 000,00 € | 11 050 000,00 € | 8 050 000,00 € | 7 550 000,00 € |

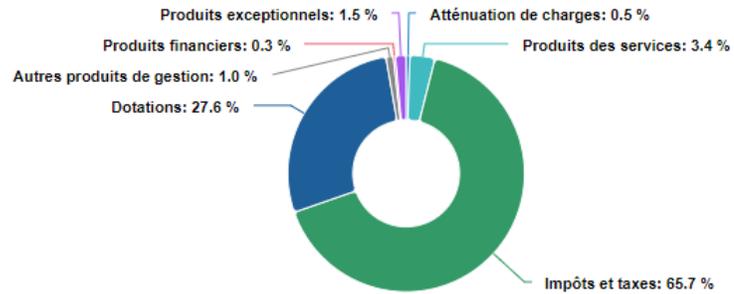
*compensation charges section RP

Forte dépendance des BA, TRAM, IME du BP :
 impact l'épargne brute du BP

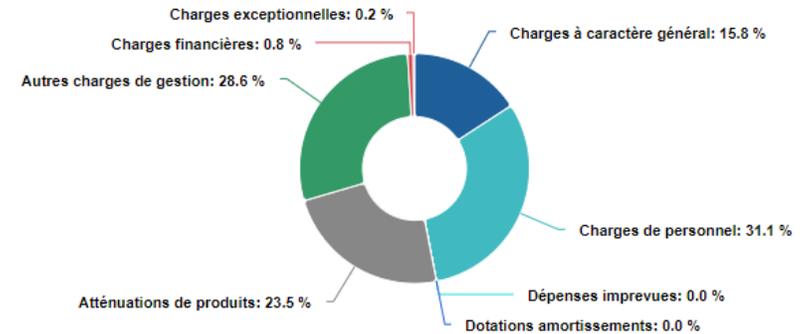
Dépendance du budget assainissement pour la
 section eaux pluviales = dépendance normale

Budget principal : la situation financière du budget

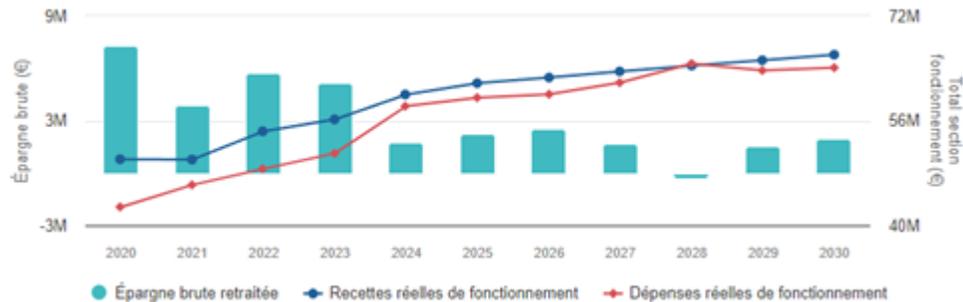
Structure des recettes réelles de fonctionnement



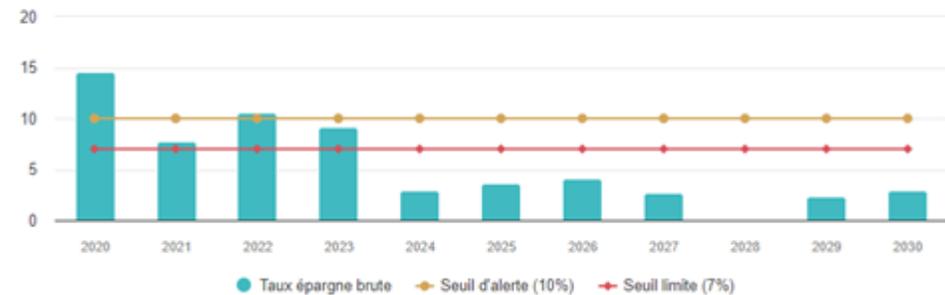
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Épargne brute et effet de ciseaux



Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



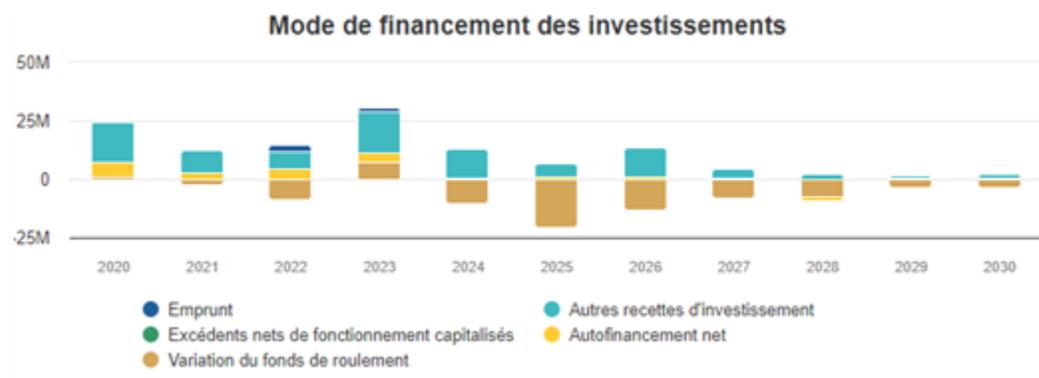
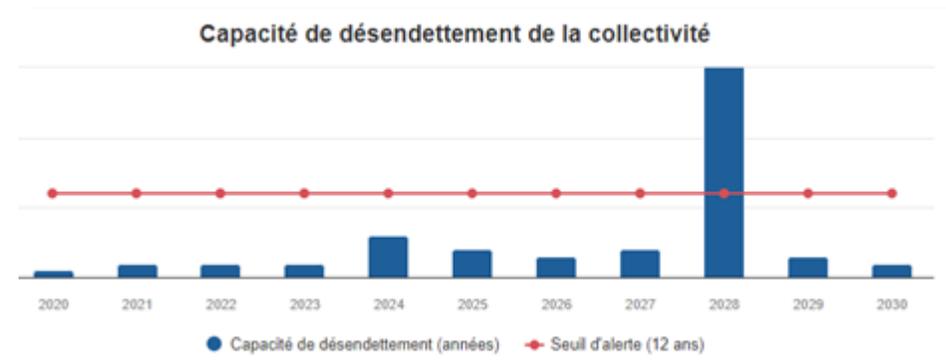
Budget principal : Prospective de la situation financière du budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



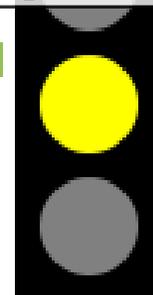
Budget principal : Structure, gestion et perspectives de l'encours de dette

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Capital restant dû | Taux d'intérêt moyen | Durée résiduelle moyenne pondérée | Répartition des emprunts par type de taux | | Détail des emprunts à taux variable | |
|--------------------|----------------------|-----------------------------------|---|-----|-------------------------------------|------|
| | | | | | | |
| 13 052 948 € | 3,69% | 18,78 | Variables | 37% | EURIBOR | 0% |
| | | | Fixes | 63% | Livret A | 100% |
| | | | Structurés | 0% | | |
| | | | | | | |

Analyse de la situation : le budget présente un taux moyen plutôt élevé ainsi qu'une durée résiduelle longue. Cela résulte du fait qu'aucun emprunt n'a été contracté pendant la période de taux fixes bas (2014-2020) : la dette comprend donc principalement des emprunts à taux fixes élevés, et une part importante (environ 38%) d'emprunts récents (2020-2023). L'équilibre entre taux fixes et variables est prudent suite à la mobilisation d'un emprunt à taux fixe en 2023, et compte tenu du fait que les taux variables sont tous indexé sur livret A ce qui protège de la volatilité actuelle des index.

Prospective : des investissements non financés



| Budget principal | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|
| Section de fonctionnement | | | | | | | |
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 57 861 667 | 59 629 153 | 60 495 649 | 61 430 043 | 62 328 620 | 63 118 496 | 63 929 664 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes réelles de fonctionnement retraitées | 57 861 667 | 59 629 153 | 60 495 649 | 61 430 043 | 62 328 620 | 63 118 496 | 63 929 664 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 58 755 756 | 59 793 476 | 60 343 581 | 62 099 573 | 65 038 378 | 64 003 376 | 64 443 129 |
| Charges financières | 499 960 | 387 132 | 306 480 | 265 026 | 250 000 | 240 000 | 230 000 |
| Epargne brute retraitée | - 894 088 | - 164 323 | 152 067 | - 669 530 | - 2 709 757 | - 884 879 | - 513 465 |
| Taux d'épargne brute | 0% |
| Amortissement de la dette | 1 144 451 | 1 177 211 | 1 229 170 | 1 155 184 | 1 185 184 | 1 255 184 | 1 295 184 |
| Epargne nette retraitée | - 2 038 539 | - 1 341 534 | - 1 077 102 | - 1 824 714 | - 3 894 941 | - 2 140 063 | - 1 808 649 |
| Section d'investissement | | | | | | | |
| Recette d'investissement hors 1068 et hors 1641 | 8 764 008 | 5 942 813 | 12 063 383 | 3 755 491 | 2 297 842 | 1 620 902 | 1 703 253 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses d'investissement hors emprunt | 20 418 036 | 27 258 736 | 26 529 181 | 12 175 150 | 8 328 224 | 5 618 007 | 5 780 711 |
| Fonds de roulement Dette et solvabilité | | | | | | | |
| Fonds de roulement | 3 942 238 | 3 048 150 | 2 883 826 | 3 035 894 | 2 366 364 | - 343 393 | - 1 228 273 |
| Variation de l'encours de dette | - 1 144 451 | - 1 177 211 | - 1 229 170 | - 1 155 184 | - 1 185 184 | - 1 255 184 | - 1 295 184 |
| Encours de dette au 31/12 | 12 060 438 | 10 883 227 | 9 654 057 | 8 498 873 | 7 313 689 | 6 058 505 | 4 763 321 |
| Capacité de désendettement (en années) | 100 | 100 | 63 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Hypothèses :

- 100% de réalisation
- Les budgets annexes sont équilibrés (via subventions du budget principal) => **+ 2 M€ de subvention aux budgets annexes par an**
- La section d'investissement du budget principal n'est pas financé : **+ 4M€ d'investissement par an**

Reste à financer 6 M€

Subvention du BP aux budgets annexes

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Subventions du BP au TRAM | 1 079 815,00 € | 2 095 503,00 € | 3 300 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 650 000,00 € | 3 650 000,00 € | 3 650 000,00 € | 3 650 000,00 € |
| Subventions du BP au TU | 4 250 000,00 € | 4 300 418,00 € | 3 000 000,00 € | 2 500 000,00 € | 2 500 000,00 € | 2 500 000,00 € | - | - |
| Subventions du BP à l'IME | | 870 000,00 € | 1 500 000,00 € | 1 900 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € |
| Subventions du BP au RU (ASST)* | 301 212,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| Subventions du BP au RP (ASST) | 964 000,00 € | 1 299 239,00 € | 700 000,00 € | 1 500 000,00 € | 1 600 000,00 € | 2 600 000,00 € | 2 100 000,00 € | 1 600 000,00 € |
| TOTAL | 6 595 027,00 € | 8 865 160,00 € | 8 800 000,00 € | 8 200 000,00 € | 9 050 000,00 € | 11 050 000,00 € | 8 050 000,00 € | 7 550 000,00 € |

*compensation charges section RP

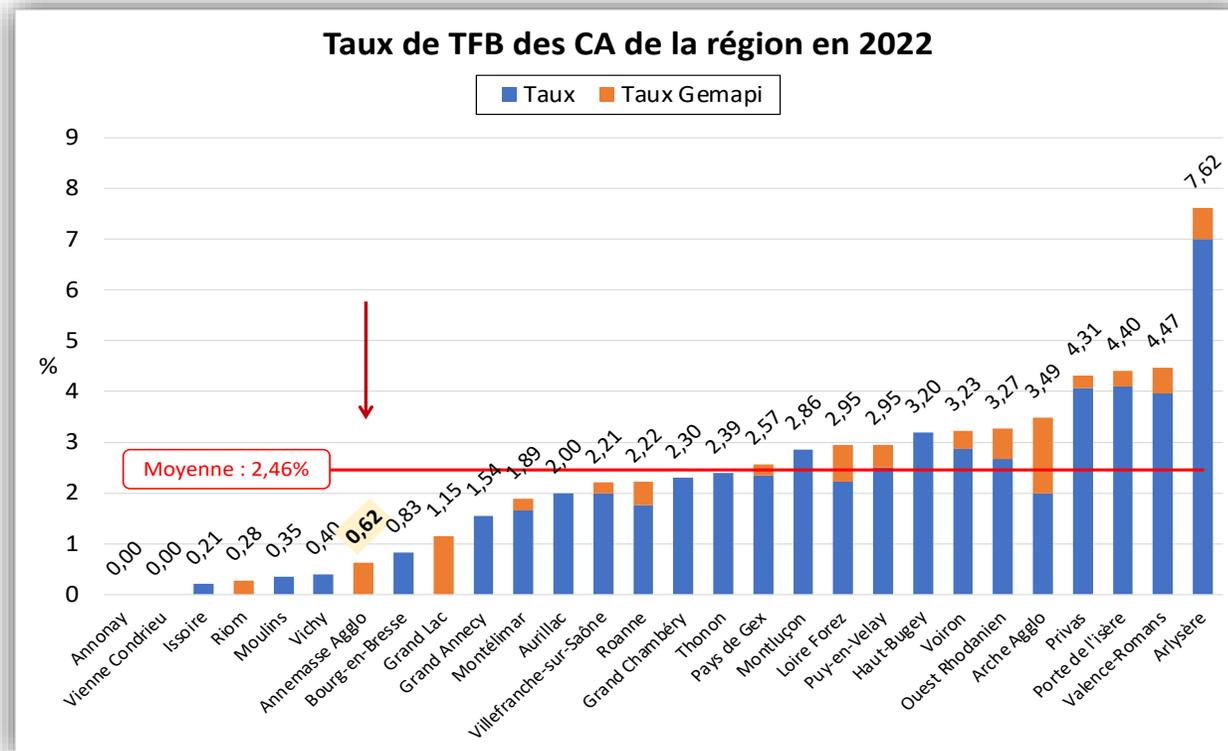
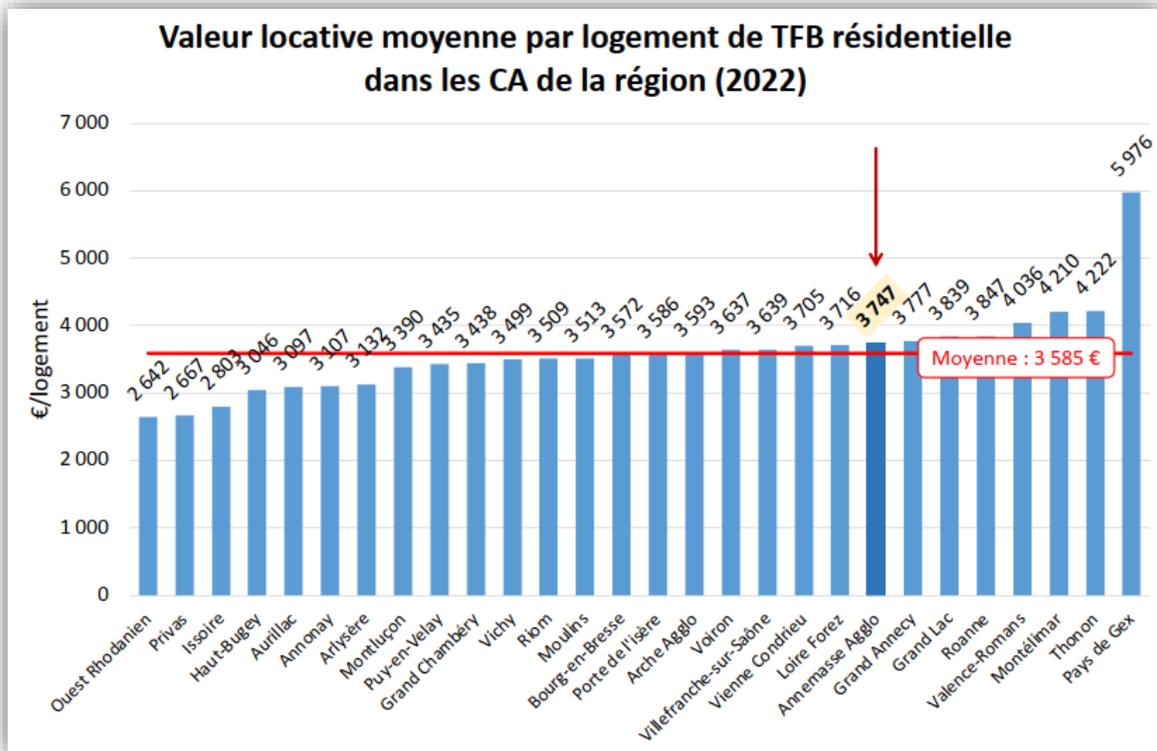
Budget principal : les principales hypothèses de fiscalité



| Taxes | Valeur d'un point de taux | Valeur d'1 point €/hab | Avantages | Inconvénients |
|-------|---------------------------|------------------------|--|---|
| TFB | 1 500 000 € | 21 € | Base importante qui génère un produit notable | Ne s'applique qu'aux propriétaires |
| THRS | 225 000 € | 35 € | Rôle de la THRS dans la politique du logement | Arbitrage à réaliser entre l'EPCI et les communes |
| CFE | 307 000 € | | | S'applique sur le tissu économique |
| TEOM | 1 274 000 € | | S'applique à l'ensemble des habitants y compris les locataires | Est fléchée sur le financement du service des ordures ménagères |

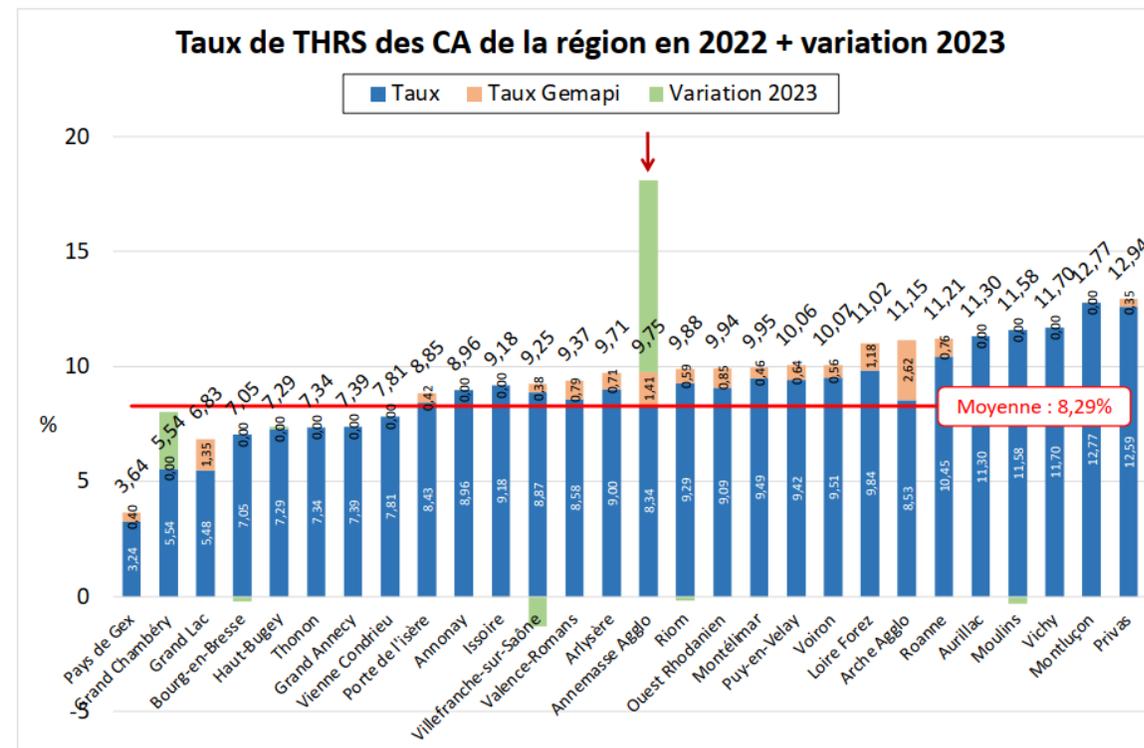
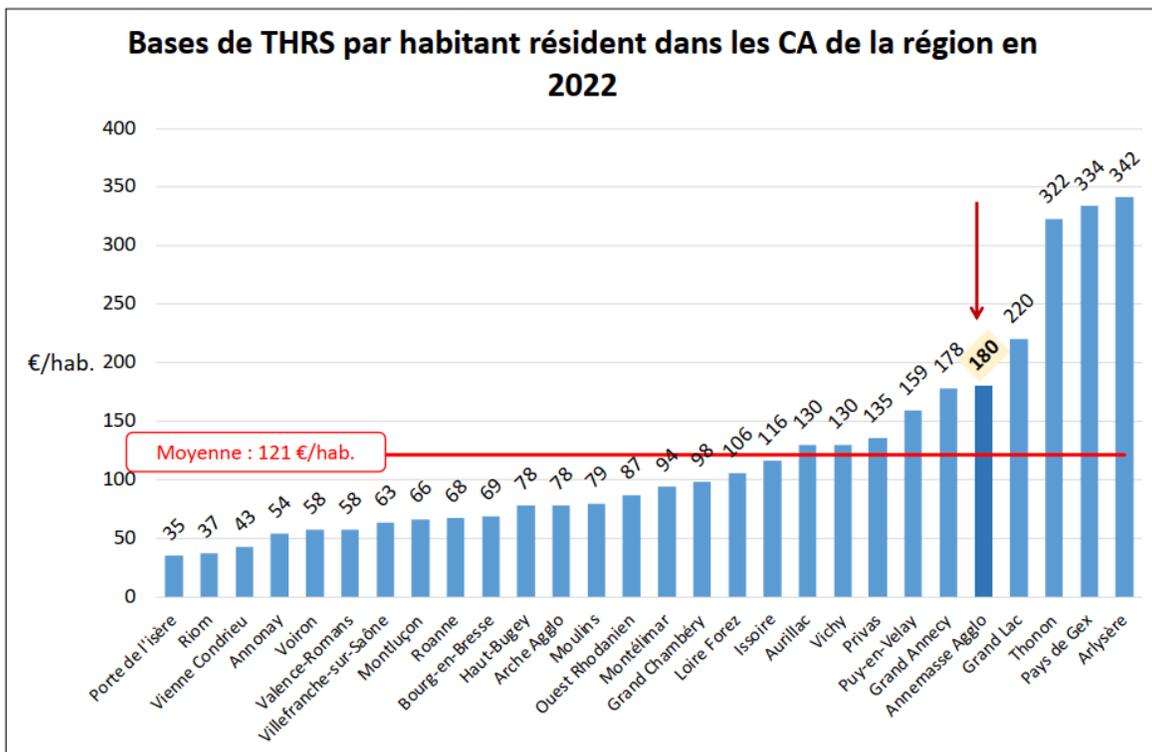
Les principaux leviers fiscaux présentent des avantages et inconvénients variés. Leur utilisation peut dans une certaine mesure se panacher pour parvenir à l'objectif de recettes fixé. Les diapos suivantes présentent plusieurs scénarios.

Budget principal : les principales hypothèses de fiscalité



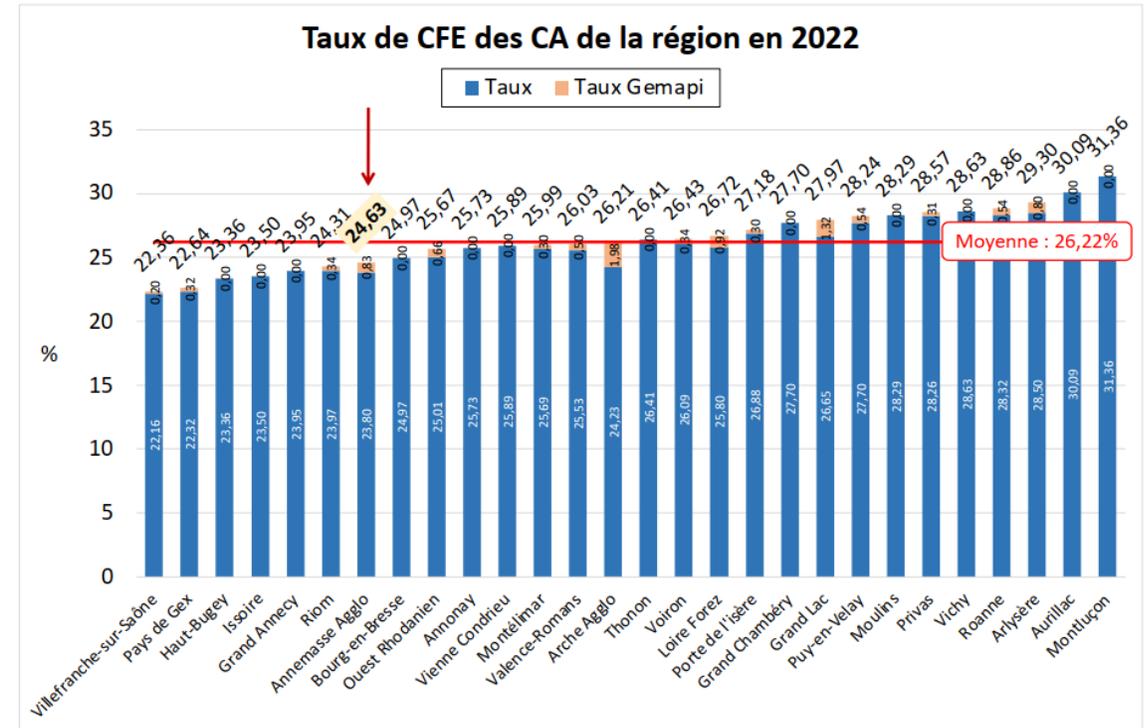
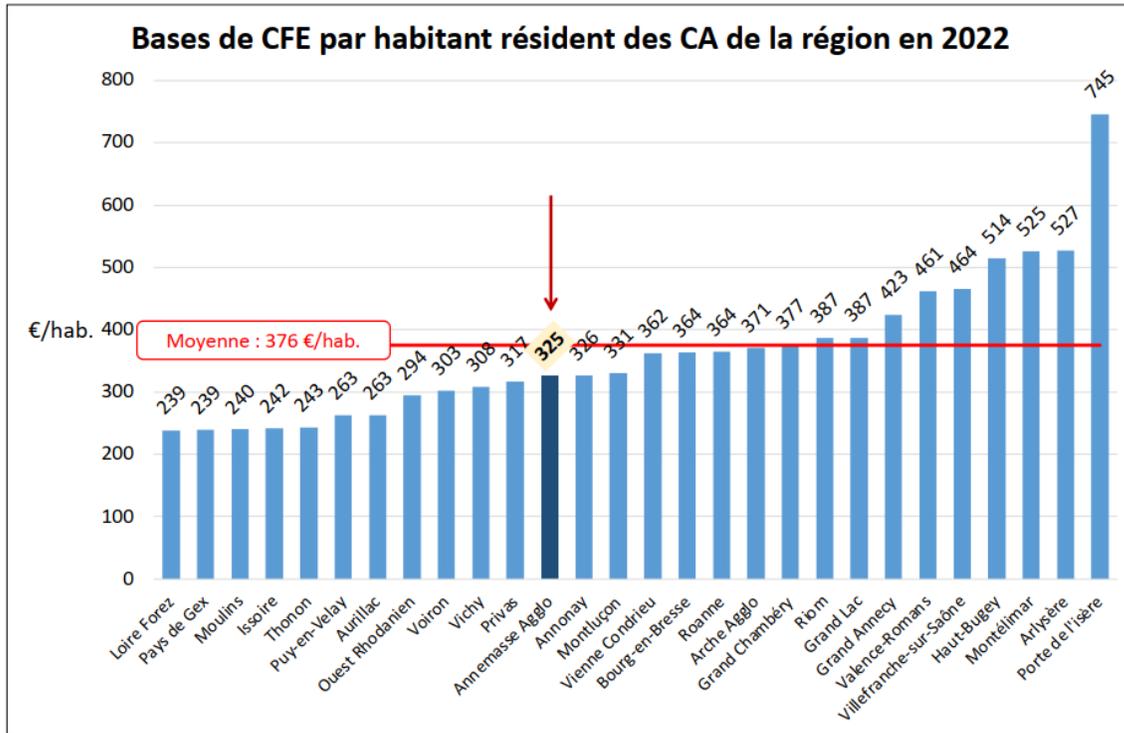
La taxe foncière de la CA se caractérise par une valeur locative moyenne proche de la moyenne régionale et par un taux d'imposition faible. La CA dispose d'une réelle marge de manœuvre pour cette taxe.

Budget principal : les principales hypothèses de fiscalité



La taxe d'habitation sur les résidences secondaires de la CA se caractérise par une base par habitant élevée au niveau régional et par un taux d'imposition supérieur à la moyenne. La CA étant située en zone tendue cette taxe présente, outre ses conséquences fiscales, un intérêt fort dans le cadre de la politique publique du logement en contribuant à limiter le nombre de résidences secondaires.

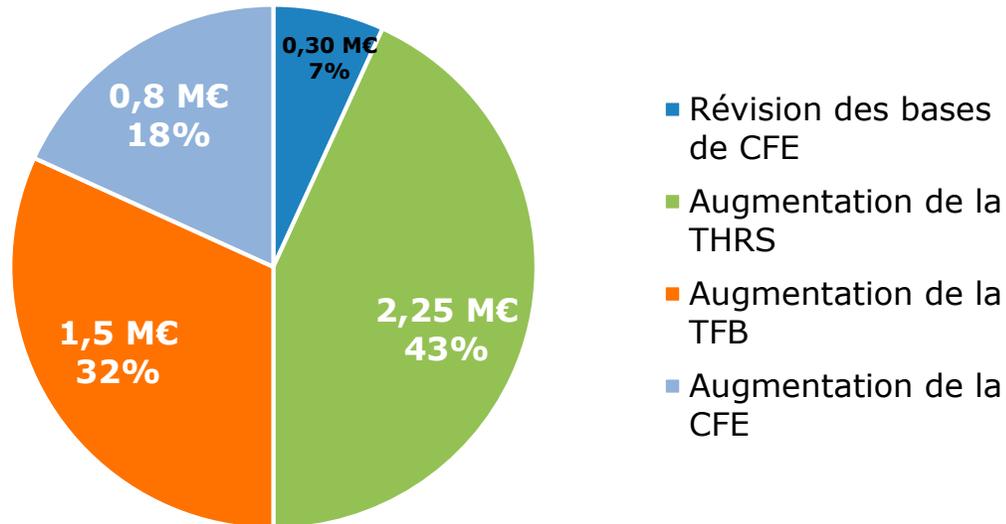
Budget principal : les principales hypothèses de fiscalité



La cotisation foncière des entreprises de la CA se caractérise par des bases par habitant ainsi qu'un taux proches de la moyenne régionale. Sur ce point la CA dispose d'une marge de manœuvre qui se situe davantage sur le montant et la définition des bases minimales de CFE.

Pour assurer le financement du PPI tel qu'il découle du projet de mandat, il est nécessaire de dégager, dès 2024, une épargne brute supplémentaire pérenne d'au moins 6 M€.

Répartition des produits de fiscalité entre les différentes taxes



Concrètement ces augmentations se traduiraient de la façon suivante :

- CFE : Augmentation de 2,4 points en 2024

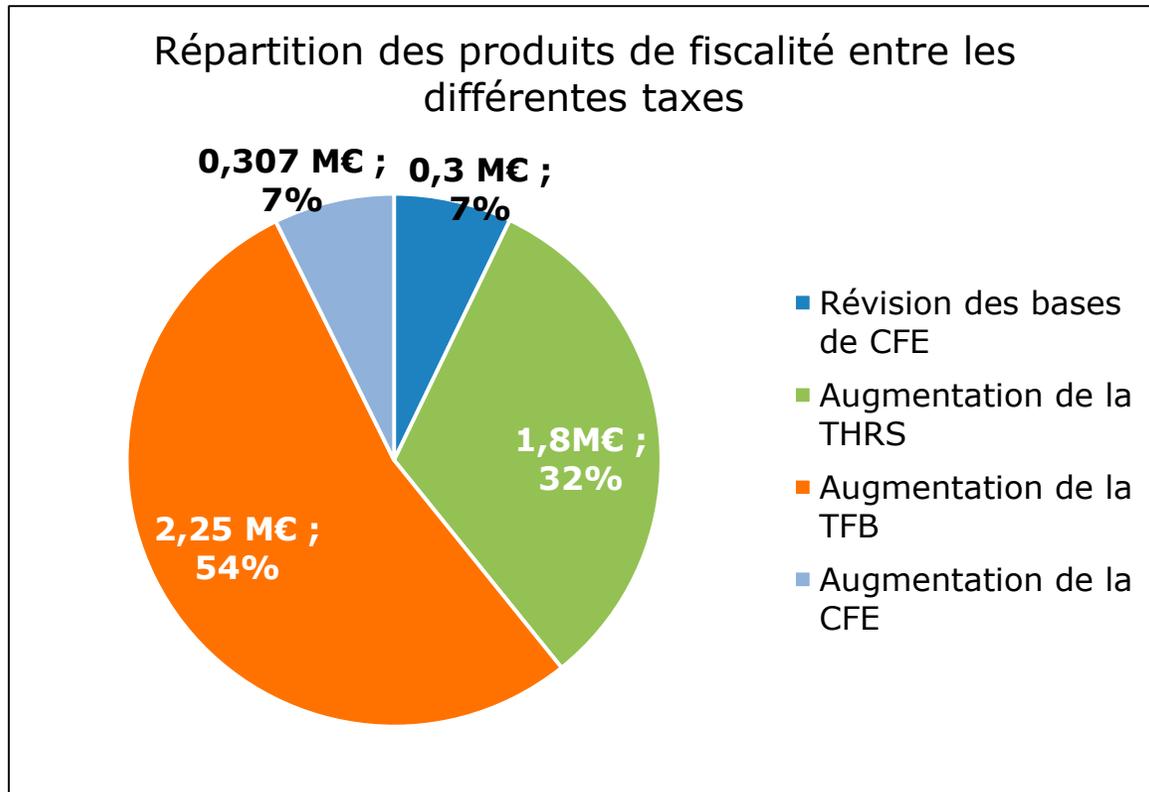
| Chiffre d'affaire | Base actuelle | Base future |
|-------------------------------------|---------------|-------------|
| 100 K€ < Chiffre d'affaire < 250 K€ | 1646 € | 2097 € |
| 250 K€ < CA < 500 K€ | 1646 € | 2945 € |
| CA > 500 K€ | 1646 € | 3793 € |

La révision des bases minimales de CFE n'est pas applicable en 2024 mais constituerait une cible pour l'année 2025.

- THRS : augmentation de 10 points
- TFB : augmentation de 1 point

Budget principal : les scénarios de fiscalité, n°2 « Réduction de l'effort des

Pour assurer le financement du PPI tel qu'il découle du projet de mandat, il est nécessaire de dégager, dès 2024, une épargne brute supplémentaire pérenne d'au moins 4 M€. Dans ce scénario ces recettes nouvelles sont compensées partiellement par un transfert de fiscalité avec une baisse de la TEOM.



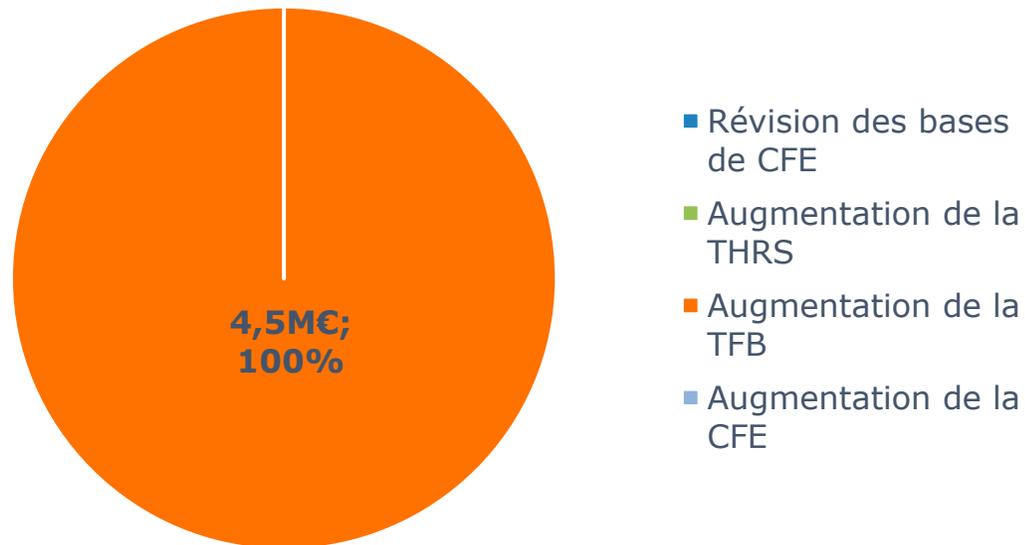
Concrètement ces augmentations se traduiraient de la façon suivante :

- CFE : Augmentation de 1 points en 2024 + révision des bases de CFE des 2025
- THRS : augmentation de 8 points
- TFB : augmentation de 1,5 points

L'augmentation de TFB serait assez nettement compensée pour les contribuables, par la diminution de 0,25 point de la TEOM. Les bases de ces deux impositions sont très proches, notamment pour ce qui concerne les ménages.

Pour assurer le financement du PPI tel qu'il découle du projet de mandat, il est nécessaire de dégager, dès 2024, une épargne brute supplémentaire pérenne d'au moins 4 M€. Dans ce scénario ces recettes nouvelles sont obtenues uniquement avec la TFB et partiellement compensées par la baisse de la TEOM.

Répartition des produits de fiscalité entre les différentes taxes



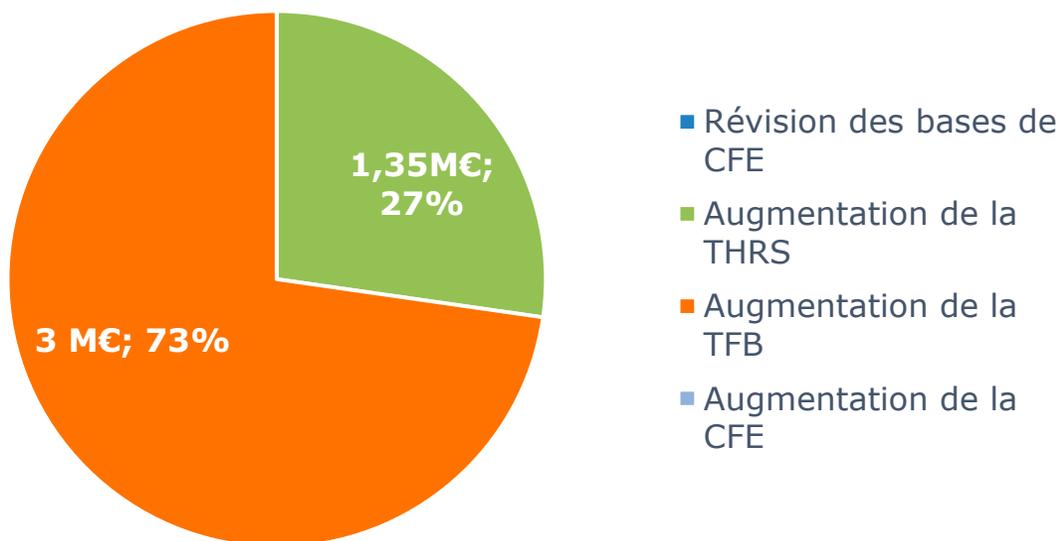
Concrètement ces augmentations se traduiraient de la façon suivante :

- CFE : pas d'augmentation
- THRS : pas d'augmentation
- TFB : augmentation de 3 points

L'augmentation de FTB serait modérément compensée pour les contribuables par la diminution de 0,25 point de la TEOM. Les bases de ces deux impositions sont très proches, notamment pour ce qui concerne les ménages.

Pour assurer le financement du PPI tel qu'il découle du projet de mandat, il est nécessaire de dégager, dès 2024, une épargne brute supplémentaire pérenne d'au moins 4 M€. Dans ce scénario ces recettes nouvelles sont obtenues uniquement avec la TFB et partiellement compensées par la baisse de la TEOM.

Répartition des produits de fiscalité entre les différentes taxes



Concrètement ces augmentations se traduiraient de la façon suivante :

- CFE : pas d'augmentation
- THRS : augmentation de 6 points
- TFB : augmentation de 2 points

L'augmentation de FTB serait modérément compensée pour les contribuables par la diminution de 0,25 point de la TEOM. Les bases de ces deux impositions sont très proches, notamment pour ce qui concerne les ménages.

Budget principal : comparaison des scénarios de fiscalité

| Taxes | Scénario 1 | Scénario 2 | Scénario 3 | Scénario 4 |
|---|-------------------------------|--------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| TFB | +1 point (+ 1 500 000 €) | +1,5 points (+ 2 250 000 €) | +3 points (+ 4 500 000 €) | +2 points (+ 3 000 000 €) |
| THRS | +10 points (+ 2 250 000 €) | +8 points (+ 1 800 000 €) | | +6 points (+ 1 350 000 €) |
| CFE | +2,4 points (+ 735 000€) | +1 point (+ 307 000 €) | | |
| TEOM | | -0,25 point (- 325 000 €) | -0,25 point (- 325 000 €) | -0,25 point (- 325 000 €) |
| Produit total obtenu en 2024 sur le BP | 4,4 M€ | 4 M€ | 4,1 M€ | 4 M€ |

Le transfert de fiscalité opéré via la réduction de la TEOM limiterait l'augmentation de la fiscalité pour les citoyens. Il doit cependant être envisagé avec prudence pour ne pas déséquilibrer le budget des ordures ménagères.

Budget principal : les principales hypothèses de fiscalité

Recettes de la taxe d'aménagement Annemasse aggro : 170 000€ en 2023 sur 9/12ème

Simulation des recettes en cas de nouvelles répartitions Agglo / Commune :

| Secteur | Moyenne recettes des communes (2019-2022) | Part AA | Simulation recettes AA |
|----------|---|---------|------------------------|
| HORS ZAE | 3 732 429,00 € | 15% | 559 864,35 € |
| | | 20% | 746 485,80 € |
| | | 25% | 933 107,25 € |
| ZAE | 337 893,00 € | 50% | 168 946,50 € |
| | | 80% | 270 314,40 € |
| | | 100% | 337 893,00 € |

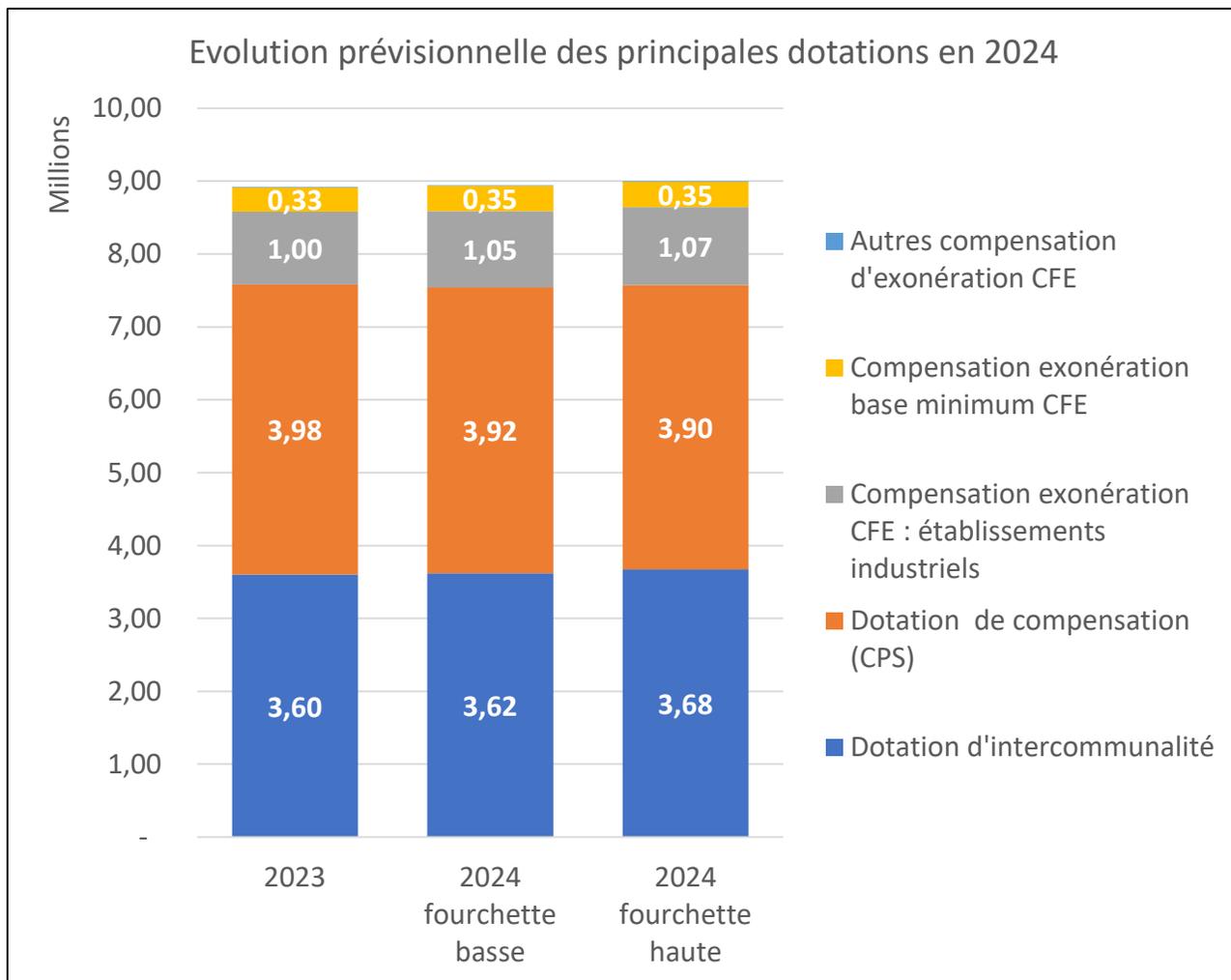
Budget principal : les principales hypothèses de fiscalité

Recettes de la taxe d'aménagement Annemasse aggro : 170 000€ en 2023 sur 9/12ème

Simulation des recettes en cas de nouvelles répartitions Agglo / Commune :

| Secteur | Moyenne recettes des communes (2019-2022) | Part AA | Simulation recettes AA |
|----------|---|---------|------------------------|
| HORS ZAE | 3 732 429,00 € | 15% | 559 864,35 € |
| | | 20% | 746 485,80 € |
| | | 25% | 933 107,25 € |
| ZAE | 337 893,00 € | 50% | 168 946,50 € |
| | | 80% | 270 314,40 € |
| | | 100% | 337 893,00 € |

Budget principal : les hypothèses relatives aux dotations



Les estimations de dotations pour 2024 montrent une stabilité presque parfaite de cette ressource.



Budget Principal



| 012 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Evolution 2021/2022 | Réalisé 2023 | Evolution 2022/2023 | Prévisions 2024 | Prévision évolution 2023/2024 |
|-----------|--------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|-----------------|-------------------------------|
| Budget | 14 732 828 | 15 957 300 | 8,31% | 16 472 356 | 3,23% | 18 747 863 | 13,81% |
| ETP payés | 306,11 | 329,43 | 7,62% | 324,21 | -1,58% | | |

Evolutions incompressibles 012 : +10,98% incompressible (18 280 950€) dont :

| | |
|--|-----------|
| Effet report créations de postes 2023 = | 774 524 € |
| GVT (en hausse nouveaux ratios avancement de grade /politique salariale contractuels) = | 194 820 € |
| Effet report réformes 2023 (point d'indice / valorisation SMIC / indemnité de résidence) = | 395 327 € |
| Effet mesures gouvernementales 2024 (+ 5 points / forfait mobilité durable / PPA) = | 287 530 € |
| Effet report RIFSEEP = | 97 500 € |
| Assurances statutaires (+12% taux de cotisation) = | 100 000 € |
| CNAS = | 94 500 € |

Modulable :

| | |
|---|-----------|
| 11 demandes de création de postes (ou renfort temporaire) = | 456 913 € |
| Intérim = | 10 000 € |

Demandes de postes Budget Principal

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Intitulé poste / Direction | Catégorie poste | Type de poste | Coût 2024 | Coût 2025 | Besoin |
|--|-----------------|---------------|----------------------|----------------|---|
| Assistant (-e) administratif (-ve) DH | C administratif | Pérenne | 6 814 € 2/12ème | 40 883€ | Poste mutualisé (financé à 80% par les communes) |
| Responsable service achats DAP | A administratif | Pérenne | 50 845 € 9/12ème | 67 793 € | Suite audit DAP |
| Responsable service marchés DAP | A administratif | Pérenne | 50 845 € 9/12ème | 67 793€ | Suite audit DAP |
| Gestionnaire comptable DSIUN | C administratif | Pérenne | 34 069 € 10/12ème | 0 € ou 40 883€ | Renfort pour « tester » si besoin pérenne |
| Agent d'entretien DCJS – Château Bleu | C technique | Pérenne | 30 662 € 9/12ème | 40 883€ | Correspond aux préconisations de l'audit 2018 |
| Chargé (-e) de relations sociales et communication RH | B administratif | Pérenne | 46 489 € 11/12ème | 50 715€ | Poste « désaffiliation » acté en 2023 et non pourvu |

Demandes de postes Budget Principal

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Intitulé poste / Direction | Catégorie poste | Type de poste | Coût 2024 | Coût 2025 | Besoin |
|---|-----------------|-------------------|---------------------|-----------|---|
| Chargé de mission énergie - Transition énergétique DATEE - DPA | A technique | Contrat de projet | 10 169 € 6/12ème | 67 793 € | Subvention fonds vert demandée (financement 30%) |
| Projets ZAE et Halle Taponnier DATEE | A technique | Pérenne | 45 195 € 8/12ème | 67 793 € | |
| Aménagement et environnement DATEE | A technique | Contrat de projet | 45 195 € 8/12ème | 67 793 € | |
| Travailleur social Accueil de jour DCS | A médico-social | Pérenne | 33 897 € 6/12ème | 67 793 € | Dans le cadre du projet d'ouverture à l'année |
| Poste ZAE/ espaces publics DM | B | Pérenne | 33 810 € 8/12ème | 50 715 € | 20% de recettes grâce au passage du responsable voirie à 90% communes |
| Poste ZFE/ modes doux DM | A | Contrat de projet | 45 195 € 8/12ème | 67 793 € | Possibilité de financement à 80 % grâce à subvention ZFE/fonds vert et appel à vélo 3 |



Annexes



Présentation consolidée : la gestion pluriannuelle en AP/CP – budgets

| | | | | Crédits de paiement annuels prévisionnels | | | | |
|-------------------------|--|--------------------------------|-------------------------|---|--------------------|--------------------|--------------------|------------|
| Budget | Opération concernée | Montant de dépenses autorisées | Crédits déjà consommés* | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Assainissement | TRAVAUX AZOTE | 29 700 000 € | 22 269 852 € | 6 037 000 € | 1 054 429 € | | | |
| Assainissement | RESEAUX D'ASSAINISSEMENT LIES AUX TRAVAUX DE LA PHASE 2 DU TRAMWAY | 5 094 000 € | 29 999 € | 3 567 400 € | | | | |
| Eau | TELERELEVE DES COMPTEURS D'EAU | 4 754 000 € | 0 € | 300 000 € | 1 992 500 € | 1 402 000 € | 1 059 500 € | |
| Eau | LES RESEAUX D'EAU LIES AUX TRAVAUX DE LA PHASE 2 DU TRAMWAY | 3 175 000 € | 11 687 € | 2 855 000 € | | | | |
| Immobilier d'entreprise | GRAND FORMA IFSI | 9 152 692 € | 1 174 654 € | 6 257 267 € | 652 506 € | 115 922 € | | |
| Tramway | PHASE 2 DE LA REALISATION DE L'EXTENSION DE LA LIGNE DE TRAMWAY | 36 898 895 € | 4 415 823 € | 11 624 151 € | 21 776 632 € | 457 998 € | | |
| Transport urbain | AMENAGEMENT DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE ENTRE LA GARE D'ANNEMASSE ET BONNE | 16 347 000 € | 84 647 € | 6 791 400 € | 5 722 000 € | 3 552 952 € | | |
| Transports Urbains | P+R LUCIE AUBRAC | 6 400 000 € | 177 714 € | 3 133 684 € | 2 758 280 € | 303 036 € | | |
| Transports Urbains | ACQUISITION DE BUS | Montant à venir | | | | | | |
| Total | | 105 121 587€ | 27 986 662 € | 37 432 218 € | 31 198 067€ | 5 528 872 € | 1 059 500 € | 0 € |

* Les CP non mandatés en 2023 seront affectés sur les exercices suivants courant février 2024

Présentation consolidée : la gestion pluriannuelle en AP/CP – budget principal

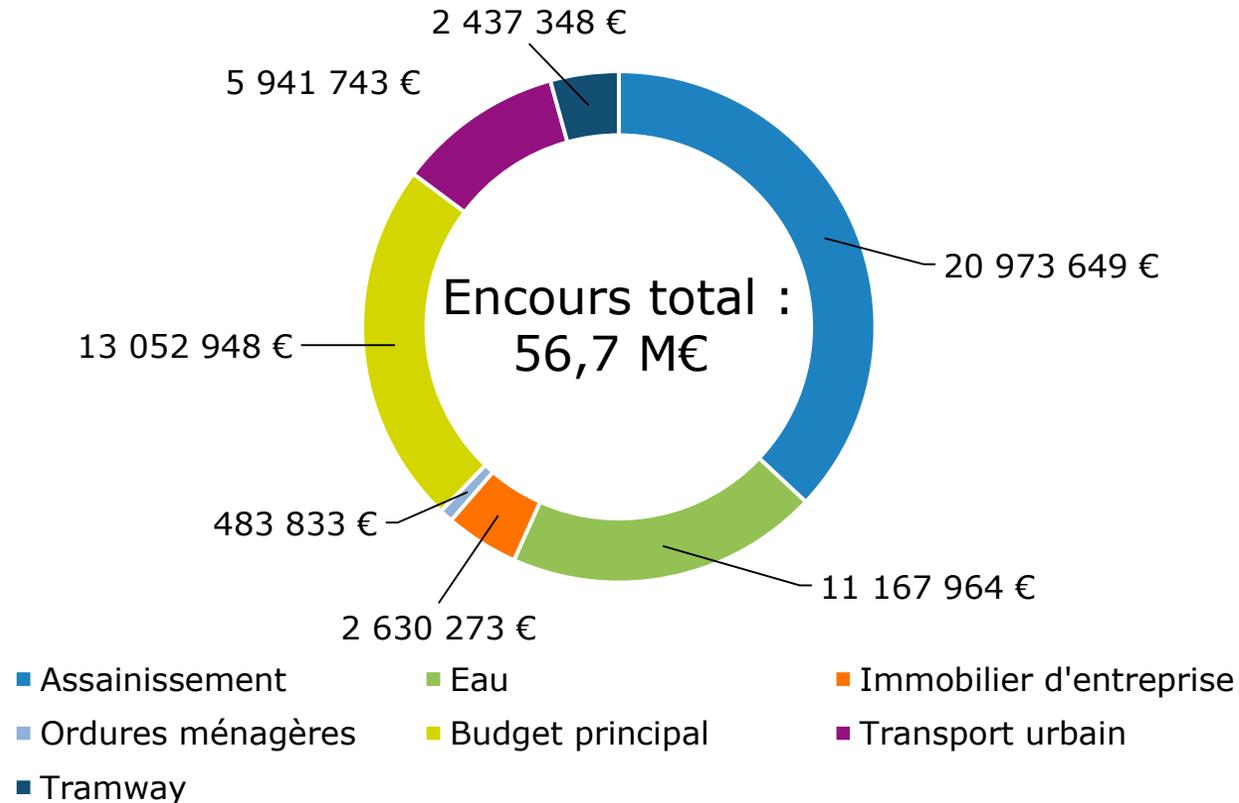
Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

| | | | | Crédits de paiement annuels prévisionnels | | | | |
|------------------|---|--------------------------------|-------------------------|---|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| Budget | Opération concernée | Montant de dépenses autorisées | Crédits déjà consommés* | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Budget principal | CONTOURNEMENT DE VILLE-LA-GRAND ET LE PONT NEUF | 8 146 000 € | 7 593 914 € | 228 670 € | | | | |
| Budget principal | VOIE VERTE | 5 376 531 € | 3 850 150 € | 429 000 € | 1 042 280 € | | | |
| Budget principal | VIARHONA | 14 453 233 € | 2 439 190 € | 5 014 650 € | 5 448 000 € | 1 175 868 € | | |
| Budget principal | GYMNASE A VETRAZ MONTHOUX | 10 704 000 € | 802 235 € | 6 259 000 € | 3 450 398 € | 8 000 € | | |
| Budget principal | CONTRAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE DES GYMNASES | 3 930 000 € | 27 960 € | 610 900 € | 2 115 000 € | 1 127 300 € | | |
| Budget principal | AIDES A LA PIERRE | 8 373 875 € | 5 263 500 € | 1 500 000 € | 1 500 000 € | 1 694 375 € | | |
| Budget principal | RÉHABILITATION DU CONSERVATOIRE (montant estimatif) | 7 600 000 € | 0 € | 312 000 € | 1 000 000 € | 4 000 000 € | 2 268 000 € | 20 000 € |
| Total | | 66 427 998 € | 0 € | 17 487 904 € | 17 313 958 € | 9 308 579 € | 1 200 000 € | 88 000 € |

* Les CP non mandatés en 2023 seront affectés sur les exercices suivants courant février 2024

Présentation consolidée : poids de chaque budget dans la dette totale

Répartition de l'encours de dette entre les différents budgets



Présentation transversale : hypothèses d'évolution détaillées par budget

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Recettes 

| Budget | Fiscalité | Tarification | Subventions prévues | Flux financiers avec les communes |
|-------------------------|--|--|---------------------|-----------------------------------|
| Assainissement | - | Voir délibération n° CC_2023_0148 et n° CC_2023_0083 | 1 800 785 € | - |
| Eau | - | | - | - |
| Immobilier d'entreprise | - | | 1 945 174 € | - |
| Ordures ménagères | Revalorisation législative des bases uniquement : 3,9% (hors locaux professionnels) | | 302 510 € | - |
| Principal | Revalorisation législative des bases 3,9% + réflexions sur la TA, la TFB, la THRS et la CFE (taux + bases) | | 4 595 828 € | 3 442 801,75 € |
| Transport urbain | Variation taux de VM impossible | | 1 209 534 € | - |
| Tramway | - | | 3 198 722 € | - |

Présentation transversale : résultats budgétaires 2023 estimatifs

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Budget | Résultat 2023 estimatif après affectation |
|-------------------------|---|
| Assainissement | 4 329 003,87 € |
| Eau | 1 249 344,69 € |
| Immobilier d'entreprise | 1 279 769,09 € |
| Ordures ménagères | 1 792 661,08 € |
| Principal | 848 507,17 € |
| Transport urbain | 1 343 479,55 € |
| Tramway | 431 421,59 € |

Historique des excédents de clôture

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

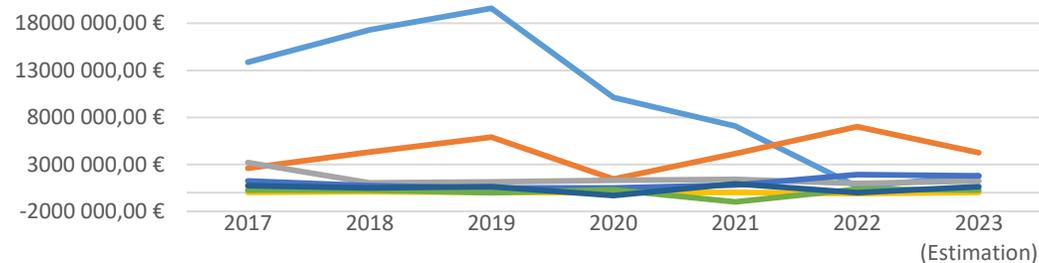
Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le



ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|
| Principal | 13 864 995,89 € | 17 311 262,65 € | 19 589 596,48 € | 10 103 617,88 € | 7 087 210,67 € | 631 088,15 € |
| Assainissement | 2 600 766,85 € | 4 309 574,46 € | 5 916 238,13 € | 1 465 984,80 € | 4 154 425,46 € | 7 004 343,57 € |
| Eau | 3 188 889,23 € | 1 061 177,71 € | 1 140 929,37 € | 1 312 402,11 € | 1 403 720,80 € | 964 780,74 € |
| Immobilier d'Entreprises | 38 977,22 € | 91 857,58 € | 40 084,41 € | 8 970,99 € | 50 859,32 € | -85 251,69 € |
| Ordures Ménagères | 1 247 713,48 € | 741 816,72 € | 493 265,05 € | 509 861,34 € | 820 624,13 € | 1 922 412,69 € |
| Tramway | 261 724,54 € | 260 048,07 € | 0,00 € | 299 951,31 € | -983 023,86 € | 376 734,74 € |
| TU | 757 899,51 € | 523 028,29 € | 655 629,41 € | -302 724,54 € | 932 904,16 € | 0,00 € |



Lexique

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Fiscalité :

- CFE : Contribution Foncière des Entreprises
- TFB : Taxe Foncière Bâtie
- THRS : Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires

Gestion de la dette :

- CRD : Capital Restant Dû (synonyme d'encours)
- Durée résiduelle moyenne pondérée de la dette : durée de la dette restant à rembourser pondérée par le capital restant dû de chaque emprunt
- EURIBOR : principal index utilisé pour calculer les intérêts des emprunts à taux variable simple

Analyse financière :

- PPI : Plan Pluriannuel d'Investissement
- Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement dégagé sur un exercice
- Epargne nette : épargne finale, disponible pour financer les dépenses d'investissement (calcul : épargne brute – annuité du capital de la dette)
- Ratio de désendettement : temps, exprimé en années, nécessaire à la CA pour rembourser la totalité de sa dette en y affectant la totalité de son épargne brute (calcul = capital restant dû/épargne brute)
- Fonds de roulement : excédent subsistant à la fin d'un exercice. Il constitue à la fois une réserve budgétaire et une ressource en matière de trésorerie pour amortir les écarts entre encaissements et décaissements.

Gestion budgétaire :

- AP/CP : Autorisations de programme/Crédits de paiement. Il s'agit d'un outil budgétaire qui permet de découpler la signature d'engagements importants des crédits budgétaires de l'année N.

Politiques publiques

Transition énergétique

Développement du photovoltaïque

Présentation en bureau communautaire du 10 octobre 2023

- > lancer les AMI sur Espace Vuargnoz et gymnase Vétraz-Monthoux
- > lancer les projets en auto-investissement sur UDEP et Réservoir du Livron (avec les MOE des opérations en cours)
- > pour les ombrières et P+R (où la rentabilité en vente totale est moins bonne, donc plus difficilement attractive pour un tiers investisseur) et le Dépôt de Bus : attendre retour sur la piste autoconsommation collective
- > idem pour Aubrac, où l'hypothèse tiers investisseur semble a priori plus favorable, si l'autoconsommation collective est trop complexe
- > gymnases en attente de l'avancement du CPE
- > études à engager sur ancienne décharge de Bonne (environnementale notamment) ?
- > étude de renforcement de structure sur Maison de l'Eau (après reprise en cours de la toiture)
- > études de faisabilité sur les sites : les 2 EHPAD, Château Bleu, autres réservoirs de la Direction de l'eau

Budget 2024 : 55 500 € TTC en BP / 8 000 € CHT en IME / 4 000 € CHT en EAU

- Etudes de faisabilité : 10 000 € TTC (en BP) + 8 000 € CHT (en IME) + 4 000 € CHT (en EAU)
- Etudes structure préalables au lancement sur 3 sites : 9 000 € TTC
- Etude technique et juridique sur les pistes de montage des projets : 16 500 € TTC
- Etude environnementale préalable sur projet ancienne décharge de Bonne : 20 000 € TTC

Contrat de performance énergétique sur les gymnases

7 gymnases = 20% des consommations d'énergie sur le patrimoine d'Annemasse Agglo (hors Château Bleu)

Contrat de performance énergétique = marché combinant un programme de travaux et une période d'exploitation

Cadrage CPE :

- > enveloppe travaux **tranche 1** : de **3,960 M€ TTC** (valeur juillet 2022) sur les 7 gymnases dont rénovation énergétique globale de Bellivier et Langevin + déploiement d'un outil de pilotage (GTC) sur les 7 établissements
- > garantie d'économie d'énergie minimale global : 33%

- > enveloppe travaux **tranche 2** : de **2,268 M€ TTC** (valeur juillet 2022) dont rénovation énergétique globale de Glières
- > garantie d'économie d'énergie minimale supplémentaire: 8%

BP 2024 : 511 198 € TTC

(sur la base de l'offre initiale : diagnostics complémentaires, études conception, CSPS + BCT, premiers travaux)

dont 180 000 € TTC « obligatoires » car correspondant à des prestations déjà engagées : contrat d'AMO, prime ou avancement MOE, diagnostics complémentaires en cours

Diverses opérations énergétique

- Remplacement des éclairages des courts couverts du Tennis Club du Salève :
 - > économie attendue de 5 à 7 000 €TTC/an sur la facture d'électricité
 - > subventions potentielles de la FFT

BP 2024 : 55 000 €TTC
 - Audits et études de faisabilité d'amélioration énergétique
 - > Hôtel d'Agglo (régulation/re-mise au point) + rénovation énergétique des 2 EHPAD
 - > financement ACTEE (FNCCR) à 50%

BP 2024 : 36 000 €TTC
 - > Audit énergétique bâtiment EVERAXIS

IME 2024 : 5 000 €HT
 - Etude sur la gestion du confort d'été tous bâtiments
- BP 2024 : 18 000 €TTC**
- > **Création de poste transition énergétique :**
 - 0,7 ETP sur suivi et pilotage des bâtiments + études énergie (audits et photovoltaïque) + pilotage opérations
 - 0,3 ETP sur animation SDE

BP – Environnement et développement durable - *Eléments* majeurs engagés

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Politique espaces naturels

Actions d'investissement CTENS (plantations haies, restauration zones humides ...)

- **80 000 €** de dépenses (inv.)
- **33600 €** de recettes (inv.)

Formations, études et communication CTENS

- **35 000 €** de dépenses (fonc.)
- NB : Subventions potentielles d'au moins 15 000 €*



Projet agricole d'agglomération

- **54 600 €** de dépenses (fonc.)



Adhésions

*Société d'Economie Alpestre, SCIC
Ceinture verte*

- **10 200 €** de dépenses (fonc.)

BP – Environnement et développement durable - *Eléments majeurs engagés*

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Mesures compensatoires environnementales Collège de Vétraz- Monthoux

*Diagnostic et travaux pour mesures MC4
(Géline) et MC7 (site du marais du Chez
Cottet)*

- **117 000 €** de dépenses (inv.)

Entretien et suivi écologique

- **30 000 €** de dépenses (fonc.)

Révision du PCAET

- **40 000 €** de dépenses (fonc.)

Loi APER

*Etude pour
l'accompagnement des
communes dans la
définition des zones
d'accélération des
énergies renouvelables*

- **22 000 €** de
dépenses (fonc.)

Convention ATMO

- **15 000 €** de dépenses
(fonc.)



Politiques publiques

Eau et assainissement

Prospective financière

- Un travail engagé jusqu'à la fin du premier semestre 2024 pour affiner les enjeux stratégiques autour de l'eau et de l'assainissement à 10 ans,
- En fonction des orientations -> actualisation de la prospective budgétaire.

Présentation générale budget assainissement 2024

FONCTIONNEMENT

- Prestation d'hydrocurage : **250 000€**
- Prestation d'évacuation des boues en compostage : **645 000€**
- Electricité UDEP : **783 000€**
- Différents réactifs laboratoire : **550 000€**
- **Evolution de la carburation en HVO** (dépense transversale à tous les budgets).

INVESTISSEMENT

- Mise à jour du logiciel So Wave concernant la régie : **160 000€**
- Véhicules : **38 500€**

Unité de Dépollution (UDEP) Ocybèle – Travaux 2024

- **Projet :** Travaux de réhabilitation l'UDEP débutés en 2016, avec notamment :
- la création d'un traitement de la pollution azotée (nitrification): en production depuis juillet 2021
 - la refonte complète et l'optimisation de la filière de traitement des boues : début des travaux en 2024
 - l'injection de Biogaz sur le réseau public GRDF : début des travaux en 2025



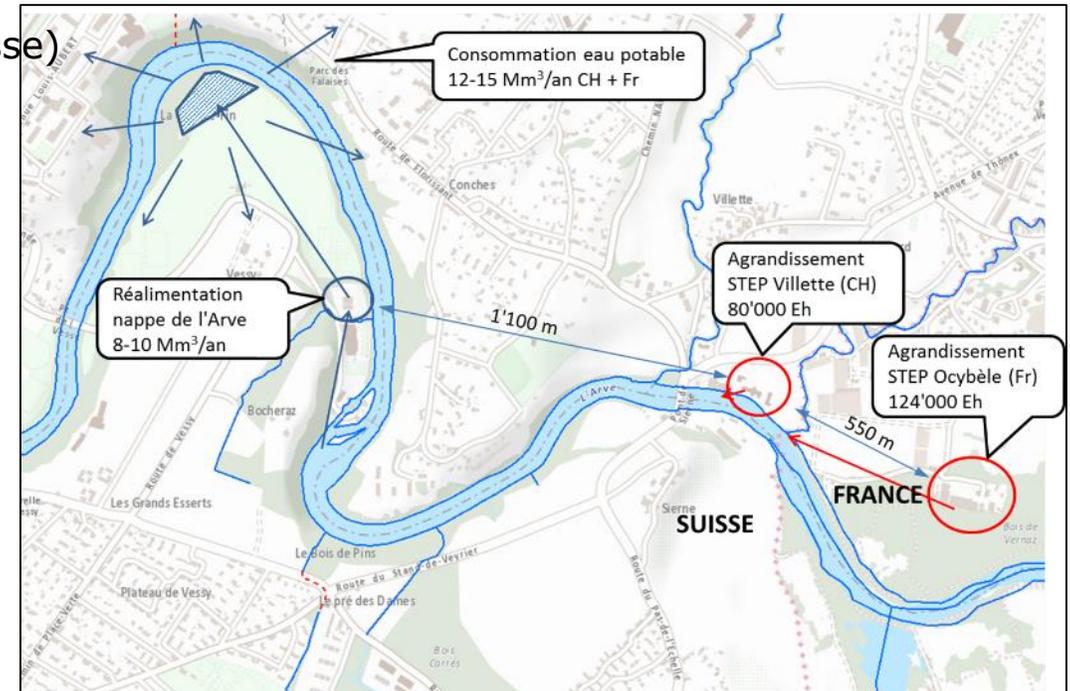
Décanteurs lamellaires

- **En cours :**
- Reprise du GC et réhabilitation des décanteurs lamellaires – Montant des travaux : 2,4 M€HT – **150 000 €HT en 2024**
 - Réhabilitation des décanteurs et bassins
 - Mise en place de résines
 - Réhabilitations des dégrilleurs

- **A venir en 2024 :**
- Ventilation - reprise et changement du système de ventilation : **285 000 €HT**
 - Refonte de la filière boue – reprise des épaisseurs, flottateurs, déshydratation : 6 M€HT dont **1,2 M€HT pour 2024**
 - Travaux de renaturation – compensation filière boue : **270 000€HT**

Traitement des Micropolluants – travaux mars 2024 - septembre 2024

- **Objectif** : Améliorer la qualité de l'eau rejetée dans l'Arve en captant au moins 80% des micropolluants organiques qui arrivent à la station d'épuration
- **Procédé** : Filtration des eaux traitées par les STEP de Villette (Suisse) et Ocybèle à travers du charbon actif.
- **Collecteur de transfert entre les deux stations** :
 - Linéaire de canalisations : 700 ml
 - Montant des travaux : 2 045 000 €HT dont **500 000 €HT en 2024**
 - Subventions : 1 750 000 €HT
 - Projet annexe – exutoire de l'UDEP
 - STEP : 642 000 €HT dont **250 000 €HT en 2024**
 - RP : 751 000 €TTC dont **350 000 €TTC en 2024**
- **Usine de traitement – participation d'Annemasse Agglo aux travaux réalisés par les SIG 2024**
 - Montant : **1 700 000 €HT** en fonctionnement



Quelques projets stratégiques

- **BSR (Bassin de Stockage Restitution)** : projet de bassin de 10 000 m³ pour diminuer les rejets au milieu naturel
 - Montant estimé global des travaux : 15 M€HT à horizon 2027
 - Montant 2024 pour lancement de la maîtrise d'œuvre et des premières études annexes (géotechnique, étude SNCF,...) :
 - **RP : 120 000 €TTC**
 - **RU : 100 000 €HT**
- **TRAM + piétonisation (concomitants budget eau et assainissement)** : dévoiement des réseaux pour les travaux de voirie/plateforme du TRAM + dévoiement des réseaux pour l'implantation d'arbres sur la piétonisation
 - TRAM
 - Montant des travaux : **9 711 000 €HT**
 - Piétonisation – en 2024, réalisation des rues Paul Bert et René Blanc + début des travaux sur les rues Avenue de la Gare et Rue de la Gare
 - RU : **136 000 €HT**
 - RP : **250 000 €TTC**
 - ED : **350 000 €HT**

-> travaux liés au planning de réaménagement de la Ville

Travaux 2024 (EAU et ASS): marchés en cours de passation ou notifiés

- Travaux AEP seul
- Travaux ASST et AEP
- Travaux ASST seul

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

| |
|--|
| Renand - STC |
| Renouvellement AEP Création piste accès |
| Marché notifié |
| 130 000 €HT |

| |
|--------------------------------------|
| Tattes phase 2 - VLG |
| Extension ASST Renouvellement AEP |
| 1 129 000 €HT |

| |
|---|
| Dôle - AMB |
| Renouvellement AEP Passation marchés |
| 85 000 €HT |

| |
|--|
| Lionel Terray - ANNE |
| Réhabilitation ASST Passation marchés |
| 420 000 €TTC |

| |
|---|
| Chez Gay - BON |
| Renouvellement AEP Passation marchés |
| 200 000 €HT |

| |
|----------------------------------|
| Passerelle Arve - ANNE |
| Maillage AEP Marchés notifiés |
| 315 000 €HT |

| |
|---|
| Servette - CVS |
| Renouvellement AEP Passation marchés |
| 500 000 €HT |

Travaux 2024 (EAU et ASS): en cours d'étude

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_12024_0004-DE

- Travaux AEP seul
- Travaux ASST et AEP
- Travaux ASST seul

| |
|---|
| Jura + jardins - AMB |
| Mise en séparatif Renouvellement AEP |
| Reprise voirie + réseaux anciens |
| 1 725 000 €HT |

| |
|---|
| Cours de la république - GAI |
| Mise en séparatif Renouvellement AEP |
| Réaménagement voirie |
| 765 000 €HT |

| |
|-------------------------------|
| Chenevières - GAI |
| Renaturation |
| Compensation environnementale |
| 270 000 €HT |

| |
|------------------------|
| Coqueloup - VLG |
| Bassin de rétention |
| Débordement réseaux |
| 300 000 €HT |

| |
|-------------------------|
| Mont-blanc - VMX |
| Extension ASST |
| Demande de la mairie |
| 425 000 €HT |

| |
|-----------------------------|
| Réaménagement voirie |
| 200 000 €HT |

| |
|------------------------|
| Charrière - STC |
| Réhabilitation ASST |
| Réseau ancien |
| 100 000 €HT |

| |
|----------------------|
| Vorzier - CVS |
| Renouvellement AEP |
| Etude en cours |
| 120 000 €HT |

| |
|-----------------------|
| Limargue - BON |
| Renouvellement AEP |
| Reprise voirie |
| 100 000 €HT |

Présentation générale budget de l'eau 2024

FONCTIONNEMENT

- Electricité réservoirs : **800 000€**
- Achat d'eau d'autres collectivités (SIG et SRB) : **120 000€**
- Entretien et réparation réseaux : **485 000€**
- Diverses études (plan gestion du Salève, perchlorates) : **200 000€**
- **Evolution de la carburation en HVO** (dépense transversale à tous les budgets).

INVESTISSEMENT

- Acquisition véhicules : **190 000€**
- Remplacement pompe forage, réhabilitation pompes et captages : **400 000€**

Quelques projets stratégiques

- **Réservoir du Livron à Vétraz-Monthoux** : réhabilitation du réservoir (étanchéité des cuves + reprise de la toiture) + installation de panneaux photovoltaïque
 - Montant des travaux : **1 300 000 €HT** (dont ~200 000 €HT pour les panneaux)

Travaux présentés en budget assainissement

Politiques publiques

Aménagement du territoire

Zones d'Activités Economiques (BP2024)

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



ZAE depuis la prise de compétence de la voirie RAPPEL

- Prise de compétence janvier 2018 (Loi NOTRe)
- PV de mise à disposition et attribution de compensation 2019 (CLECT)
- Evaluation des coûts d'investissements sur la base de ratio 2018 pour un montant annuel de 348 k€ +25 % qualitatif = 435 k€/an
- Démarrage des renouvellement 2019
=> répartition montant 2018 sur 5 ans 2019 à 2023 soit 521 k€ /an

| BILAN 2024 | |
|--|------------------|
| • Réalisations Totales | 899 600 |
| • Réalisation hors AC (Erables, Altéa) | 161 700 |
| • Créations | <u>325 000</u> |
| • Réalisation renouvellement AC | 542 200 |
| • Reversement Tam (estimation) | - 170 000 |
| • Participation commune (Résistance ASSE) | <u>- 24 200</u> |
| • Total | - 194 200 |
| • BILAN cumulé depuis prise de compétence | - 417 337 |

| Nom des ZAE | Nom de rue | Travaux à réaliser | Année démarrage | 2024 | Observation |
|-------------------------|-------------------------|---|-----------------|------------|---|
| ZAE DES VOUARDS | | Création trottoirs et bandes cyclables | 2022 | 80 000,00 | Complément commande 2023 |
| ZAE DE BORLY | ROUTE DES TATTES DE BOR | Accès Crématorium | 2024 | 327 500,00 | Opération liée à la construction du crématorium : phase 1 |
| TECHNOSITE ALTEA | RUE GEORGES CHARPAK | Corridor écologique | 2024 | 20 400,00 | Environnement |
| ZAE DES ERABLES | | Allée des Chênes : barrières de protection espaces verts | 2024 | 12 000,00 | |
| ZAE DE LA CHATELAINE | RUE RENE CASSIN | Etudes réfection Cassin | 2024 | 25 000,00 | Anneau |
| ZAE DE LA CHATELAINE | RUE RENE CASSIN | Réfection tapis de chaussée + trottoir | 2024 | 105 000,00 | Accès : à engager compte tenu mauvais état |
| PAE DE LA MENOGE | | Création bandes cyclables etc | 2024 | 158 000,00 | En concordance avec PV Super U |
| ZAE DES GRANDS BOIS | | Etudes mise aux normes éclairage public | 2024 | 5 500,00 | |
| ZAE DU MONT-BLANC EST | RUE DE LA RESISTANCE | Réfection tapis de chaussée + trottoirs avec modes actifs | 2023 | 113 500,00 | Convention avec la Ville |
| ZAE DU MONT-BLANC OUEST | RUE DE MONTREAL | Corridor écologique | 2024 | 7 200,00 | Environnement |
| ZAE DU MONT-BLANC OUEST | RUE DE CALIFORNIE | Etudes réfection tapis de chaussée + trottoir | 2024 | 9 500,00 | |
| ZAE DU MONT-BLANC OUEST | RUE DES VOIRONS | Depuis RD 1206 et Giratoire | 2024 | 36 000,00 | |



Budget IME – Éléments majeurs engagés

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Hors frais de gestion/animation récurrents et obligatoires des bâtiments à vocation économique portés par AA

Politique de requalification des ZAE

*Projet d'extension de l'entreprise **Masson***

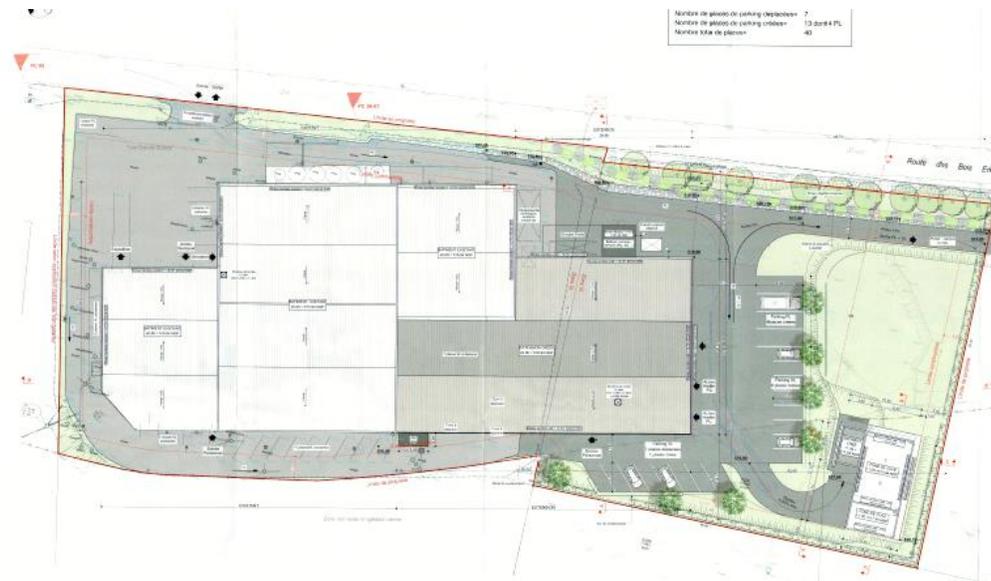
- **25 000 €** de dépenses (inv.)

*Frais de portage EPF74 pour opération **GPDIS***

- **135 000 €** de dépenses (fonc.)

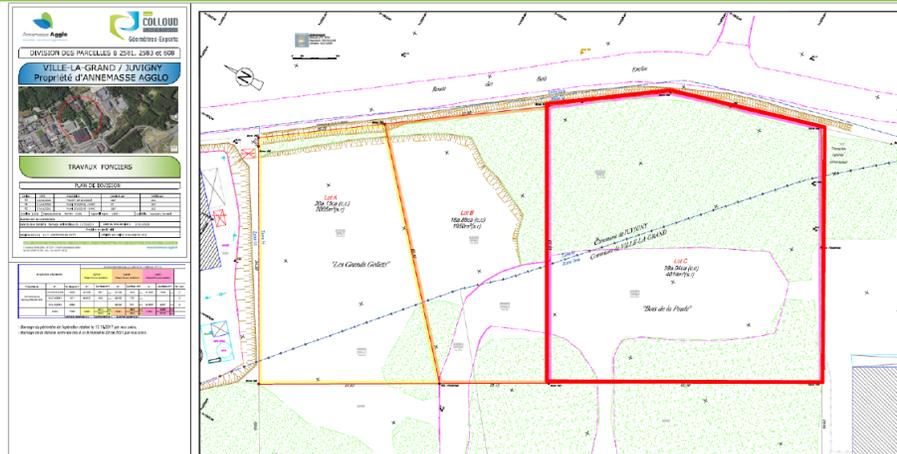
*Frais de portage EPF74 pour opération **Anthime Mouley***

- **115 000 €** de dépenses (fonc.)



Budget IME – Points d'arbitrages

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Politique de requalification des ZAE

Frais de desserte réseaux du lot C Neuraz

- **27 250 €** de dépenses (dont 20 K€ en inv.)

Rachat d'une partie du terrain communal de Borly I (5586 m²)

- **470 000 €** de dépenses (inv.)



BP – Aménagement du territoire, urbanisme et projets urbains

- *Éléments majeurs engagés*

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Conventions avec CAUE pour le service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme

- **36 000 €** de dépenses (fonc.)
- **18 000 €** de recettes (fonc.)

NB. Intégralement « refacturé » aux communes adhérentes via les AC

Nouveau service mutualisé pour la mise en œuvre du RLPI

- **32640 €** de dépenses (fonc.)
- NB. Intégralement « refacturé » aux communes adhérentes via les AC*

NPNRU

marché public sur le Projet mémoire

- **74 000 €** de dépenses (fonc.)

OAP Energie-Climat

- **13 781 €** de dépenses (fonc.)

BP – Aménagement du territoire, urbanisme et projets urbains – *Pour arbitrages*

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Lancement de l'étude PLU-I (impact RH et financier)

Frais d'études, mobilisation d'intervenants pour retours d'expériences

➤ **25 000 €** de dépenses (fonc.)

Urbanisme négocié

« conférence » sur l'identité architecturale et la mise en réseau de nos partenaires professionnels urbanistes et architectes – frais pour interventions ponctuelles rémunérées à la vacation.

5000 € de dépenses (fonc.)

SDIRVE

AMO pour stratégie générale sur déploiement des bornes

10 000 € de dépenses (fonc.)

BP – Aménagement du territoire, urbanisme et projets urbains – *Pour arbitrages*

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

ZAC Etoile Annemasse-Genève

AMO pour obtenir des réponses opérationnelles sur la mise en œuvre des panneaux photovoltaïques sur la ZAC Etoile

- **15 000 €** de dépenses (fonc.)

Halle Tapponnier

Acquisition foncier+bâtiment (propriété SNCF)

- **615 000 €** de dépenses (inv.) – *cf.diapos DAG*

Etudes techniques état/structure du bâtiment

- **30 000 €** de dépenses (inv.) – *cf.diapos DPA*

Premières études sur la programmation et prestations diverses

- **23 000 €** de dépenses (fonc.)

NPNRU

Action mémoire démolition des barres de Château Rouge

- **5000 €** de dépenses (fonc.)

NB. Participation d'AA à une action de 20 000 € au total, cofinancée par la Ville et les bailleurs sociaux



Politiques publiques

Action économique / Enseignement / Tourisme

Budget IME – Éléments majeurs engagés

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Hors frais de gestion/animation récurrents et obligatoires des bâtiments à vocation économique portés par AA

IFSI/Grandforma

Poursuite des travaux démarrés à l'été 2022

- **5 940 631 €** de dépenses (dont 5,83 M€ en inv.)
- **1 732 800 €** de recettes (inv.)



Etudes et travaux sur bâtiments économiques propriété d'AA
Réfection toiture Ateliers-relais de Gaillard (470 000€)

Budget IME – Points d'arbitrages

Pôle entrepreneuriat

- **105 000 €** de dépenses (inv.) : honoraires de maîtrise d'oeuvre et études

Etudes et travaux sur bâtiments économiques propriété d'AA
Etude photovoltaïque sur 4 bâtiments (8000€) – GPDIS, Anthime, Péguet, Everaxis/audit énergétique bâtiment EVERAXIS (5000€),

Budget IME – Éléments majeurs engagés

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

RDC actifs

*Frais de portage pour opération **RDC actifs***

➤ **165 000 €** de dépenses (fonc. Et inv.)

BP – Economie, tourisme et formation - *Eléments majeurs engagés*

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Aides directes pour les commerçants rénovation points de vente

- 50000 € de dépenses (inv.)
- 25000 € de recettes (participations communes)

Initiative Genevois

Subvention (19 projets x 1300 €)

- 24 700 € de dépenses (fonc.)



Participation ZAC Altéa

- 100 000 € de dépenses (inv.)



Marchés de prestations de services avec la Maison de l'Eco

- 748 000 € de dépenses (fonc.)

Cité de la Solidarité Internationale

- 287 000 € de dépenses (fonc.)

Cité des métiers

- 218 000 € de dépenses (fonc.)
- 19 500 € de recettes (participation CCG)

Office de commerce

Subvention annuelle

- 250 000 € de dépenses (fonc.)



Office de tourisme

Subvention annuelle

- 247 441 € de dépenses (fonc.)



Cités des métiers – centre associé d'Annemasse

Avenant au marché - pour compenser le désengagement partiel des partenaires sur les permanences et adapter l'offre de service (recrutement d'un conseiller numérique)

- **25 830 €** de dépenses (fonc.)



COFG
Coopération des Organismes
de Formation du Genevois

Formation

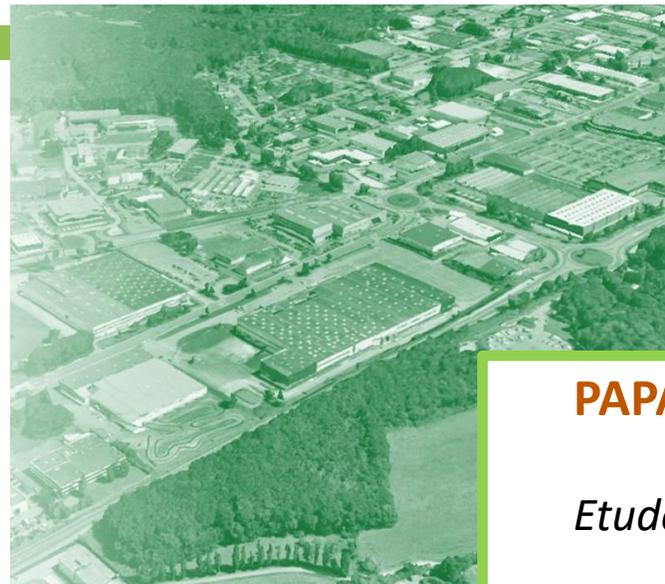
Renouvellement de la convention d'objectifs pluriannuelle avec la COFG (Coopération des Organismes de Formation du Genevois)

- **18 000 €** de dépenses (fonc.)

Extension limitée de la ZAE de Borly

Participation au bilan d'opération correspondant au rachat des fonciers de la tranche 1 par l'aménageur TERACTION auprès de Cranves-Sales

- **1 309 000 €** de dépenses (inv.)



PAPAG sur la ZAE du Mont-Blanc

Etudes déjà engagées

- **20 490 €** de dépenses (fonc.)

Nouvelles études (plan guide, analyse des montages opérationnels possibles, étude d'opportunité secteur Géant...)

- **58 000 €** de dépenses (fonc)

NB : Subventions potentielles sur ces dépenses (AAP transformation des zones commerciales)



Ateliers relais : Réfection de toitures Atelier Relais à GAILLARD

Fuites récurrentes depuis de nombreuses années -> réfection du toit en panneaux sandwich conservés pour maintenir l'activité et renforcement charpente métallique (2 lots)

- Consultation marchés de travaux : analyse des offres en cours - estimation : 412 000 € HT

 Contraintes de travail en site occupé/difficultés rencontrées avec certains locataires (rencontres faites et à venir)

BP2024 : 470 000 € HT (DPA) + 25 000 € HT pour travaux de réfection d'éclairage (BAT)

Subvention CDAS 2023 : 171 059 €



Politiques publiques

Habitat

Budget Habitat – Éléments majeurs engagés

Investissement

AP/CP Aides à la pierre logement social

- 1 600 000 € de versements d'aides à la pierre, sur les engagements pris lors du précédent PLH

PIG rénovation énergétique « Chaud Dedans »

- 68 570€ de subvention pour la rénovation énergétique de la copropriété Le Livron (versement à la livraison des travaux)

Fonctionnement

Mission d'accompagnement pour le montage d'opération /appui aux 3 tiers dans le cadre de la ZAC Etoile et pour l'accompagnement des communes dans la mise en œuvre du PLH

- 55 000€

Avance remboursable coop'Etoile (engagement de la convention)



Politiques publiques

Sport et jeunesse

Château Bleu



| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|---------------|--------|--------|--------|--------|---|
| Gaz | 60 K€ | 112 K€ | 239 K€ | 216 K€ | Après une forte augmentation, la facture baisse grâce à mise en route des panneaux solaires + réparation de la pompe à chaleur + baisse du gaz de 10% |
| Electricité | 237 K€ | 260 K€ | 374 K€ | 355 K€ | baisse électricité 7%. Toutefois les appareils électriques ont 10 ans et deviennent de plus en plus énergivores. |
| TOTAUX | 297 | 372 | 613 | 571 | -7,5 % / - 42 K€ en valeur absolue entre 2023 et 2024 |

| | 2017 | 2019 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| Recettes entrées | 942 K€ | 932 K€ | 692 K€ | 811 K€ | 880 K€ | L'objectif demeure l'augmentation de la fréquentation grand public ; et au regard des chiffres des dernières années, nous pouvons espérer être ambitieux pour cette année 2024. En lien avec le programme d'investissement proposé. |
| | | | | | | + 8,5 % entre 2024 et 2023 - + 69 K€ en valeur absolue |

=> Soit 111 K€ de gain potentiel en fonctionnement en 2024

Château Bleu



| | |
|---|-------|
| Bornes d'accès pour contrôler, fluidifier la fréquentation et sécuriser les accès | 30 K€ |
| Sono Aquagym et bébés nageurs en panne depuis décembre – utilisation quotidienne | 10 K€ |
| Caméras/ alarme intrusion/ contrôle d'accès à Château Bleu (fraude constatée – images actuellement non exploitables sur les derniers incidents constatés) | 54 K€ |
| Remplacement adoucisseur en panne depuis juillet | 30 K€ |
| Travail sur la qualité de l'air et un débit adapté à la fréquentation instantané pour des économies d'énergie | 10 K€ |
| Travail sur les automates et les relevés d'informations pour un meilleur contrôle des dépenses énergétiques | 20 K€ |
| Splash-pad, Jeux extérieurs pour une meilleure offre ludique et améliorer la fréquentation | 60 K€ |
| lignes d'eau X4 | 4 K€ |
| élément gonflable pour animer la piscine pour améliorer la fréquentation | 5 K€ |
| Matériel Aquafitness pour proposer une nouvelle offre pour améliorer la fréquentation | 10 K€ |

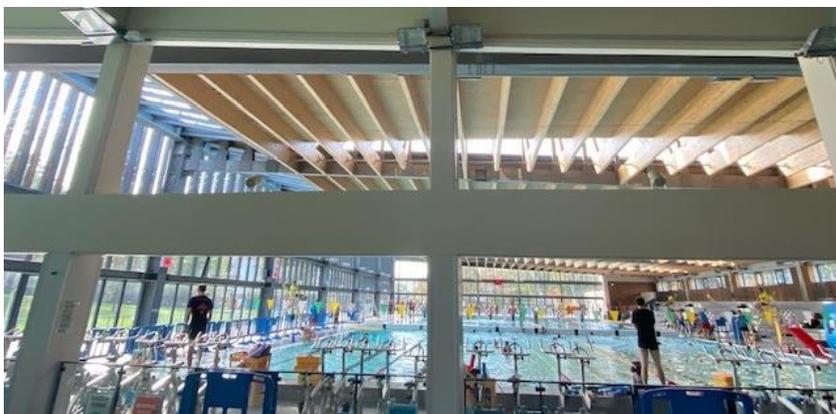
Château-Bleu : reprise complète des éclairages

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Centre aquatique Château Bleu : livré en 2014

Facture annuelle d'électricité : 275 000 €TTC en 2022

-> presque 400 000 €TTC en 2023

(malgré 13% de consommation en moins)

L'éclairage représente actuellement 25% de la consommation d'électricité

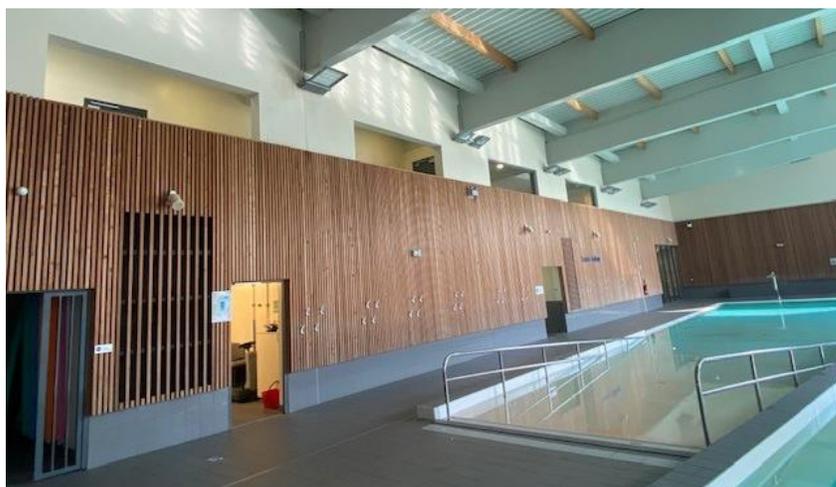
Projet : changement et réorganisation des luminaires, modification des commandes

-> 80% de réduction de conso électrique pour l'éclairage

-> économie attendue sur facture élec entre 50* et 80 000** €TTC/an

* Tarif 2022 de l'électricité

** Tarif 2023 de l'électricité



DCE en cours de finalisation

BP 2024 : 309 600 €TTC (travaux + CSPS + BCT)

SPORT

| | 2023 | | 2024 | |
|---|--------------|---------|--------------|--|
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Commentaires |
| Subventions aux assos sportives collèges et lycées | 9 296 | 9 296 | 23 000 | Montant prévu pour 2 années scolaires 2024 et 2025 afin de permettre une notification en fin d'année civile (même procédé que pour les subventions scolaires en 2023) |
| Subventions aux clubs d'agglo et manifestations sportives | 111 500 | 106 835 | 111 500 | Subventions aux 7 clubs d'agglo (88 K€ /enveloppe fixe) + 21 K€ course Annemasse Bellegarde + 1,5 K€ triathlon + 1 K€ UNSS – CONVENTIONS A RENOUELER POUR 2 CLUBS |
| Etude sur l'évolution des éqpts sportifs | 25 000 | - | 25 000 | Objectif du plan de mandat - prévue en 2023 mais non réalisée pour des raisons RH) |

| EQUIPEMENTS SPORTIFS | 2023 | 2024 | Commentaires |
|----------------------|---------|--------|---|
| FONCTIONNEMENT | 36 800 | 37 255 | Nettoyage bâches des courts de tennis (10K€) non réalisé en 2023 |
| INVESTISSEMENT | 142 951 | 13 000 | . Sols tennis couverts engagés sur 2023 . Remplacement matériel utilisés par les collèges et lycées |

Réfection de verrières gymnase du PRALERE à CRANVES SALES

Etat des lieux : toiture bac acier avec 12 verrières de 2m*4m (construction en 1994), puis couverture des verrières par une sur-toiture légère en polycarbonate (fuites?).

Été 2023 : arrachage partiel de la sur-toiture -> risques de fuites

BP2024 : 24 000€ HT études + 240 000 € TTC travaux



Gymnase de Vétraz-Monthoux

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Marchés de travaux : 8 617 700 € HT/10 341 240 € TTC
marchés attribués sauf lot 6 (relancé)

Planning prévisionnel :

- Ordre de service au 30/10/23; désamiantage terminé



Réception travaux : mi-décembre 2025



BP2024 : 3 600 000 € TTC

APCP : 12,6 M€

- Pour mémoire, au BP 2024 :
 - Dépense relative à la DSP de La Bergue : 540 K€
 - Audit de la CTG lancée en fin d'année 2023 : 34 620 €

Centre aéré de La Bergue – finalisation aménagement salle polyvalente +

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le 1^{er} étage S²LO
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Lors de l'opération d'amélioration énergétique livrée en 2022, des travaux de rafraîchissement et de réaménagement du 1^{er} étage, ainsi que la finalisation de l'aménagement de la salle polyvalente (suite à la suppression de l'estrade) n'ont pas été intégrés à l'opération car hors périmètre de l'opération énergétique.

Ils sont attendus depuis lors, inscrits mais non réalisés en BP2023.

Possibilité de simplifier la procédure d'achat en passant par les mêmes entreprises si travaux engagés avant l'été 2024.

BP 2024 : 93 750 €TTC
(études + travaux)

Politiques publiques

Culture

| | 2023 | | 2024 | |
|-------------------------|-----------|--|---|---|
| | Budgété | Réa 2023 | Prévisionnel | Commentaires |
| Dépenses | | | | |
| Investissement | 92 288 € | 90 113 € | 108 681 € (dont 28 680 € de report de 2023) | . Poursuite homogénéisation de la prestation et de l'équipement des différents sites. . Remplacement d'instruments hors d'usage . Complément d'instruments pour la formation collective (orchestre) => pas d'acquisition en vue d'une extension du parc instrumental |
| Fonctionnement | 127 416 € | 121 619 € | 115 300 € | 3eme année de fonctionnement du conservatoire => optimisation et sincérité du budget de fonctionnement, d'où ajustement budgétaire d'environ 10% à la baisse (dont saison culturelle – 45 K€) |
| Recettes | | | | |
| Subvention SDEA | 95 000 € | 108 000 € (dt 3 K€ au titre d'1 projet innovant) | 105 000 € | Evolution des prestations pédagogiques + meilleure réponse aux critères d'attribution du SDEA => Augmentation à attendre de la subvention accordée pour 2023-2024 |
| Prestations extérieures | | | 48 000 € | Harmonisation avec l' Ebag => nouvelle imputation budgétaire prestation ville d' Annemasse + nouvelles prestations ds écoles des communes de l'agglo |

Réhabilitation du conservatoire de musique

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



Projet global piloté par la DCJS et groupement de commande avec la ville d'Annemasse

Consultation MOE en cours sur :

- Réhabilitation et extension du conservatoire de musique ; travaux estimés à 3 842 000 € HT (valeur octobre 2022)
- Relogement provisoire pendant les travaux (crédits de fonctionnement)
- Réhabilitation de l'auditorium (enveloppe Ville)



Planning prévisionnel :

Choix MOE mars 2024 : études en 2024/2025

Travaux été 2025 à fin 2026

BP 2024 : **312 000 € TTC** (démarrage phase études) en crédits d'investissement sur

APC : 7,6 M€ TTC

+ Etudes pour relogement provisoire : **50 000 € TTC** en crédits de fonctionnement

| Actions | Coût | FINANCEMENT SOUHAITÉ | | |
|---|----------|----------------------|-----------------|----------------|
| | | Annemasse Agglo | Villa du Parc | Département |
| Exposition Collective 12 artistes anciens élèves | | 8 400 € | | |
| 1 présentation performance | | 200 € | | |
| Fournitures pour production | | | 9 400 € | 5 000 € |
| Déplacement et hébergement de l'artiste | | 3 600 € | | |
| Scénographie / technique / matériel | | | 2 000 € | |
| Buffet vernissage | | 1 000 € | | |
| Organisation tables rondes en lien avec partenaires, dont Grand Forma | | | | |
| Editions / vidéos | | | 3 000 € | |
| Communication | | 4 000 € | 3 000 € | |
| | 39 600 € | 17 200 € | 17 400 € | 5 000 € |
| | | 43% | 44% | 13% |

Anniversaire des 20 ans de la classe prépa, classe prépa **unique à ce jour dans le département**, reconnue au niveau national, puisqu'en lien avec les écoles d'art,

- **Organisé sous forme de projet**, intégrant la saison d'expo de la Villa du Parc, sur une durée de **4 semaines** à l'automne 2024, en faisant appel à d'anciens élèves
- En partenariat avec : les **établissement scolaires** invités à visiter l'expo, les **CIO**, des **conférences / échanges entre les professionnels et les élèves** de la classe prépa, en partenariat avec **Grand Forma** et le **Conseil départemental** susceptible de **subventionner** le projet au titre des « **projets innovants** »

=> **Projet / Évènement porté par un établissement d'enseignement de l'agglo, en partenariat avec les acteurs locaux** démontrant le dynamisme du territoire et permettant de valoriser ses équipements, services et acteurs.

SUBVENTIONS CULTURE – SCOLAIRE

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| | 2023 | | 2024 | |
|--|----------------|---------|----------------|--|
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Commentaires |
| Subventions aux partenaires culturels | 123 000 | 124 000 | 102 000 | Dans le cadre de convention de partenariat, subventions annuelles au ciné actuel 58 K€ + villa du parc 34 K€ + Festival La Bâtie 10 K€ |
| Subventions aux collèges et lycées | 25 000 | 18 751 | 25 000 | Subventions annuelles aux projets pédagogiques aux 4 collèges et 2 lycées - 4 €/élève maxi |

Archipel Butor

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| Dépenses | Réa 2023 | BP 2024 | Commentaires |
|----------------------------------|-----------|----------|---|
| Manoir des livres | | | |
| fonctionnement | 46 315 € | 74 615 € | Budget sans les frais de com, inscrits sur l'antenne de com en 2024 : (50 760 €) L'augmentation du budget est liée à l'organisation en 2024 de la biennale du livre d'artiste et à l'augmentation des projets SIEL (coût des ateliers scolaires avec intervenants extérieurs - pris en charge en grande partie par le CD74) |
| investissement | 6 925 € | 8 000 € | Concerne l'enrichissement du fonds de livres d'artiste et œuvres d'art. Une subvention de 80% par le FRRAB sera demandée. Du fait de l'importance de cette subvention, une augmentation du budget de 1000€ est souhaitée |
| Maison Michel Butor | | | |
| fonctionnement | 11 394 € | 7 300 € | Pour les résidences d'artiste avec bourse de création à la maison Michel Butor. Résidence 2023-2024 à finaliser, en partie financée en 2023 - appel à projet 2024 pour les résidences de 2025 |
| investissement | | | |
| Bibliothèque Michel Butor | | | |
| fonctionnement | 9 413 € | 13 900 € | Pour l'acquisitions de collections et les animations, afin de solder une partie des engagements 2023 |
| investissement | 2 540 €.. | | aménagement d'un espace de convivialité réalisé en 2023. Achats de nouveaux mobiliers |

Archipel Butor

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

| Recettes | Réa 2023 | BP 2024 | Commentaires |
|-----------------------------------|----------|----------|--|
| Manoir des livres | | | |
| recettes billetterie boutique | 12 663 € | 15 000 € | augmentation prévisionnelle liée aux recettes de la fête du livre d'artiste 2024 (biennale) |
| subvention Département 74 | 14 160 € | 15 000 € | Projets SIEL (accueil des collèges du département) |
| subvention Département 74 | | 1 000 € | Pour la fête du livre d'artiste 2024 |
| subvention FRRAB (Etat et Région) | 4 700 € | 5 000 € | Pour les acquisitions de livres d'artiste et œuvres d'art |
| Maison Michel Butor | | | |
| subvention département 74 | 1 000 € | 0 € | pour la résidence 2023, pas de nouvelle résidence lancée en 2024, donc pas de nouvelle demande de subvention |
| subvention Savoie-biblio .. | | | Subventions demandées en 2023 mais sans réponse |
| Bibliothèque Michel Butor | | | |
| subvention Département 74 | 1 000 € | 2 000 € | Pour le fonctionnement de la bibliothèque |
| subvention Savoie-biblio | | | Subventions demandées en 2023 mais sans réponse à ce jour |

Politiques publiques

Cohésion sociales

Subventions - Direction de la Cohésion Sociale

| | | BP 2023 | Réalisé 2023 | BP 2024 | |
|--|--|----------------|---------------------|------------------|---|
| Hébergement précarité | ALFA3A - Projet MOUS | 85 000 € | 85 000 € | 55 000 € | Poste de médiateur social non pourvu en 2023 |
| | ARIES/PUH | 186 000 € | 178 173 € | 141 000 € | Appel à marché à compter de novembre 2024 pour une ouverture à l'année des hébergements d'urgence de la Maison des Solidarités |
| | SOLIGUIDE | - € | - € | 30 000 € | Développement d'une application envers le grand public pour développer une interconnaissance des dispositifs afin de mieux répondre aux besoins |
| | Escale Accueil | 22 500 € | 22 500 € | 25 000 € | Augmentation de la fréquentation à l'Accueil de jour |
| Développement Social Urbain Politique de la Ville | APRETO | 110 000 € | 110 000 € | 98 000 € | Poste de médiateur quartier non pourvu une partie de l'année |
| | Poste médiateur santé /ARIES | - € | - € | 14 000 € | Demande de co-financement par l'ARS |
| | A tout vapeur | - € | - € | 2 700 € | Développement de l'activité : soutien pour l'achat d'une table à repasser |
| Prévention Sécurité Accès aux droits | APRETO - APPART 74 | 33 000 € | 33 000 € | 37 000 € | Augmentation de l'activité |
| | AVIJ - projet d'appartement éviction conjoint | - € | - € | 3 400 € | Correspond aux montants du loyer (T4) pour les mesures d'éviction de conjoint violent, démarrage hypothétique en septembre 2024. |
| | AVIJ des Savoies - ISPG | 19 000 € | 19 000 € | 21 000 € | Poste d'intervenant Social en Police et Gendarmerie. Financement d'1/3 par financeur: Etat et Département . Demande d'augmentation de subvention de 19000 à 21000 pour augmentation de salaire |
| | Passage | - € | - € | 16 000 € | Pour le co-financement EPCI-CD74 d'un poste d'éducateur de prévention spécialisée (21000€ année) suite à sollicitation du CD74 en Aout 2023 et avis du bureau communautaire du 10/10/23. Démarrage hypothétique du poste fin 1er trimestre 2024 |
| Autonomie Gérontologie Handicap Santé | AIDES | 700 € | 700 € | 900 € | Fiche action du Contrat Local de santé : soutien de l'Observatoire transfrontalier des inégalités sociales de santé - action en cours de développement |
| | REGAARS | 7 000 € | 7 000 € | 9 000 € | Semaine Ridés mais Pas fanés élargie, induit un surcoût |

Fonctionnement – Evolution du BP - Direction de la Cohésion Sociale

| | | BP 2023 | Réalisé 2023 | BP 2024 | |
|-----------------------------------|-------------------------|-----------|--------------|-----------|--|
| Hébergements d'urgence | Petits équipements | 7 000 € | 6 999 € | 8 500 € | Ouverture à l'année des hébergements d'urgence de la Maison des Solidarités, novembre 2024 |
| | Prestations de services | 87 959 € | 66 715 € | 130 000 € | Ouverture à l'année des hébergements d'urgence de la Maison des Solidarités novembre 2024: prestations gardiennage, lingerie, restauration, accompagnement social... |
| Résorption des bidonvilles | Prestations de services | 184 000 € | 163 558 € | 120 000 € | Moins de coûts de fonctionnement du fait de l'achat des modulaires pour l'ETI d'Annemasse |
| Sédentarisation | Prestations de services | - € | - € | 10 000 € | Nettoyage du site des terrains familiaux de la Cambette - Ville la Grand |
| CISPD | Prestations de services | 10 000 € | - € | 43 000 € | Diagnostic dans le cadre du CISPD |
| Contrat Local de Santé | Petits équipements | 500 € | 400 € | 1 300 € | Fiche action CLS: prevention et Semaine d'information sur la Santé mentale |
| | Prestations de services | - € | - € | 2 000 € | Fiche action CLS : formation Premiers Secours en Santé Mentale |

| | Recettes | BP 2023 | BP 2024 |
|-------------|--|-----------|-----------|
| HPPS | Plan d'Urgence Hivernale - subvention ETAT | 263 000 € | 307 733 € |
| | Accueil de Jour - subvention DEPARTEMENT | 153 000 € | 168 000 € |
| | Accueil de Jour - subvention ETAT | 146 620 € | 148 000 € |

Migrants européens - chalet à Lucinges : travaux d'aménagement/mise aux normes de l'existant 50 k€

Migrants européens - Maisons route des Chausseurs à Cranves Sales : désamiantage/démolition 95 k€

ETI Annemasse: site d'accueil temporaire TATTES : 162 k€
Consultation logement en conception réalisation 420 k€ + terrassements VRD 70 k€

Politiques publiques

Prévention et gestion des déchets

Présentation générale budget 2024

FONCTIONNEMENT

- Coûts de traitement (ordures déchetteries) : 6,410M€
-> très largement majoritaires,
-> marqués par une **nouvelle hausse de la TGAP** en 2024 (traitement OM).
- Collectes en prestations de services : 1,115M€
-> bacs jaunes et cartons des commerces en porte à porte,
-> ordures ménagères, carton et multimatériaux (SIVALOR) en PAV.
- Le compostage : représente également un poste de dépense important avec sa **montée en charge et l'accompagnement des sites**.
- **Evolution de la carburation en HVO** (dépense transversale à tous les budgets).

INVESTISSEMENT

- Liés au développement du Schéma Directeur des Déchets :
-> majoritairement en lien avec la fourniture et **travaux pour le passage en PAV** du secteur périurbain,
-> l'étude et le confortement du talus de la Menoge (en lien avec l'ancienne décharge de Bonne) – environ 150 000€.



Focus SDD - 2024

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| | SITES | CONTENEURS | |
|---------------|-------|------------|----------------|
| SAINT-CERGUES | 11 | 90 (2023) | |
| LUCINGES | 9 | 57 | |
| JUVIGNY | 5 | 31 | |
| MACHILLY | 10 | 47 | COÛT |
| | | | 1,960M€ |

Focus SDD - 2024

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le



ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



CARTONS en PAV
Conteneurs 60 000€



PIETONNISATION / TRAM
Sensibilisation : 50 000€

COLLECTE BIODECHETS
INSTALLATION ET
MAINTENANCE ABRIS-BACS
: 193 000€



COMPOSTAGE
SITES, SUIVI ET
ENTRETIEN : 240 000€



CONTRÔLE D'ACCES EN
DECHETTERIE

Travaux 90 000€ + Vidéosurveillance
site dépôts sauvages 80 000€



REEMPLOI EN DECHETTERIE
Caisson 10 000€

Politiques publiques

Mobilité

Budget Tramway – Éléments majeurs

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Dispositif global d'accompagnement des commerçants impactés

Animation d'ImpacEco

- **46 700 €** de dépenses (fonc.)
- **25 000 €** de recettes (fonc. – remboursement part ville d'Annemasse)

Enquête de conjoncture trimestrielle

- **10 700 €** de dépenses (fonc.)



Budget Tramway – Point d'arbitrages

Dispositif global d'accompagnement des commerçants impactés

Prestation de gestion du dispositif d'indemnisation

- **50 000 €** de dépenses (fonc.)

Versement d'indemnisations

- **225 000 €** de dépenses (fonc.)

Correspond à une hypothèse de 15 indemnisations effectivement versées sur 2024, avec une moyenne de 15 000 € par dossier (hypothétique dans l'attente de la première CIAT)

Tramway

PROJET PHASE 2

Fonctionnement: 453 k€ dont
Indemnisation commerçants+ frais divers 333 k€
Communication: 116 k€

Investissement
études et travaux: 10,130 M€

Rappel prospective exploitation du tramway

subvention d'équilibre nécessaire

| année | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|------------------------|---------|--------|--------|-------------|-------------|
| Subvention d'équilibre | 850 k € | 629 k€ | 650 k€ | 1 100 000 € | 1 700 000 € |

Développement du réseau TAC

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
 Reçu en préfecture le 14/02/2024
 Publié le
 ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE



| | Dépenses | recettes | Net reste à charge |
|--|-----------|----------|--------------------|
| 2023 | 10,610 M€ | 2,760 M€ | 7,850 M€ |
| 2024 (augmentation offre décembre 2023 + indexation) | 11,512 M€ | 3,338 M€ | 8,174 M€ |
| 2026 Augmentation d'offre Impact desserte nouveaux collèges Indexation des coûts | 13,180 M€ | 3,942 M€ | 9,238 M€ |

| | | |
|--|--------------|--|
| CSP - FORFAIT DE CHARGES 2024 | 9 798 333,00 | Dépense forfaitaire inscrite au contrat de CSP |
| CSP - OFFRE inferieure 2024 | - 300 000,00 | |
| CSP - AVENANT 2 CSP | | |
| CSP - INDEXATION 2024 | 1 207 000,00 | Hypothèse indexation 1,123 |
| CSP - CLOTURE 2023 - INDEXATION RELIQUAT | 244 000,00 | Hypothèse indexation 1,115 = 1 028K€ / Déjà payé au titre de l'année 2023 = 784K€ |
| CSP - CLOTURE 2023 - BONUS QUALITE | 150 000,00 | Intéressement qualité au titre de l'année 2023 - Le contrat prévoit un intéressement à hauteur de 2% du forfait de charges en cas de réalisation de 100% de l'objectif (nouveau contrat depuis 2023 et nouveau calcul d'intéressement) |
| CSP - CLOTURE 2023 - ZONE 210 partage boni TP2A-AA | - 50 000,00 | Inclut dans flux dépenses / recettes du forfait de charges |
| CSP - CLOTURE 2023 | 5 500,00 | titres réfugiés ukrainiens au titre de l'année 2023 - décision politique |
| CSP - CLOTURE 2024 | 5 843,75 | titres réfugiés (ukrainiens ou plus) au titre de l'année 2024 - selon choix politique (à |
| CSP - COMPENSATION TSS | 380 000,00 | Montant versé au titre de 2023 : 367K€ |
| CSP - DESSERTE - GARE TELEPHERIQUE SALEVE | 72 000,00 | Cout pour mise en place de ce service de façon pérenne sur la base avril/décembre - à |

Matériel roulant réseau TAC – acquisition de bus électriques



Matériel roulant :

| | |
|--|----------------|
| TOTAL pour 7 bus | 5 300 000,00 € |
| sous-total pour renouvellement 3 bus offre transport actuelle (études borne, bus et branchement) | 2 200 000,00 € |
| sous-total pour 4 bus électriques complémentaire (études, bus, transformateur, extension bâtiment et sécurisation coupe feu -seuil des 10 bus franchi) | 3 100 000,00 € |

Renouvellement de bus qui vont atteindre 15 ans

Acquisition bus pour augmentation d'offre fin 2025

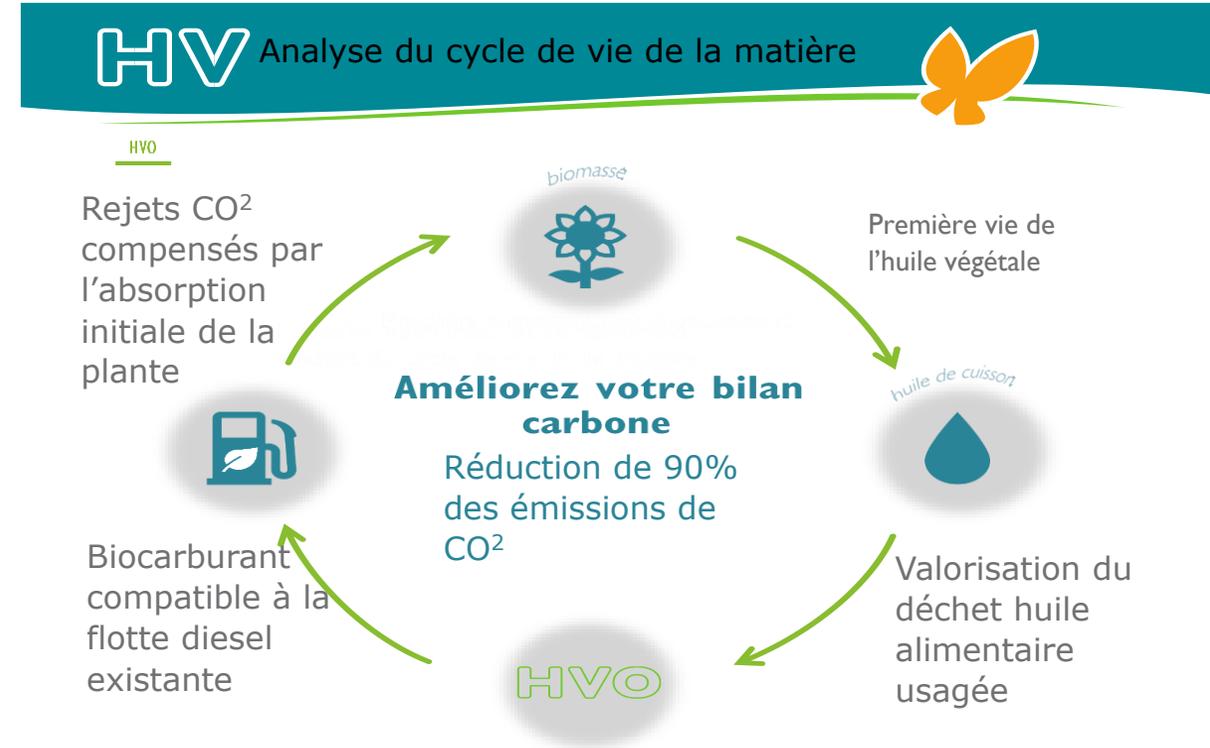
Possibilité de décaler ces achats sur 2 à 3 ans en prolongeant la durée de vie des bus existants et retarder le dépassement du seuil des 10 bus (local sécurité, mur coupe feu)

En complément **réparations bus** : 3 soufflets (102 k€) + sellerie (68k€)

Ombrières dépôt bus : Etudes (123 k€) et travaux (1 100 000 €) décalés en 2025 pour lisser les investissements et compte des capacités des services

Carburant – abandon du Gazole au profit du HVO (Hydrotreated Vegetable Oil)

- Etude de la mise en service d'un carburant plus propre XTL à base de méthane issu de la méthanisation :
 - ✓ Des tests ont été réalisés aussi bien sur les bennes OM que sur la flotte de la TP2A courant 2022-2023 en GTL
 - ✓ Constat :
 - consommation identique au GO pour les véhicule de - 5ans, (sinon + 10 %)
 - Baisse consommation ADBLue 25 % (40%)
 - Moteurs moins bruyants, moins de fumée noire et meilleur démarrage à froid
 - Réduction sensible des émissions CO2 / Gazole
 - Permet d'être équivalent critère 2 (ZFE)
 - Selon l'ancienneté du moteur: baisse de 18 à 33 % de particules fines, et de 16 à 37 % d'émission de NOx



Carburant – abandon du Gazole au profit du HVO (Hydrotreated Vegetable Oil) S²LO

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

Coût d'investissement:

Option 1: Parc véhicule sauf bus, utilisation de la cuve de SP95 pour mettre du HVO et mise en place d'une cuve aérienne de 5 000 l de SP95 raccordée au système existant, 44 940 TTC.

Option 2: Avec les bus, utilisation de la cuve de diesel moyennant un nettoyage complet, coût estimé 4 596 € TTC

| BUDGET | Surcoût HVO / carburant actuel (GAZOLE) |
|---------------------------|--|
| Transports urbains | 143 k€ |
| Budget principal | 6 k€ |
| OM | 37 k€ |
| EAU | 4,7 k€ |
| Assainissement | 4,3 k€ |
| TOTAL | 196 k€ |

Projet Open paiement : transforme la manière de payer dans les transports publics.

Les usagers n'ont qu'à approcher leur carte bancaire sans contact, leur smartphone ou leur montre connectée d'un terminal de paiement dédié dans le bus.



Attrait du réseau

Nouvelle expérience utilisateur, réseau moderne

Après les bus électriques et l'adaptation du réseau pendant les travaux en centre-ville, l'accès aux TP devient plus facile et attrayant

Vitesse commerciale

15 secondes pour payer son titre au chauffeur, c'est autant de temps économisé par voyageur

Le paiement en espèces restera néanmoins de vigueur pour conserver l'inclusivité totale

Taux de fraude

En moyenne le taux de fraude est de 3,24% pour 2022, plus fort en période estivale. Offrir un moyen de paiement rapide et sûr permettrait d'abaisser cette opportunité de fraude.

A Dijon, l'open paiement en place depuis 2018, Keolis enregistre près de 30% de recettes supplémentaires attribuables à 10% à la lutte contre la fraude et 20% sur les titres vendus.

Sur le réseau TAC l'open paiement permettrait d'aider à récupérer une partie des pertes estimées à 69 k€ sur une année.

Projet OPEN PAIEMENT

Coût de 250 000 € en investissement proposés en 2024

Proposition de montage

Retour sur investissement en 5 ans : Annemasse Agglo investit et contractualisera un pourcentage de redistribution des recettes auprès d'Annemasse Agglo afin de financer cet investissement

(par exemple augmentation annuelle des recettes de 50 k€ pour amortir l'investissement sur 5 ans)

Vélostation – Scénario Evolution – projet de service 2024

- Remplacement des vieux véhicules de 2018 – demande d’achat de 28 VAE pour équilibrer la flotte de véhicule
- Vente de 20 VAE – batterie usées
- Vente de 8 trottinettes – véhicules abimés – SAV très récurrents

Demande au Budget 2024 : 38 000 € HT
Recette de vente évalué à environ 5000 €

Vélostation – suivi de la flotte de la vélostation / PPI

| | 2023 | | | 2024 | | |
|--------------------------|----------|-----|------------|----------|-----|------------|
| | Px unité | nbs | total € HT | Px unité | nbs | total € HT |
| VAE Arcade | 1 345 € | 15 | 20 175 € | 1 345 € | 28 | 37 660 € |
| Vélos classique | | | | | | |
| Trottinettes électriques | | | | | | |
| Vélos pliant | | | | | | |
| VAE pliant | 676,85 | 10 | 6 769 € | | | |
| Vélos cargo électrique | 2520 | 2 | 5 040 € | | | |
| Vélos cargo électrique | 3832 | 2 | 7 664 € | | | |
| Total | | 29 | 39 648 € | | 28 | 37 660 € |

Rappel prévision PPI contractuel entre AA et TP2A

| Année | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | TOTAL |
|--------------------|--------------|----------|------|---------|-------|-------|------|-------|
| PPI | 124 847,00 € | 0 | 0 | 140 368 | 4 347 | 2 174 | 0 | |
| Nombre de vh - PPI | 91 | | 0 | 100 | 2 | 1 | | 194 |
| Montant réel payé | 39 648 € | 37 660 € | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Achat réel | 29 | 28 | 0 | | | | | |
| Différence cout | 85 199,50 € | -37660 | 0 | | | | 0 | |
| Différence vh | 62 | -28 | 0 | | | | | 34 |

Expérimentation Vélo en Libre Service (VLS) FREDO – phase 2 – scénario 1 cout constant

- Maintien de la flotte de 30 vélos classiques existantes
- Réajustements possibles des stations selon les retours des usagers – contact avec les usagers en cours
Exemple : proposition d'une station au parc Montessuit
- Mise en place d'un tarif à la journée
Exemple : Evian 7 € à la journée
- Relance de la communication sur les réseaux sociaux, intégration des stations dans différentes maps, lien avec l'application TAC et remplacement des totems dégradés.
- Cout annuel : 24 600 € HT – Financé à 50 % par le Fond vert sur un an

Exp Expérimentation Vélo en Libre Service (VLS) – phase 2 – scénario 2

intégration du VAE

- Maintien de la flotte de 30 vélos classiques existantes + **15 VAE**
- Cout annuel : 24 600 € HT – Financé à 50 % par le Fond vert + **29 340 € HT + 3345 € HT de totem**

| | | |
|---------------------------|----|-----------------|
| ISO périmètre | | 24 840 € |
| Cadenas (45€/mois) | 30 | 1 350 € |
| Maintenance / mois | 45 | 720 € |
| VAE (| | 29 340 € |
| Cadenas (45€/mois) | 15 | 675 € |
| Maintenance / mois | 45 | 720 € |
| Location VAE (70€/mois) | 15 | 1 050 € |
| TOTEM | | 3 345 € |
| Dégradation | 4 | 1 020 € |
| 3 stations additionnelles | 3 | 2 325 € |
| TOTAL ANNUEL | | 57 525 € |

Financement possible à 50 % par le Fond vert

Tarification :
 Maintien des 15 min gratuites pour le vélo musculaire et VAE puis proposition d'un tarif légèrement au dessus pour le VAE

PROPOSITION DE CRÉATION D'UN VÉLO EN LIBRE SERVICE EN SUBSTITUTION DE L'EXPERIMENTATION FREDO

Objectifs :

- Meilleur maillage** du territoire
- Abonnements** bien pensés (ponctuel, locaux, frontaliers) : **à la minute / abonnement journalier / mensuel**
- Vélos à assistance électrique et qualitatifs
- Marque blanche** pour une intégration optimale avec les services TAC Mobilités + Google Maps
- Utilisation de la **maison de la mobilité et du tourisme** comme **véritable HUB vélo station** au cœur du pôle multimodale de la gare d'Annemasse
- Lancement** du nouveau prestataire chez Annemasse Agglo **avant Genève** mais avec un **choix concerté**
- Potentielle mutualisation du prestataire avec **Genève, Pays de Gex, CCG, AA** (nouvelle DSP en mai 2027 à Genève)

Planification



VÉLO LIBRE SERVICE

dimensionnement d'un nouveau service en substitution de FREDO

150 VAE répartis sur
25 points dans l'Agglo:

coût Investissement
550 k€.

Recettes
d'investissement: 307
k€

107 k€ Fonds vert (acté) +
200 k€ Appel à vélo 3
(dossier déposé en janvier
2024)

Fonctionnement annuel:
144k€ avec objectif à 3 ans
de couvrir les dépenses
(constat agglos moyennes)

| Dépenses Recettes Total | Fonct. Invest. Total | BUDGET VLS Déploiement nouveau service en janvier 2025 | PU [€ HT] | U | PT [€ HT] | 2024 | 2025 | 2024-2025 |
|-------------------------------|----------------------------|---|-----------|---|-----------|------------|-------------|-------------|
| T | T | SOLDE TOTAL | | | | - 21 380 € | - 231 598 € | - 252 978 € |
| D | T | DÉPENSES TOTALES | | | | 214 497 € | 392 555 € | 607 052 € |
| D | T | DÉPENSES TOTALES nouveau VLS | | | | 157 212 € | 392 555 € | 549 767 € |
| D | I | INVESTISSEMENT PROJET GLOBAL VLS (25 stations 150 VAE AA) | | | 550 161 € | 157 212 € | 392 949 € | 550 161 € |
| D | F | FONCTIONNEMENT PROJET GLOBAL VLS (25 stations 150 VAE AA) | | | 143 907 € | - € | 394 € | - 394 € |
| D | T | TOTAL FREDO 2024 | | | | 57 285 € | - € | 57 285 € |
| D | F | FREDO 2024 continuité expérimentation | | | | 24 600 € | - € | 24 600 € |
| D | F | FREDO 2024 location 15 VAE | | | | 32 685 € | - € | 32 685 € |
| R | T | RECETTES TOTALES | | | | 193 117 € | 160 957 € | 354 074 € |
| R | T | Recettes totales fonctionnement FREDO | | | | 9 643 € | - € | 9 643 € |
| R | T | Recettes totales fonctionnement nouveau VLS | | | | - € | 46 476 € | 46 476 € |
| R | T | SUBVENTIONS | | | | 193 117 € | 114 481 € | 307 598 € |
| R | T | FONDS VERT | | | | 107 598 € | - € | 107 598 € |
| R | F | FONDS VERT FREDO | | | | 28 643 € | - € | 28 643 € |
| R | I | FONDS VERT nouveau VLS | | | | 78 956 € | - € | 78 956 € |
| R | T | AVELO3 nouveau VLS | | | | 85 519 € | 114 481 € | 200 000 € |

P+R Tramway

Etudes 488 k€

Travaux 2,484 M€

P+R Machilly

Etudes pour scénarios extension 10 k€

Contrôle d'accès 70 k€

TCSP Annemasse – Bonne: Etudes 330 k€ (phasage des l'opération entre 2025 et 2027)

Videosurveillance P+R Altea 40 k€

Videosurveillance Jean-Monnet 50 k€

Contrôle d'accès P+R Machilly 70 k€

Projet d'Agglo 5 : Etude TCSP ligne 6 (20 k€) et faisabilité tram phase 3 (15 k€)

Budget TU – Eléments majeurs engagés

Mesure compensatoire environnementale pour le P+R des Chasseurs

*Renaturation et gestion d'une zone humide
de 0,75ha*

- **65 600 €** de dépenses (Inv.)

Suivi écologique de la mesure

- **12 000 €** de dépenses (fonc.)

Politiques publiques

Transverses

- 11 renouvellements qui doivent être faits pour des raisons mécaniques, de pollution, de consommation (huile/carburant) et de coût de remise en état (âge de ces véhicules entre 14 à 20 ans)
- 3 créations (2 véhicules par la DCJS en électrique, 1 véhicule à l'eau production)

Détail des demandes hors budgets annexes 269 k€ - base politique d'acquisition véhicule électrique

| | |
|------------|---|
| 55 000,00 | Genre Trafic L1H2 électrique (AG23) pour l'Ebag |
| 36 000,00 | Genre Zoé pour le Conservatoire - à réduire |
| 37 000,00 | Nouveau véhicule genre Kangoo électrique (37 000 €) pour Intermède |
| 141 000,00 | Genre Kangoo électrique Bibliothèque (AG24) 37 000 € + Genre Kangoo électrique sport (AG14) 37 000 € + vélo mécanique SIUN 2 000 € + fourgon L2H2 ou L2H1 à voir (BA09) électrique 60 000 € + aménagement 5 000 € |

Investissements divers bâtiments

Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le
ID : 074-200011773-20240209-CC_2024_0004-DE

1,1 M€ de demande de travaux d'investissements (hors opérations présentées dans d'autres diapos)

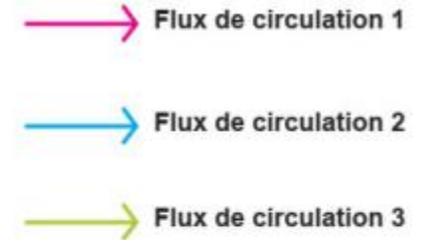
Hôtel d'Agglo : réaménagement du hall d'accueil + aménagement bureaux

Volet « hall d'accueil » de l'étude sur les réaménagements de locaux de l'Hôtel d'Agglo

- > nouvelle banque d'accueil général déplacée
- > création d'un accueil « agence clientèle » avec 3 postes

Estimation opération globale : 160 000 €TTC

BP 2024 : 22 000 €TTC
(études)





Annemasse **Agglo**

Annemasse - Les Voirons Agglomération

Rapport RH – Débat d'orientation budgétaire 2024

1 / Analyses statistiques sur la structure des effectifs et les dépenses du personnel en 2023

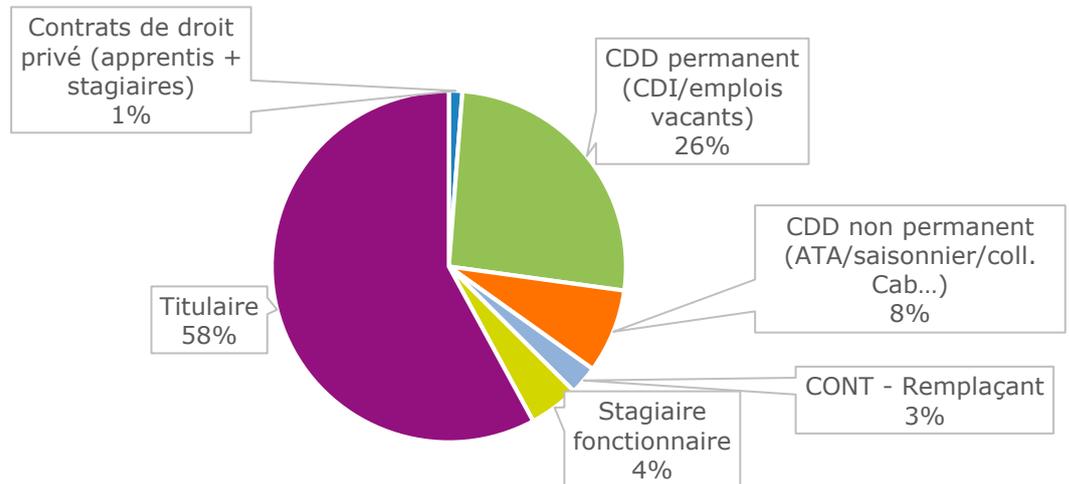
2/ Evolutions prévisionnelles impactant le budget 2024

3/ Focus sur les mesures en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

4/ Etat annuel des indemnités perçues par les élus locaux

1 / Analyses statistiques sur la structure des effectifs et les dépenses du personnel en 2023

Répartition des agents payés en décembre 2023 par statut



Structure de la collectivité en décembre 2023 :

Le graphique ci-dessus reprend la répartition des effectifs actifs en décembre 2023. A cette date, Annemasse Agglo est constituée de 556 agents rémunérés et en activité (fonctionnaires, apprentis et contractuels). Sur ces 556 agents, 261 sont des femmes (47%), et 295 des hommes (53%).

A titre d'information, sont également indemnisés à cette période 14 vacataires, 18 élus (annexe 1), 4 chômeurs, ainsi que 3 réversions de SFT (les conjoints divorcés non agents qui reçoivent le SFT en lieu et place de leurs ex-conjoints agents). Ce qui représente un total de 591 personnes rémunérées, toutes situations confondues (contre 626 en 2022).

Les éléments notables de la structure des effectifs d'Annemasse Agglo sont les suivants :

- Le nombre global d'agents rémunérés a baissé en 2023 (- 22 agents) dû aux difficultés de recrutement accrues notamment sur l'assainissement ou sur le budget principal
- Le nombre de fonctionnaires stagne, la part des stagiaires décroît, les candidatures de fonctionnaires se faisant de plus en plus rares, et le nombre de candidats aux concours étant lui aussi très en baisse
- la part des contractuels est en constante augmentation, plus particulièrement sur des besoins temporaires de renfort ou de remplacement, mais également sur les emplois permanents, la loi de transformation de la fonction publique du 06 août 2019 ayant facilité leur recrutement. Par ailleurs, les nombreux projets menés par Annemasse Agglo nécessitent des recrutements pour une durée déterminée (contrats de projets), postes, de fait, destinés à des contractuels.
- La répartition hommes / femmes se modifie, avec une proportion féminine à la hausse
- Le nombre d'apprentis (6) est en déclin en 2023 par rapport à 2022 (11)

Equivalent Temps Plein Rémunéré* décembre 2023

| Budget | F | M | Total général | Budget/etp total 2023 | Total général 2022 | budget/etp total 2022 |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| ASSAINISSEMENT | 11,36 | 29,55 | 40,91 | 8% | 44,39 | 8,5% |
| BUDGET PRINCIPAL | 176,83 | 142,68 | 319,51 | 63% | 331,4 | 63,7% |
| EAU | 34,22 | 38,31 | 72,53 | 14% | 66,40 | 12,8% |
| ORDURES MENAGERES | 10,93 | 63,95 | 74,89 | 15% | 77,77 | 15% |
| Total général | 233,34 | 274,50 | 507,84 | | 519,96 | |

Comme évoqué plus haut, on voit très clairement ici qu'Annemasse Agglo a employé moins de collaborateurs en 2023, hormis dans le domaine de l'eau et des ordures ménagères.

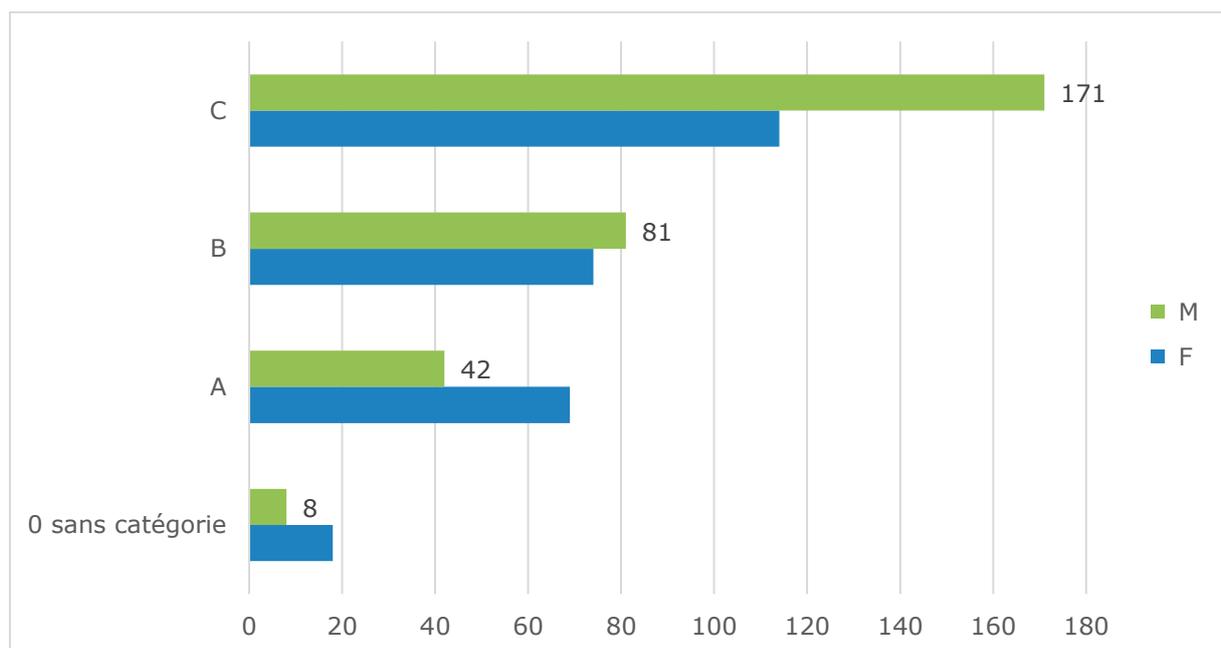
Le budget de l'assainissement a cette année, été particulièrement impacté, plusieurs recrutements s'étant révélés infructueux. Les compétences demandées se font, en effet, de plus en plus rares.

Le budget principal est lui aussi concerné par une baisse significative, liée notamment à plusieurs départs (directrice des affaires générales, directrice de l'achat public, directrice des affaires foncières et immobilières, directrice culture, jeunesse et sport) dont les remplacements n'ont pu être opérés qu'en fin d'année, ainsi que le transfert de deux postes du budget principal vers le budget de l'eau dans le cadre de la mutualisation de l'accueil général et de l'accueil de l'agence clientèle opérée en 2023.

Le budget des ordures ménagères reste stable quant à lui, alors que le budget de l'eau a connu une croissance certaine, liée à des recrutements sur des postes restés vacants sur l'année 2022 et le transfert de deux postes depuis le budget général.

*L'Effectif Temps Plein Rémunéré Annuel payé (hors élus) correspond à l'équivalence en poste à temps plein du nombre moyen d'agents payés sur l'année entière.

Répartition des agents par sexe et catégorie décembre 2023



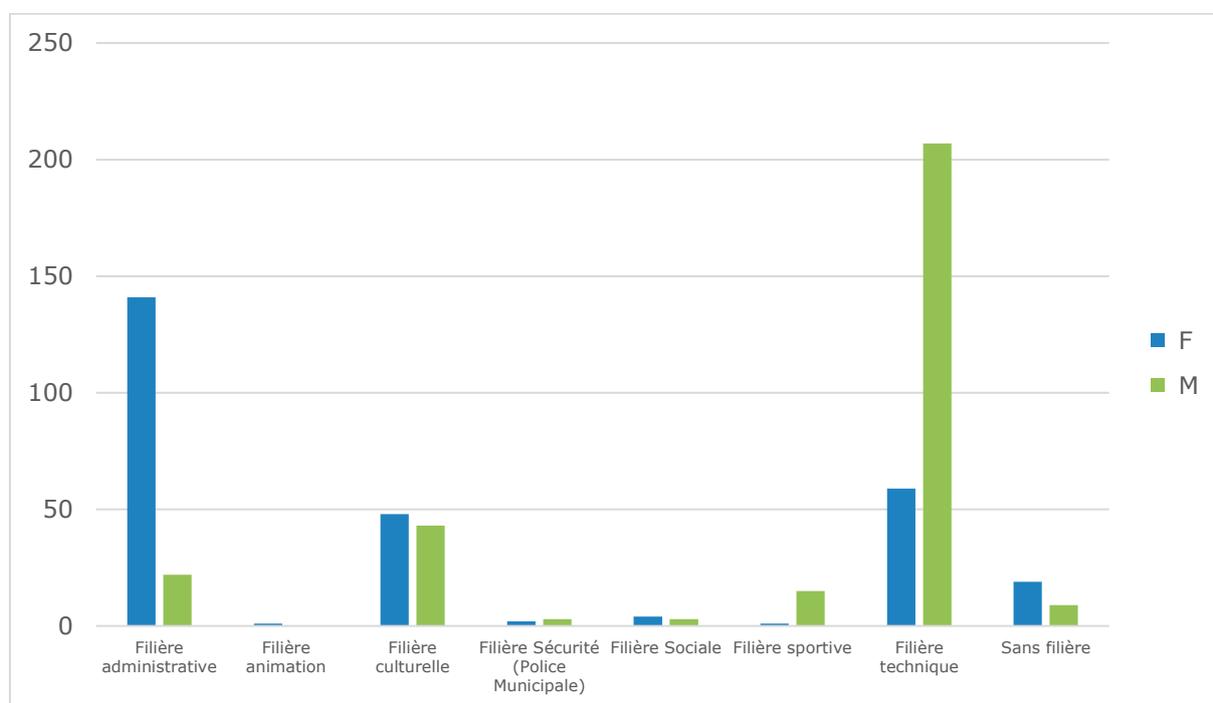
Sans catégorie (0) = apprentis, emplois aidés, étudiants en stage, collaborateur de cabinet

La répartition hommes / femmes en 2023 a évolué vers une représentation plus importante des femmes. Cette tendance est particulièrement visible pour les catégories B (+4 femmes et - 3 hommes par rapport à 2022), ainsi que pour les catégories A, dans laquelle la part des femmes est la plus importante et continue d'augmenter (+6 femmes par rapport à 2022, -6 hommes).

Concernant la catégorie C, la part de la population masculine reste prépondérante, liée à la technicité des métiers de cette catégorie (agents de la filière technique notamment dans l'exercice des compétences Eau, Assainissement et Ordures Ménagères en régie directe).

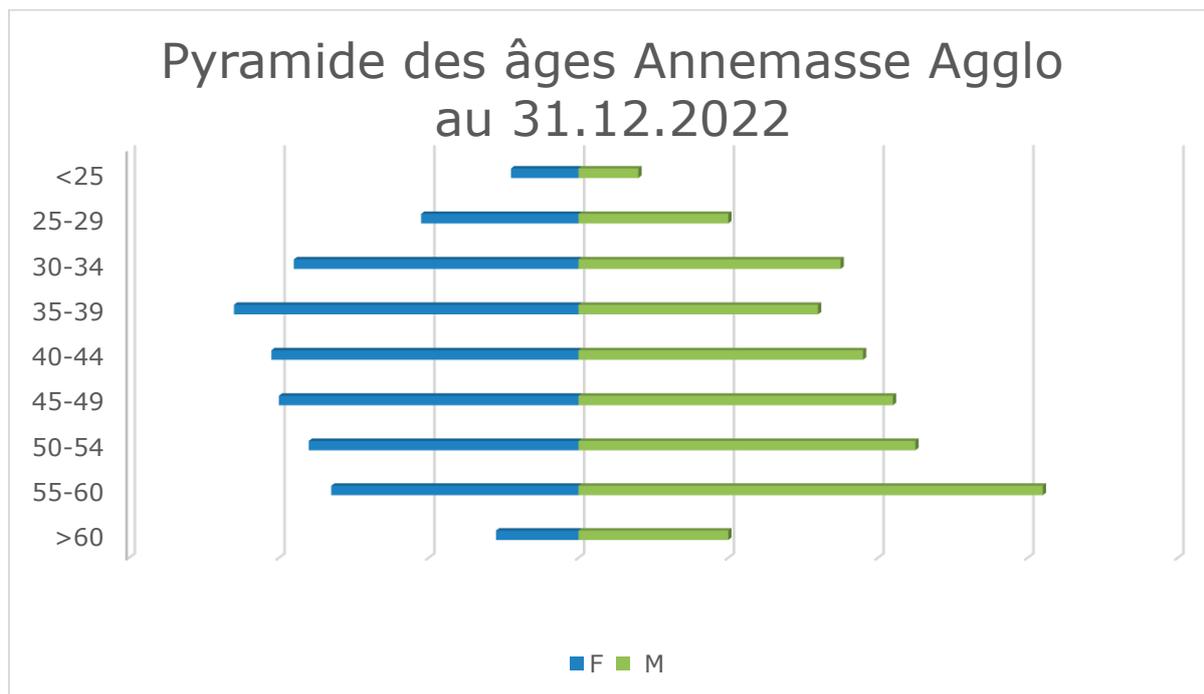
La catégorie « sans filière » comporte 26 agents qui correspondent à des contrats de droit privé et à des vacataires (8 hommes et 18 femmes).

Répartition des agents par sexe et filière décembre 2023



La répartition hommes / femmes par filière demeure sensiblement la même chaque année, avec une prédominance masculine dans la filière technique, féminine dans la filière administrative, et sensiblement égale dans la filière culturelle. On constate néanmoins une féminisation de la filière sécurité, liée au recrutement de deux agentes de police municipale, permettant ainsi plus de mixité au sein d'équipes jusque-là essentiellement masculines.

La pyramide des âges permet de constater la « structure démographique » de la collectivité.



| Tranche d'âge | Femme | Homme | Total général | Proportion |
|----------------------|------------|------------|---------------|-------------|
| <25 | 9 | 8 | 17 | 3% |
| 25-29 | 21 | 20 | 41 | 7% |
| 30-34 | 38 | 35 | 73 | 13% |
| 35-39 | 46 | 32 | 78 | 14% |
| 40-44 | 41 | 38 | 79 | 14% |
| 45-49 | 40 | 42 | 82 | 14% |
| 50-54 | 36 | 45 | 81 | 14% |
| 55-60 | 33 | 62 | 95 | 16% |
| >60 | 11 | 20 | 31 | 5% |
| Total général | 275 | 302 | 577 | 100% |

La pyramide des âges d'Annemasse Agglo est une pyramide des âges vieillissante, le personnel de 55 ans et plus constituant 21% de l'effectif, soit 126 agents. Cette tendance, loin d'être propre à la collectivité, est constatée depuis plusieurs années, avec néanmoins une légère baisse constatée entre 2022 et 2023.

La collectivité s'est emparée du sujet dès 2021, de manière à prévoir la mise en œuvre de dispositifs pour anticiper ces départs et les pertes de compétences liées. Annemasse Agglo a, dans ses lignes directrices de gestion, élaborées pour la première partie du mandat 2021-2023, inscrit des chantiers RH en vue de faire face à ces futurs départs à la retraite (Développer la marque employeur en externe pour recruter, en interne pour fidéliser, et développer une véritable politique de mobilité interne et d'accompagnement au parcours professionnel), mais également pour garantir une certaine vigilance quant à l'état de santé des collaborateurs, notamment sur les métiers techniques, sur lesquels les risques de troubles musculo squelettiques (TMS) sont à surveiller. La cellule santé, mise en place au sein de la direction des richesses humaines, a vocation à suivre les agents pour lesquels l'état de santé n'est plus compatible avec leur métier, et à trouver des solutions de reclassement permettant leur maintien dans l'emploi.

Les quarts d'heure sécurité largement déployés depuis la mi-2023 ont également vocation à garantir la bonne communication des informations essentielles en matière de santé et de sécurité au travail pour l'ensemble des agents du terrain, informations relayées également via le réseau des assistants de prévention, réseau qui s'est enrichi tout au long de l'année 2023.

Les lignes directrices de gestion élaborées pour la deuxième partie de mandat 2024-2026 maintiennent ce cap, avec des chantiers autour du recrutement (construire une véritable stratégie de communication recrutement, soigner l'intégration des nouveaux collaborateurs, réfléchir à une certaine flexibilisation du temps de travail) ainsi qu'autour de la santé au travail (Doter les collaborateurs d'une protection sociale complémentaire efficace, Construire un plan de prévention de l'usure physique (TMS) et psychologique (RPS) ; Développer une véritable politique du handicap et du maintien dans l'emploi).

Temps de travail :

A ce jour, l'ensemble des services de la collectivité ont été mis en conformité pour atteindre le seuil légal des 1607 heures travaillées.

En effet, le nouveau protocole de temps de travail du service collecte, dernier service restant à mettre en conformité, a été mis en œuvre au 1^{er} janvier 2023, suite à des groupes de travail menés en 2022. Il a permis la mise en place de deux mercredis travaillés dans l'année, deux jours dédiés à la formation collective des agents de la collecte. Ainsi en 2023, ces collaborateurs ont participé à des formations sur la manipulation des extincteurs, les risques routiers, et gestes et postures (formations sécurité).

Les principaux régimes de temps de travail appliqués dans la collectivité sont les suivants :

- 36h30/semaine sur 4.5 jours travaillés
- 36h30/semaines sur 5 jours travaillés
- 39h/semaine sur 5 jours travaillés
- 36h/semaine sur 4 jours
- 35h/semaine sur 5 jours
- Statut particulier des professeurs d'enseignement artistique (16h/semaine)
- Statut particulier des assistants d'enseignement artistique (20h/semaine)

| Temps de travail | Femme | Homme | Total général | % Femme | % Homme | % Total |
|-------------------------|--------------|--------------|----------------------|----------------|----------------|----------------|
| Temps complet et plein | 167 | 250 | 417 | 65,2% | 83,33% | 75% |
| temps non complet | 51 | 45 | 96 | 20% | 15% | 17,27% |
| Temps partiel | 38 | 5 | 43 | 14,8% | 1,67% | 7,73% |
| Total général | 256 | 300 | 556 | 100% | 100,00% | 100,00% |

En 2023, la majorité des agents ont travaillé à temps complet et à temps plein (75%), chiffre relativement stable par rapport à 2022 (76.9%). Le taux d'agent à temps partiel est faible (7.73%).

96 agents ont occupé un poste à temps non complet contre 90 en 2022, soit 17,27% de l'effectif total contre 15,6% en 2022. Les postes à temps non complet concernent essentiellement les professeurs d'enseignement artistique de l'EBAG et du Conservatoire.

Enfin, environ 7,7% des agents au total ont bénéficié d'un temps partiel (43 agents en 2023, idem en 2022), de droit ou sur autorisation. 38 femmes (33 en 2022) et 5 hommes contre 10 en 2022 sont concernés par ces temps partiels

Au 1er janvier 2024 a été mise en œuvre Kélio Pro Plus, la nouvelle version du logiciel de gestion des temps. Ses fonctionnalités nouvelles devraient permettre à la Direction des Richesses Humaines de disposer d'indicateurs supplémentaires en matière de temps de travail, de façon à pouvoir analyser de façon plus pertinente les données, et d'en faire un véritable outil managérial.

ETP Annuel 2023 payé par sexe hors élus (y compris heures supplémentaires)

| Étiquettes de lignes | F | M | Total général | % ETP sur l'ensemble de la collectivité |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---|
| ASSAINISSEMENT | 12,25 | 29,63 | 41,88 | 8% |
| BUDGET PRINCIPAL | 175,64 | 148,57 | 324,21 | 63% |
| EAU | 31,28 | 37,62 | 68,90 | 13% |
| ORDURES MENAGERES | 11,53 | 65,98 | 77,51 | 15% |
| Total Agglo | 230,70 | 281,79 | 512,50 | |
| | 45% | 55% | | |

Tableau Global d'Evolution de l'ETPR 2018 à 2023

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | taux variation 2022/2023 |
|-------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|
| BP | 265,78 | 274,84 | 274,71 | 306,11 | 329,43 | 324,21 | -1,58% |
| EAU | 60,34 | 60,70 | 56,07 | 58,95 | 62,35 | 68,90 | 10,51% |
| OM | 70,76 | 71,78 | 68,19 | 69,12 | 74,98 | 77,51 | 3,37% |
| ASST | 48,88 | 48,75 | 48,41 | 49,04 | 48,69 | 41,88 | -14% |
| total ETPR | 445,76 | 456,07 | 447,38 | 483,22 | 515,44 | 512,5 | |
| | | 2,3% | -1,9% | 8,0% | 6,7% | -0,57% | |

L'ETPR moyen était de 512,5 agents payés sur l'année 2023, contre 515,44 en 2022, soit une diminution de 0,57%. En effet, cette situation s'explique par la vacance de plusieurs postes courant 2023 notamment sur le budget principal et sur le budget de l'assainissement. Parallèlement, les remplacements d'agents indisponibles ont enregistré une baisse entre 2022 et 2023 passant de 21,83 ETP en moyenne à 18,21, en rapport avec la baisse sensible du taux d'absentéisme observée en 2023.

Ces chiffres significatifs indiquent que les difficultés de recrutement persistent encore, et que le déploiement de chantiers en la matière (attractivité de la collectivité, fidélisation, communication recrutement, etc) est crucial.

Avancements de grades et promotion interne 2023

| Sexe | Avancement d'échelon 2022 | Avancement d'échelon 2023 | Promotion interne 2022 | Promotion interne 2023 | Avancement grade 2022 | Avancement grade 2023 | Total général 2022 | Total général 2023 |
|----------------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Femmes | 78 | 106 | 2 | 1 | 9 | 12 | 89 | 116 |
| Hommes | 94 | 105 | 8 | 2 | 14 | 21 | 109 | 121 |
| Total général | 172 | 211 | 10 | 3 | 33 | 33 | 198 | 237 |

Les avancements d'échelon sont basés sur une durée unique d'avancement fixée par les grilles statutaires. La collectivité n'a, de fait, aucun moyen pour agir dessus.

En matière d'avancement de grade et de promotion interne, les choses sont différentes.

Au 1^{er} janvier 2023, Annemasse Agglo s'est désaffiliée du Centre de Gestion. De fait, la promotion interne ne dépend plus du Centre de Gestion 74 en 2023, et les possibilités de nomination, liées aux quotas réglementaires, sont calculées sur la base des seuls recrutements de fonctionnaires de la collectivité (et non pas de l'ensemble des collectivités affiliées comme auparavant). Ainsi, seules 3 possibilités de promotion interne ont été réalisables en 2023, et 3 agents ont été nommés.

En matière d'avancement de grade, Annemasse Agglo a revu d'une part les critères, mais aussi les ratios, c'est-à-dire le nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus à l'avancement de grades. Jusqu'ici, ce taux était fixé à 33%. Dans un souci de fidélisation de ses collaborateurs, en leur offrant des perspectives de progression et de parcours professionnel intéressantes, il a été décidé de revoir ce taux et de le fixer à 100%. De fait, les possibilités de nomination sont plus importantes.

Le décret n° 2023-1272 du 26 décembre 2023 modifiant les dispositions statutaires relatives à la promotion interne dans la fonction publique territoriale devrait permettre, pour la campagne 2024, encore davantage de promotions internes, puisqu'il revoie les conditions de manière plus favorable, notamment en matière de quotas, puisque, désormais, 2 recrutements de fonctionnaires (au lieu de 3 précédemment) seront nécessaires pour permettre l'ouverture d'une possibilité de promotion interne.

Absentéisme :

Focus des absences 2023 par motif et budget (agents en activité: fonctionnaires, apprentis et contractuels)

| type d'indisponibilité | ASST | | BP | | EAU | | OM | | Total nb de jours | |
|--|-----------------|---------------|------------------|----------------|-----------------|---------------|-----------------|----------------|-------------------|----------------|
| | Nb de jours | | Nb de jours | | Nb de jours | | Nb de jours | | | |
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes |
| Maladie ordinaire | 29 | 659 | 2433 | 1042 | 311 | 471 | 309 | 1625 | 3082,00 | 3797,00 |
| Congé de longue maladie | | | 660 | | | | 179 | | 839,00 | 0,00 |
| Congé de longue durée | | | 1426 | 365 | 724 | | | 237 | 2150,00 | 602,00 |
| Accident du travail | | 1 | 526 | 142 | 233 | 105 | | 281 | 759,00 | 529,00 |
| Maladie professionnelle | | 244 | | | | | | 31 | 0,00 | 275,00 |
| Maternité | | | 874 | | 484 | | | | 1358,00 | 0,00 |
| Congé de paternité | | | | 45 | | 21 | | 19 | 0,00 | 85,00 |
| Nb de jours total par sexe | 29,00 | 904,00 | 5919,00 | 1594,00 | 1752,00 | 597,00 | 488,00 | 2193,00 | 8188,00 | 5288,00 |
| 2023 Nb de jours total général | 933 | | 7513 | | 2349 | | 2681 | | 13476 | |
| 2022 Nb de jours total général | 837 | | 9638 | | 2087 | | 2874 | | 15436 | |
| 2021 Nb de jours total général | 1011 | | 7006 | | 1515 | | 2109 | | 11641 | |
| 2020 Nb de jours total général | 1775 | | 6162 | | 733 | | 1715 | | 10385 | |
| 2019 Nb de jours total général | 945 | | 5801 | | 478 | | 3648 | | 10872 | |
| <i>ETP annuel absents par sexe</i> | <i>0,08</i> | <i>2,48</i> | <i>16,22</i> | <i>4,37</i> | <i>4,80</i> | <i>1,64</i> | <i>1,34</i> | <i>6,01</i> | <i>22,43</i> | <i>14,49</i> |
| Total ETP annuel absent par budget | 2,56 | | 20,58 | | 6,44 | | 7,35 | | 36,92 | |
| <i>ETP annuel global par sexe</i> | <i>12,25</i> | <i>29,63</i> | <i>175,64</i> | <i>148,57</i> | <i>31,28</i> | <i>37,62</i> | <i>11,53</i> | <i>65,98</i> | <i>230,70</i> | <i>281,80</i> |
| Equivalents jours payés annuels calculés | 15286,20 | | 118336,65 | | 25148,50 | | 28291,15 | | 187062,50 | |
| 2023 Taux absentéisme annuel (nbj total abs/équivalent jours payés annuels) | 6,10% | | 6,35% | | 9,34% | | 9,48% | | 7,20% | |
| 2022 Taux absentéisme annuel (nbj total abs/équivalent jours payés annuels) | 5,17% | | 8,07% | | 9% | | 10,18% | | 8,21% | |
| 2021 Taux absentéisme annuel (nbj total abs/équivalent jours payés annuels) | 5,65% | | 6,27% | | 7,04% | | 8,36% | | 6,60% | |



| | | | | | |
|--|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| 2020 Taux absentéisme annuel (nbj total abs/équivalent jours payés annuels) | 10,04% | 6,15% | 3,58% | 6,89% | 6,42% |
| 2019 Taux absentéisme annuel (nbj total abs/équivalent jours payés annuels) | 5,31% | 5,78% | 2,16% | 13,92% | 6,53% |
| 2020 Taux absentéisme annuel (nbj total abs/équivalent jours payés annuels) | 10,04% | 6,15% | 3,58% | 6,89% | 6,42% |

* L'équivalent temps plein calculé ici est basé sur 365 jours/an. En réalité les absences pèsent un peu plus que ces valeurs : en effet, certaines absences se déroulent sur des jours ouvrés uniquement mais le calcul est réalisé sur 365j (en jours calendaire). Ceci donne une tendance.

Statistiques évolution des indisponibilités physiques 2014-2023 (exprimé en jour)

| type d'indisponibilité | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 | Année 2018 | Année 2019 | Année 2020 | Année 2021 | Année 2022 | Année 2023 | Evolution 2022-2023 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|
| Maladie ordinaire + absences crise sanitaire | 5130 | 5650 | 8873 | 6878 | 5995 | 6246 | 7326 | 7772 | 6879 | -11,5% |
| Congé de longue maladie | 808 | 1374 | 874 | 1323 | 1169 | 1056 | 1030 | 2349 | 839 | -64,3% |
| Congé de longue durée | 1258 | 894 | 723 | 1118 | 1026 | 1089 | 732 | 1749 | 2752 | 57,3% |
| Accident du travail | 1038 | 712 | 1159 | 1054 | 768 | 456 | 1161 | 1544 | 1288 | -16,6% |
| Maladie professionnelle | 0 | 0 | 154 | 362 | 513 | 182 | 155 | 342 | 275 | -19,6% |
| Maternité | 1095 | 788 | 1219 | 1465 | 1317 | 1402 | 1196 | 1568 | 1358 | -13,4% |
| Congé de paternité | 85 | 64 | 98 | 46 | 84 | 55 | 41 | 112 | 85 | -24,1% |
| Total tous motifs indispo. | 9414 | 9482 | 13100 | 12246 | 10872 | 10486 | 11641 | 15436 | 13476 | -12,7% |
| <i>ETPR Annuel payé</i> | <i>383,52</i> | <i>382,88</i> | <i>411,88</i> | <i>445,75</i> | <i>456,07</i> | <i>447,389127</i> | <i>483,22</i> | <i>515,41</i> | <i>512,5</i> | |
| <i>Equivalent jours payés annuels calculés selon ETP moyen annuel2</i> | <i>139984,80</i> | <i>139751,20</i> | <i>150336,20</i> | <i>162698,75</i> | <i>166465,55</i> | <i>163297,03</i> | <i>176375,30</i> | <i>188124,65</i> | <i>187062,50</i> | |
| <i>taux absentéisme annuel (nbj abs/équivalent annuel jours en etp)</i> | 6,73% | 6,78% | 8,71% | 7,53% | 6,53% | 6,42% | 6,60% | 8,21% | 7,20% | |

Le taux d'absentéisme présente, pour la 1^{ère} fois depuis 3 ans, une tendance à la baisse, avec 1 point de moins en 2023 qu'en 2022.

Le taux d'absentéisme a baissé sur les budgets ordures ménagères et principal, alors qu'il a légèrement augmenté sur les budgets eau et assainissement.

La maladie ordinaire représente toujours une part importante des absences (plus de 50%), mais est en baisse de près de 12% pour la première fois depuis 2019.

Les congés de longue durée enregistrent un pic en 2023. La Direction des Richesses Humaines a organisé le suivi des agents concernés, en mettant en place une cellule santé au sein de ses services, laquelle se réunit deux fois par mois, afin d'évoquer ces situations et organiser leur suivi. Le lien avec ces agents en longue indisponibilité doit en effet être maintenu, et leur retour à l'emploi anticipé, de manière à en assurer la réussite. Parallèlement, la pleine collaboration avec le médecin du travail du centre de gestion permet une prise en charge de ces situations la meilleure possible.

Les accidents du travail connaissent eux aussi une baisse certaine, laquelle peut probablement s'expliquer par l'aboutissement du Document Unique Evaluation des Risques en 2022 et sa bonne appropriation par les agents (managers et assistants de prévention notamment), ainsi que par les quarts d'heure sécurité, dont le nombre a triplé entre 2022 et 2023.

Enfin, le nombre de jours d'absence pour maladie professionnelle a chuté de près de 20% entre 2023 et 2022, l'un des deux agents en maladie professionnelle ayant pu reprendre une activité professionnelle sur un nouveau poste, à Annemasse Agglo, sur des missions compatibles avec son état de santé.

Le taux d'absentéisme d'Annemasse Agglo demeure néanmoins toujours élevé et nécessite la mise en œuvre d'actions RH dédiées pour le réduire autant que possible, telles que l'élaboration d'un plan de prévention de l'usure physique et psychologique ou encore le déploiement d'une véritable politique du handicap et du maintien dans l'emploi.

Les arrêts de travail représentent l'équivalent de 36,92 ETP en 2023 en jours calendaires contre 42,29 en 2022, tel que le montre le **total général** de la ligne de « l'ETP annuel des absents par budget » du tableau ci-dessus. Sans les congés maternité et paternité, les absences maladie représentent au total 32,97 ETP en 2023.

La pyramide des âges vieillissante de la collectivité démontre également la nécessité d'aider les collaborateurs à s'assurer contre le risque santé. Le sujet de la Prestation Sociale Complémentaire sera réfléchi en 2024, de manière à voir de quelle façon pourrait être envisagée la prise en charge réglementaire d'une partie de la cotisation des agents.

Focus sur les autorisations spéciales d'absence du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

Motifs personnels

| | Mariage / PACS | Maladie très grave proche | Garde Enfant Malade (hors crise sanitaire) | Décès | Total |
|-------|----------------|---------------------------|--|-------|------------|
| Total | 26 | 11 | 171 | 50 | 258 |

CONCLUSION ABSENTEISME : Après prise en compte de ces éléments, le nombre réel de jours d'absence dans la collectivité (indisposition passagère + ASA motif personnel) s'élève à **13 734 jours** d'absence pour la collectivité, soit **37.6 ETP calendaires** de travail « chômés » en 2023.

Le télétravail

Le télétravail régulier a été mis en œuvre à Annemasse Agglo en septembre 2021. Durant l'année 2023, 144 agents ont déclaré avoir exercé leurs missions dans le cadre du télétravail conventionné régulier, soit 1450 jours. Les chiffres sont relativement stables par rapport à 2022 (144 agents et 1244 jours).

Comme prévu lors de sa construction, un bilan a été organisé après un an de mise en œuvre, grâce à une enquête réalisée auprès des télétravailleurs. Les réponses ont mis en exergue un besoin de plus de souplesse. La nouvelle charte mise en place depuis janvier 2023 a apporté les améliorations suivantes :

- Des allègements administratifs avec la fin du formulaire de télétravail exceptionnel au profit d'une gestion 100% dématérialisée via le logiciel des temps
- Reconduction du télétravail via une zone dédiée dans l'entretien professionnel et permettant de faire le bilan annuel
- Un système de téléphonie via PC a été instauré par la DSIUN et a permis de faciliter les contacts des télétravailleurs sans renvoi téléphonique
- Pour mieux organiser le suivi du télétravailleur, une formation dédiée au management à distance a été intégrée dans le pack managérial du plan de formation 2023
- Possibilité de télétravail pour les formations à distance, y compris pour ceux ne télétravaillant pas habituellement
- Les agents pourront, s'ils le souhaitent et à leurs frais, le cas échéant, utiliser les lieux de co-working pour télétravailler
- La possibilité de décaler le jour de télétravail régulier après avis du manager directement dans Kélio pour motif professionnel et selon continuité de service
- La possibilité de déroger à la règle de 3 jours en présentiel de manière exceptionnelle
- Le télétravail exceptionnel est validé/refusé directement par le manager après demande sur Kélio de son agent
- La clarification de la possibilité de revenir au bureau ou se rendre en mission au cours de la demi-journée de télétravail
- Accorder le télétravail aux stagiaires école et apprentis
- Simplifier le télétravail médical quand il est de courte durée.

Malgré une plus grande souplesse instaurée dans le dispositif, on constate que le nombre de jours télé-travaillés de manière « exceptionnelle » (garde d'enfant, transport indisponible, conditions climatiques ...) ont été moins nombreux qu'en 2022 : 316 jours (pour 144 personnes différentes) contre 496 (pour 144 personnes) en 2022.

Rémunération des agents 2023 :

| | 2021 | | 2022 | | 2023 | | évolution réalisé 2022/2023 | | évolution Etp rémunéré 2022/2023 | |
|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|-------------------------|---|--------------------------|
| | réalisé 2021 | ETP payé annuel 2021 | réalisé 2022 | ETP payé annuel 2022 | réalisé 2023 | ETP payé annuel 2023 | différence en valeur réalisé 2022/2023 | tx de variation réalisé | différence en valeur Etp payé 2022/2023 | tx de variation ETP payé |
| Assainissement | 2 142 189,14 | 49,01 | 2206341,52 | 48,69 | 1973555,13 | 41,88 | - 232 786,39 | -10,55% | -6,81 | -13,99% |
| Budget principal | 14 477 827,60 | 306,11 | 15763263,50 | 329,43 | 16234967,18 | 324,21 | 471 703,68 | 2,99% | -5,22 | -1,58% |
| Eau | 2 447 573,60 | 58,95 | 2698138,42 | 62,35 | 3098025,86 | 68,90 | 399 887,44 | 14,82% | 6,56 | 10,52% |
| Ordures ménagères | 2 760 253,46 | 69,12 | 3119975,90 | 74,98 | 3325822,64 | 77,51 | 205 846,74 | 6,60% | 2,53 | 3,37% |
| | | | | | | | | | | |
| Général | 21 827 843,80 | 483,20 | 23 787 719,34 | 515,44 | 24 632 370,81 | 512,50 | 844 651,47 | 3,55% | -2,95 | -0,57% |

Nb : L'ETP payé comprend les heures

supplémentaires

Le budget principal et le budget des ordures ménagères ont connu une évolution moins importante entre 2022 et 2023 que celle connue entre 2021 et 2022. Le budget principal a connu en effet un certain nombre de postes restés vacants une bonne partie de 2023. Le budget des ordures ménagères quant à lui avait entre 2021 et 2022 connu une croissance forte, liée à la mise en œuvre du schéma directeur des déchets, lequel a généré beaucoup moins de créations de postes en 2023.

Le budget eau est en forte croissance, grâce à des postes pourvus en 2023 et vacants depuis de longs mois. Le recours à l'intérim et/ou à des cabinets de recrutement a permis de pourvoir ces postes.

Les difficultés de recrutement sont quant à elles criantes en assainissement, puisque le réalisé du budget paie a connu une forte baisse (-10.55%) sur un budget déjà dégradé.

| Libellé budget | ASST | BP | EAU | OM | Total |
|--|------|-------|-------|-------|---------------|
| ETP remplaçants temporaires et saisonniers 2021 | 2,96 | 16,4 | 3,8 | 5,54 | 28,7 |
| ETP remplaçants temporaires et saisonniers 2022 | 6 | 43,66 | 11,73 | 22,77 | 84,16 |
| ETP remplaçants temporaires et saisonniers 2023 | 5,10 | 76,76 | 23,41 | 53,12 | 158,39 |
| <i>Tx variation22/23</i> | -15% | 76% | 100% | 133% | 88% |

Heures supplémentaires

| Budget | Total général |
|----------------------|-------------------|
| ASSAINISSEMENT | 26 621,14 |
| BUDGET PRINCIPAL | 124 092,01 |
| EAU | 49 509,79 |
| ORDURES MENAGERES | 16 349,42 |
| Total général | 216 572,36 |

En 2023, le montant des heures supplémentaires, y compris interventions d'astreintes, s'élève à 216 572.36€ bruts contre 275 605.75€ en 2022 soit une baisse de 21,4%.

Conformément à l'article 37 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, Annemasse Agglo publie la somme des 10 rémunérations les plus élevées de ses agents.

En 2023, le cumul des 10 plus hautes rémunérations s'élève à 954 219,45€ bruts chargés (charges employeur incluses) pour 2 femmes et 8 hommes. Le montant reste sensiblement stable par rapport à 2022, et la répartition hommes-femmes inchangée.

2/ Evolutions prévisionnelles impactant le budget 2024

Contexte général

L'année 2023 a été marquée par de nombreuses mesures gouvernementales, qui ont fortement impacté la masse salariale d'Annemasse Agglo :

- 2 revalorisations du SMIC (en janvier et mai 2023) + l'effet report des revalorisations opérées en 2022
- Le dégel du point d'indice, avec une revalorisation de 1,5% au 1^{er} juillet 2023 + l'effet report de la revalorisation de 2022 (+3.5%)
- La mise en place de l'indemnité de résidence pour les communes du territoire d'Annemasse Agglo au 1^{er} décembre 2023

En 2024, ces mesures impacteront le budget en année pleine (effet report).

D'autres mesures gouvernementales, prévues pour 2024 pèseront également sur le budget de la collectivité :

- Revalorisation de 5 points d'indice de tous les agents de la collectivité
- Revalorisation des montants de prise en charge des frais de déplacement (formations / missions)
- Revalorisation de la prise en charge employeur de l'abonnement de transports collectifs (de 50% à 75%)
- Revalorisation du forfait mobilité durable

Parallèlement, un certain nombre d'orientations RH liées à la collectivité impacteront également le budget 2024 :

- ➔ Annemasse Agglo s'est lancée en 2022 dans un projet de refonte de sa politique salariale de manière à développer son attractivité et lutter contre ses difficultés de recrutement. Le nouveau dispositif mis en œuvre au 1^{er} avril 2023, pour un montant global de 600 000€ tous budgets confondus continuera à peser sur le budget 2024 (effet report).
- ➔ Dans le cadre de cette refonte de sa politique salariale et indemnitaire, des mesures ont été prises afin de proposer aux agents contractuels une évolution salariale tous les 3 ans, impactant de fait, le GVT (Glissement Vieillesse Technicité). GVT par ailleurs impacté par la révision des rations d'avancement de grade, passés de 33% à 100% suite à la désaffiliation d'Annemasse Agglo du centre de gestion.
- ➔ Malgré son caractère facultatif, Annemasse Agglo a opté pour le versement de la Prime Pouvoir d'Achat aux collaborateurs d'Annemasse Agglo selon les mêmes critères que ceux mis en place pour les agents de l'Etat et de la fonction publique hospitalière (entre 300 et 800€ selon le niveau de rémunération), représentant un coût global de 199 000€.
- ➔ A l'instar du pack managérial de 2018, un plan de formation dédié aux managers a été lancé en septembre 2023, pour accompagner au mieux la ligne managériale dans l'évolution de ses pratiques, pour un montant d'environ 30 000€ (chapitre 011).
- ➔ La politique volontariste en faveur de l'apprentissage, mise en place dans la collectivité depuis 2020, sera maintenue et renforcée. Il s'agit d'une véritable réponse aux difficultés de recrutement, notamment sur certains métiers techniques dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ;

Enfin, la dénonciation du marché d'assurance des risques statutaires par l'assureur pour une renégociation du taux de cotisation de +12% influera également sur le budget RH

Focus 012 Paie budget par budget

012 Paie Budget Assainissement :

L'équivalent temps plein (ETP) moyen annuel a baissé de 6,81 entre 2022 et 2023, provoquant une diminution du réalisé de -10,55% par rapport à 2022, et ce, malgré les effets des réformes nationales. Les difficultés de recrutement sur ces métiers restent fortes. De fait, le recours à l'intérim et à l'apprentissage pour répondre aux difficultés de recrutement rencontrées sur ces métiers très techniques sera poursuivi.

Pour l'année 2024, le chapitre 012 paie de ce budget a été réévalué à la hausse (+19.20%), pour atteindre un montant de 2 352 490€, une augmentation qui prend en compte l'effet report de recrutements ayant eu lieu en cours d'année sur des postes restés vacants plusieurs mois (110 794€), ainsi que deux créations de postes (instructeur urbanisme et ingénieur d'études).

L'augmentation semble particulièrement importante, mais il est à noter qu'elle s'applique à un budget en difficultés, avec un réalisé en deçà de 10.55% par rapport au réalisé de 2022.

012 Paie du Budget Principal :

Les dépenses réalisées sur le chapitre 012 Paie du budget principal ont augmenté de 3.05% entre 2022 et 2023, augmentation bien moins importante que l'année précédente (+ 8.88%). En effet, l'ETP moyen annuel a baissé de 1,58 ETP entre 2022 et 2023, diminution liée à des vacances de postes de plusieurs mois sur l'année (directrice des affaires générales, responsable du service financier et affaires immobilières, directrice de l'achat public, ...), ainsi qu'au transfert de 2 postes du budget principal vers le budget eau dans le cadre de la mutualisation de l'accueil général et de l'accueil de l'agence clientèle (DEA).

Le fléchissement du nombre d'ETP payés est également lié à la baisse du nombre de contractuels en remplacement, induisant une baisse du coût des remplacements de 6%, en lien avec la baisse du taux d'absentéisme de 2 points sur ce budget (de 8.07% en 2022 à 6.35% en 2023).

Les prévisions pour 2024 prévoient une augmentation du 012 Paie du budget principal de +13.58%, pour atteindre un montant de 18 450 581€, augmentation en majeure partie incompressible (17 993 668€ soit +10.77% par rapport à 2023) car liée à des mesures nationales (revalorisation de la valeur du point, indemnité de résidence, revalorisation du SMIC, forfait mobilité durable, attribution de 5 points d'indice à l'ensemble des collaborateurs), des mesures propres à Annemasse Agglo (refonte de la politique salariale et indemnitaire, Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, nouveaux ratios d'avancement de grade), ou encore aux effets report des créations de postes opérées en 2023 (4 postes), ainsi qu'aux effets report des recrutements opérés en cours d'année sur des postes restés vacants un certain temps (775 000€).

Parallèlement, un certain nombre de postes ont été demandés en création, certains afin de garantir le bon fonctionnement de la collectivité (2 postes de responsables de service au sein de la Direction de l'Achat Public par exemple), d'autres pour permettre la réalisation de politiques publiques inscrites dans les projets de la collectivité (ZFE / Modes doux par exemple pour la direction des mobilités). Au total 11 postes nouveaux, représentant un montant de 456 000€.

012 Paie du Budget de l'Eau :

L'année 2023 a été marquée par une évolution des dépenses du 012 Paie bien supérieure aux années précédentes (+14,82%), liée en partie à l'augmentation de l'ETP annuel moyen payé, lequel est passé de 62,35 en 2022 à 68,9 en 2023. Le transfert de deux postes du budget principal vers le budget de l'eau (mutualisation de l'accueil général et de l'accueil de l'agence clientèle), le recours aux agents en accroissement temporaire d'activité et l'augmentation du nombre des apprentis expliquent en partie cette croissance. Parallèlement, les actions mises en œuvre par la direction des richesses humaines pour recruter sur ces métiers (forums, apprentissage, recours à l'intérim,...) ont pu, sur certains postes, porter leurs fruits.

Le budget de l'eau est, par ailleurs, lui aussi, impacté par les effets des réformes nationales et des mesures propres à Annemasse Agglo.

Par ailleurs, les projets en cours au sein de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement impliquent la demande de création d'un nouveau poste de référent RH, dans le cadre du projet de passage en régie SPIC des services de l'eau et de l'assainissement. Parallèlement, le bon fonctionnement de la régie de l'eau et du pôle relations usagers nécessite la mise en place de deux renforts temporaires pour un coût total de 48 000€.

De fait, l'évolution incompressible du 012 Paie du budget Eau est évaluée à +14,11%, soit 3 535 075€.

L'évolution du 012 Paie à prévoir en tenant compte des demandes de postes et de renforts prévues pour 2024, s'élève à hauteur de 3 616 582 €, soit une évolution de 16.74%.

012 Paie du Budget des Ordures Ménagères :

Les dépenses réalisées sur le 012 Paie du budget OM en 2023 ont connu une augmentation de 6,6% par rapport à l'année 2022, liée notamment à un accroissement de l'ETP annuel moyen rémunéré, lequel est passé de 74,98 en 2022 à 77,51 en 2023.

Une fois encore, les mesures nationales ainsi que les mesures prises en matière de politique salariale à Annemasse Agglo génèrent une augmentation incompressible de +8.10% sur le chapitre 012.

La poursuite du Schéma Directeur des Déchets nécessite la création d'un poste supplémentaire en charge de la maintenance des PAV, pour un coût évalué à 30 662€.

Les créations de postes envisagées en 2023 n'ont pas toutes été réalisées, le choix ayant été fait de réaliser les missions par de la prestation externe.

De fait, l'évolution du 012 Paie du budget des ordures ménagères est évaluée à + 9.74%, pour atteindre un montant de 3 649 653€.

3/ Focus sur les mesures en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Réglementation et bonnes pratiques

La loi Sauvadet du 12 mars 2012 a prévu des dispositions nouvelles dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Un protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les trois versants de la fonction publique a été signé le 8 mars 2013, entre le Gouvernement, l'ensemble des dix organisations syndicales siégeant au Conseil commun de la fonction publique, les Présidents de l'association des maires de France, de l'association des départements de France, de l'association des régions de France et de la Fédération hospitalière de France.

Les orientations et les mesures présentées dans le protocole d'accord fixent les principes communs applicables à l'ensemble des employeurs publics.

Au-delà de l'enjeu éthique, promouvoir l'égalité professionnelle c'est :

- Promouvoir le bien-être au travail pour tous les agents
- Jouer un rôle d'exemplarité sur l'ensemble de la société par un effet de levier
- Mettre en cohérence son action interne avec la vocation d'intérêt général dévolue aux politiques publiques
- Moderniser la gestion des ressources humaines et donner une image positive de la collectivité
- Respecter les obligations légales et réglementaires

1. Le rôle du dialogue social dans la mise en œuvre de la politique d'égalité professionnelle

1.1 Rapport annuel sur l'égalité professionnelle

Chaque année, un rapport sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes est présenté aux membres du comité social technique. Ce rapport contient des statistiques et des actions permettant une meilleure visualisation de la situation.

Ce rapport a été présenté lors du Comité Technique du 21 avril 2023. Il le sera de nouveau lors du Comité Social Territorial du 11 avril 2024.

Cette présentation est l'occasion, pour les membres du comité social territorial, d'être force de proposition en matière de plans d'actions à mener.

1.2 Représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des instances paritaires

Les listes présentées par les syndicats pour les élections des instances paritaires (CST, CAP et CCP) doivent respecter la proportionnalité des effectifs au 1er janvier de l'année électorale.

L'année 2022 fut une année d'élections professionnelles. Une liste unique de candidats a été proposée, par la CGT. La répartition hommes – femmes de la liste présentée tenait compte d'une répartition de 45% de femmes et 55% d'hommes, conformément à la répartition hommes – femmes des effectifs d'Annemasse Agglo.

Parallèlement, le collège des représentants de la collectivité a été redéfini suite à la création du CST. Il a également été constitué de manière à respecter les règles de parité.

La répartition des représentants désignés au sein des instances paritaires d'Annemasse Agglo pour le nouveau mandat électif a été, suite aux élections, la suivante :

| | Collège des représentants du personnel | | Collège des représentants de la collectivité | |
|-------|--|--------|--|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| CST | 4 | 4 | 4 | 4 |
| FSSCT | 4 | 4 | 4 | 4 |

En 2023, certains représentants du personnel ont été amenés à être remplacés (suite à démission ou décès). Tel que spécifié par le règlement intérieur du Comité Social Territorial, lequel reprend la réglementation en vigueur en la matière, « en cas de vacance du siège d'un représentant titulaire du personnel, le siège est attribué à un représentant suppléant de la même liste ou en cas de vacance d'un siège d'un représentant suppléant du personnel, au 1^{er} candidat non élu de la même liste ».

De fait, la nouvelle répartition des membres du CST est la suivante :

| | Collège des représentants du personnel | | Collège des représentants de la collectivité | |
|-------|--|--------|--|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| CST | 5 | 3 | 4 | 4 |
| FSSCT | 5 | 3 | 4 | 4 |

Le 31 mars 2023, de nouvelles élections professionnelles ont été organisées de manière à élire les représentants du personnel siégeant au sein des CAP et CCP, instances créées suite à la désaffiliation d'Annemasse Agglo du CDG74.

Seule la CAP C a bénéficié d'une liste déposée par une organisation syndicale. Pour les CAP B et A, un tirage au sort parmi les agents éligibles d'Annemasse Agglo a dû être réalisé pour pourvoir les sièges.

| | Collège des représentants du personnel | | Collège des représentants de la collectivité | |
|-------|--|--------|--|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| CAP A | 2 | 6 | 4 | 4 |
| CAP B | 3 | 5 | 4 | 4 |
| CAP C | 5 | 3 | 4 | 4 |

Les règles de parité et de respect de la proportionnalité des effectifs ne sont prévues que pour l'établissement d'une liste de représentants syndicaux. Elles ne concernent pas le tirage au sort.

2. La mise en place d'une politique volontariste de suppression des inégalités salariales et d'accompagnement des femmes et des hommes dans leur parcours professionnel au sein de la fonction publique

Le respect du principe d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes relève de la responsabilité de chaque employeur public.

Afin de passer d'une égalité statutaire à une égalité réelle, Annemasse Agglo met en œuvre toutes les mesures de nature à garantir l'équité salariale et l'égalité des droits dans le déroulement de la carrière des agents publics, quel que soit leur statut, titulaire ou contractuel.

A ce titre, il est toujours appliqué une politique volontariste visant à examiner l'ensemble des pratiques RH en veillant à éliminer tout stéréotype et toute démarche discriminatoire envers les femmes comme envers les hommes.

2.1 La suppression des inégalités salariales

La question des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes est centrale.

Annemasse Agglo porte une attention particulière aux disparités pouvant exister dans les parcours professionnels des femmes et des hommes et veille à ce que les procédures permettant d'apprécier la manière de servir (évaluation, réduction d'ancienneté, attribution des primes) ne pénalisent pas les agents concernés, du fait de l'absence liée à un congé.

Les congés liés à la maternité, à la famille ou à l'état de santé des agents ne doivent pas limiter les possibilités d'avancement des agents dans le cadre de leur déroulement de carrière. Ces congés ne doivent pas non plus avoir d'impact sur le montant de certaines primes attribuées en lien avec l'évaluation individuelle (CIA/PIC).

De même, Annemasse Agglo veille à ce que les agents à temps partiel et à temps non complet bénéficient d'une évolution de carrière comparable à celle des agents à temps plein, et porte une attention particulière à l'accès aux promotions et aux formations.

- La mise en place du RIFSEEP en 2017, a permis de réduire les écarts de régime indemnitaire entre les filières, en tenant compte uniquement des responsabilités occupées et non plus du grade ni de l'ancienneté.

La refonte de la politique salariale et indemnitaire mise en œuvre en 2023 maintient les dispositions permettant de supprimer toutes inégalités salariales. Ainsi, l'exercice de nouvelle cotation des métiers de l'Agglo a été réalisé sur la base des fonctions occupées et des responsabilités inhérentes aux postes, sans prise en compte de la situation administrative de l'agent en poste (grade, filière). Une revalorisation des métiers a été opérée, dans un souci d'attractivité, de manière à favoriser le recrutement et la fidélisation des collaborateurs. Cette revalorisation ne s'est basée que sur des critères liés au métier (métier en tension, technicité importante, compétences rares, etc), sans aucune prise en compte de l'agent occupant le poste.

- Par ailleurs, la mise en œuvre d'une prime d'intéressement sur objectifs collectifs (PIC) a été opérée dans le cadre de cette refonte, à destination des filières police et enseignement artistique, lesquelles ne sont pas, à ce jour, intégrées au RIFSEEP et ne peuvent, de fait, bénéficier d'un CIA. Le montant de cette prime est le même que celui du CIA, garantissant, de fait, un cadre commun, à l'ensemble des agents de l'établissement public. Est garanti le maintien du régime indemnitaire pendant les périodes de congés maternité et paternité.

- Le Complément Indemnitaire Annuel, dont le montant a été revu dans le cadre de la refonte de la politique indemnitaire et salariale de 2023, a également fait l'objet d'une réflexion, via des groupes de travail composé d'agents volontaires, sur les critères à prendre en compte pour définir le montant attribué à chaque agent. Les critères définis (contribution au collectif de travail / autonomie / adaptabilité / implication dans la réalisation des objectifs / respect des obligations du fonctionnaire/ respect des modalités du temps de travail) sont des critères objectifs. La nouvelle grille dédiée permet d'évaluer la manière de servir de chaque agent de la même façon, sur la base de critères identiques pour tous.

Les conditions d'éligibilité au CIA garantissent le maintien, sans proratisation, de cette prime individuelle, pour les agents ayant bénéficié d'un congé maternité ou paternité. Il en est de même en cas de congé maladie (sauf pour les congés de longue durée, qui ne permettent pas d'évaluer la manière de servir du collaborateur).

- La politique salariale des contractuels, revue également dans le cadre de la refonte de la politique salariale et indemnitaire d'Annemasse Agglo, a mis en place un réexamen des conditions de rémunération tous les 3 ans pour ces collaborateurs. Une grille d'évolution salariale a été établie pour chaque grade, et s'appuie sur les grilles indiciaires utilisées pour les fonctionnaires, de manière à garantir une certaine cohérence dans le parcours professionnel pour chacun de ces deux statuts de collaborateurs.

2.2 La lutte contre les stéréotypes et prévention des discriminations

- Dans le domaine de la communication

Les annonces de recrutements et les fiches de postes favorisent un égal accès à l'ensemble des emplois des femmes et des hommes. Afin que les recrutements puissent concerner indifféremment les hommes et les femmes, une attention particulière est portée pour ne pas favoriser le genre.

Il s'agit également d'objectiver les compétences requises et les conditions de fonctions. Ainsi, à titre d'exemple, les expressions "nombreux déplacements" et "grande disponibilité" sont, dans la mesure du possible, précisées.

Dans le cadre du déploiement de la Marque Employeur, inscrit dans le Plan Pluriannuel des Ressources Humaines 2024-2026, un travail sera réalisé pour enrichir la communication recrutement de la collectivité, via le remaniement des offres d'emploi. Dans la lignée de ce qu'il existe déjà, une attention particulière sera portée à l'absence de tout contenu discriminant.

- Dans le domaine du recrutement
Pour garantir l'égalité à l'embauche, il est fortement encouragé de :
 - S'assurer de la mixité des jurys de recrutement chaque fois que cela est possible ;
 - Mettre à la disposition des jurys un guide de recrutement comportant des exemples de questions à proscrire en entretien ;
 - Analyser les fiches de poste pour déceler et supprimer toutes les dispositions qui peuvent s'avérer porteuses de discriminations liées au genre.

- Féminiser les filières masculines et inversement :
 - Travailler à la féminisation/masculinisation de quelques métiers-cibles particulièrement genrés (en 2023, 2 agents de police municipale ont pu être recrutés au sein de la police intercommunale, permettant d'introduire de la mixité dans une équipe jusqu'alors exclusivement masculine).
 - Objectiver les compétences requises afin que les métiers ne soient plus genrés et promouvoir ainsi les passerelles possibles. Le PPRH 2024-2026 prévoit à cet effet la construction d'un référentiel métier, permettant de cartographier les compétences présentes et utiles à Annemasse Agglo.
 - Le PPRH 2024-2025, élaboré en lien avec les membres du CODIR de la collectivité, prévoit des chantiers en matière de lutte contre les discriminations :
 - Questionner en continu le rapport au travail, les mesures favorisant l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle
 - Construire et afficher nos engagements en matière de lutte contre les discriminations (*ex : charte de la diversité*)
 - Promouvoir diversité et égalité professionnelle
 - Développer une véritable politique handicap et maintien dans l'emploi pour un meilleur accompagnement des agents RQTH et des managers
 - Aménager les locaux (vestiaires, sanitaires) et adapter les outils de travail.
 - Une charte de recrutement a été instaurée en 2018 en concertation avec les représentants du personnel pour garantir l'égalité des chances et en faciliter la mise en pratique par les responsables de service. Cette charte a été complétée par une note interne sur les conditions de recrutement suite à la loi de transformation et au décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.
 - En matière de formation professionnelle, tout est mis en œuvre pour en faciliter et encourager l'accès à l'ensemble des collaborateurs.
Ainsi, si une formation est organisée le jour habituel de repos ou de temps partiel de l'agent, sa journée d'absence est récupérée.

- Par ailleurs, la formation constitue un axe stratégique du Plan Pluriannuel 2024-2026, et prévoit la mise en œuvre d'actions visant à assurer l'employabilité des collaborateurs :
 - Accompagner les agents aux usages numériques
 - Déployer un plan de lutte contre l'illettrisme
- Concernant le déroulement de carrière des agents publics, il est noté, en matière d'avancement de grade et de promotion interne (tableau page 8), un certain déséquilibre entre les hommes et les femmes, lequel peut s'expliquer par deux facteurs :

- Les hommes sont davantage représentés dans la collectivité, de par les compétences exercées, qui appartiennent souvent à des métiers de la filière technique (55% d'hommes pour 45% de femmes dans la collectivité)
- La forte proportion d'hommes en filière technique, laquelle est structurée de manière unique avec le grade des agents de maîtrise, accessible par la promotion interne et non l'avancement de grade

Depuis le 1^{er} janvier 2023, Annemasse Agglo est devenue une collectivité non affiliée et est ainsi devenue autonome en matière de promotion interne. Les critères en matière d'avancement de grade et de promotion interne propres à la collectivité ont été travaillés, dans le cadre des lignes directrices de gestion. Les notions de parité et de non-discrimination, déjà présentes dans les critères d'avancements de grades (à la main d'Annemasse Agglo) ont maintenues et intégrées pour la promotion interne.

Par ailleurs, Annemasse Agglo participera à l'expérimentation du dispositif de promotion interne pour les bénéficiaires d'une Reconnaissance de Travailleur Handicapé (RQTH), tel que cela est inscrit dans le PPRH 2024-2026. Ce dispositif expérimental, mis en place par la loi de transformation de la fonction publique du 06 août 2019, vise à permettre l'accès à des fonctions de niveau supérieur aux fonctionnaires en situation de handicap. L'expérimentation est ouverte jusqu'au 31 décembre 2026. Le projet est inscrit au PPRH d'Annemasse Agglo pour la campagne de promotion interne de 2025.

- Obligations en matière de recrutement et de promotion sur emploi fonctionnel :
Les régions, les départements, les communes et établissements publics de coopération intercommunale de plus de 40 000 habitants sont soumis à des « quotas ».
En effet, lorsque ces collectivités recrutent en externe ou qu'elles promeuvent en interne sur des postes fonctionnels, elles doivent respecter un pourcentage minimal de personnes de chaque sexe (40%). A défaut, la collectivité encourt une pénalité financière par unité manquante de 90 000€.
Au-delà de 4 primo nominations depuis le nouveau mandat, la proportion de chaque sexe parmi les emplois fonctionnels sera analysée.
Suite à la réorganisation générale des services mise en place au 1^{er} janvier 2021, un comité de Direction Générale composé du DGS, de 3 DGA, de la DRH et du Directeur Financier a été instauré. La répartition au 1^{er} janvier 2021 était parfaitement équilibrée, avec 3 hommes et 3 femmes, et le recrutement d'un nouveau directeur financier en mai 2022, a permis le maintien de cette parfaite parité.
Au 1^{er} janvier 2023, cette parité est toujours d'actualité.
Le départ du DGS en fin d'année et l'arrivée de son remplaçant au 1^{er} février 2024, permet le maintien de cette parité, laquelle devra néanmoins être assurée lors du prochain recrutement prévu en 2024, pour remplacer l'une des Directrices Générales Adjointes qui partira en mutation au 15 mars 2024.

3. Un meilleur équilibre et partage entre vie professionnelle et vie personnelle

3.1 Les congés liés à la famille, les horaires de travail, les modes de garde des enfants, le logement, les transports sont autant d'éléments à prendre en compte

Lorsqu'un agent fait le choix de prendre un congé parental, un congé de solidarité familiale, un congé de présence parentale ou une disponibilité pour élever un enfant ou lorsqu'il souhaite bénéficier d'un temps partiel, il doit pouvoir appréhender l'incidence de sa décision sur les modalités de son retour, sa carrière, sa rémunération, ainsi que sur le montant de sa pension.

C'est pourquoi la collectivité informe les agents sur les règles applicables et les conséquences qui découlent des choix faits en matière de congés familiaux et de temps partiel, ainsi que sur les modalités de leur retour en poste. Ces informations données en amont, peuvent éclairer utilement les choix des agents. C'est pourquoi la Direction des Richesses Humaines réalise régulièrement des simulations personnalisées, à la demande des agents concernés.

L'objectif à terme est qu'un entretien soit proposé à chaque agent, avant son départ et avant sa reprise de fonctions, afin de lui permettre de préparer au mieux son retour au travail.

Cet entretien pourrait être complété, en accord avec l'agent, d'une formation facilitant la reprise des fonctions dans les meilleures conditions.

La réorganisation du service Paie et Parcours Statutaire de la DRH, prévue pour le 1^{er} mars 2024, permettra de faciliter l'accès à ces informations pour les collaborateurs. En effet, chaque conseiller RH sera dédié à plusieurs directions dans leur globalité, permettant ainsi aux agents d'identifier plus facilement la personne ressource à la DRH, pour toute question relative à leur paie et leur carrière.

La dématérialisation d'un certain nombre de pratiques et l'automatisation de certaines charges administratives ont été menées dans l'objectif de permettre aux conseillers paie et parcours statutaire de se consacrer davantage à l'accompagnement des collaborateurs dans la gestion de leur carrière.

3.2 Des dispositifs d'organisation du temps de travail visant à une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie personnelle

- **Adapter le temps de travail aux contraintes professionnelles et personnelles :**

Le protocole de temps de travail de la collectivité a été révisé le 25 février 2020 suivant les propositions d'un groupe de travail multi-services, intégrant les représentants du personnel, mené pendant près d'un an et demi. Une attention particulière a été gardée de manière à garantir au mieux l'équilibre vie professionnelle et personnelle des agents.

C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 2021 a été mis en œuvre un nouveau protocole du temps de travail, qui a permis le déploiement de nouvelles organisations du temps de travail, telles que le travail de 36h30 sur 5 jours, permettant de réaliser des journées plus courtes que 36h30 sur 4.5j, et donc éviter un temps partiel ou mieux combiner ses impératifs personnels. Quelques nouvelles répartitions de temps partiel ont été proposées. Des assouplissements horaires ont également été instaurés pour les services Voirie et Garages, avec l'intégration de plages variables de travail les matins et soirs.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} mars 2020, les agents ont la possibilité d'octroyer et de bénéficier de dons de congés pour ceux d'entre eux ayant un proche en situation de maladie ou de perte d'autonomie conséquente.

Il a également été pris en compte des possibilités ponctuelles de dérogations aux plages fixes de travail, en cas de rendez-vous urgents, avec accord préalable de la hiérarchie.

Enfin, la charte du télétravail régulier, mise en place en septembre 2021, permet à plus de 130 agents de télétravailler. Suite à une enquête interne menée auprès de ces agents sur le premier trimestre 2022, les règles ont été assouplies, permettant ainsi aux agents en télétravail de bénéficier de plus de flexibilité dans l'organisation de leur temps de travail à domicile.

Le PPRH 2024-2026 a inscrit dans les chantiers à venir la nécessité d'entamer une réflexion sur une nouvelle flexibilisation du temps de travail, inscrite pour l'année 2025.

- **Rappeler des règles de bon sens relatives aux réunions et messages électroniques**

Ce travail a été mis en place au sein de la communauté d'agglomération, via un groupe de travail sur la circulation de l'information. Ces travaux ont abouti à la rédaction d'un guide des bons usages du mail, diffusé dans les services au printemps 2021.

Une formalisation du droit à la déconnexion est également prévue dans le guide accompagnant la charte informatique mutualisation mise en œuvre en 2021.

- **Améliorer la qualité de vie au travail (QVT) et le bien être**

La démarche QVT amorcée depuis 2018, pour améliorer les conditions de travail et le bien être des agents de l'Agglo, s'est poursuivie en 2023. Les « ateliers QVT » durant la pause méridienne (cours de dessin à l'EBAG, cours de chant et de batuccada au Conservatoire, accès à la salle de sport de Château Bleu), ateliers proposés aux collaborateurs, depuis 2021, ont perduré en 2023.

Parallèlement, Annemasse Agglo porte une attention toute particulière aux conditions de travail de ses collaborateurs, et diffuse une politique sécurité auprès de l'ensemble des agents, des managers, via notamment un réseau d'assistants de prévention dans les directions opérationnelles. Véritables relais de proximité pour les agents pour toutes les questions relatives à l'hygiène, la santé et la sécurité, et véritable courroie de transmission du terrain vers la conseillère de prévention de la DRH, le réseau a continué en 2023 et continuera en 2024 de s'étoffer, de manière à proposer une représentativité maximale de l'ensemble des directions et des métiers.

2023 a été marqué par le déploiement et la (quasi) systématisation de quarts-d'heure sécurité dans les services, portant sur tous les sujets de santé et de sécurité au travail : manipulation des extincteurs et défibrillateurs, gestes et postures, registres de sécurité, etc Le nombre de quart-d'heure sécurité a été multiplié par 3 entre 2022 et 2023, et continuera sur cette même lancée en 2024, avec pour objectif la réalisation de certains d'entre eux directement pas les assistants de prévention.

Les conditions de travail offertes aux collaborateurs constituent un véritable enjeu. C'est pourquoi, il constitue un des 5 axes stratégiques du PPRH 2024-2026, de manière à déployer des politiques RH qui permettront d'assurer des conditions de travail optimales aux agents. Ont donc été actés les projets suivants :

- l'élaboration d'un plan d'actions QVCT en lien avec les attentes des collaborateurs, et notamment de mener une réflexion sur les pistes à explorer en matière de crèches ou encore de restaurant d'entreprise de manière à faciliter l'équilibre vie professionnelle – vie personnelle, et à encourager le développement d'encore plus de convivialité dans les services
- doter les collaborateurs d'une protection sociale complémentaire efficace, de manière à répondre aux obligations légales en la matière, prévues pour le 1^{er} janvier 2025, mais aussi de protéger les collaborateurs contre les risques de perte financière en cas d'arrêt maladie de longue durée
- construire un plan de prévention de l'usure physique (TMS) et psychologique (RPS), plus que nécessaire au vue de la pyramide des âges vieillissante de la collectivité et des métiers pénibles et à risques qui la constituent
- déployer un plan de lutte contre l'absentéisme

Enfin, la communication interne, largement déployée lors de la crise sanitaire, est devenue une thématique à part entière, prise en charge conjointement par les directions de la Communication et des Richesses Humaines. Les canaux mis en place (Facebook des agents, WhatsApp des agents, Newsletter)

continuent d'être utilisés pour diffuser le plus d'informations possibles aux collaborateurs, s'étoffent et se professionnalisent encore davantage. Le projet de refonte de l'intranet, amorcé en 2022, a permis le déploiement d'un nouvel outil en mars 2023.

Consciente des enjeux en matière de diffusion de l'information aux collaborateurs, le développement de la communication RH est inscrit dans les chantiers PPRH, et un demi-poste y sera consacré au sein des équipes de la Direction es Richesses Humaines, à compter de février 2024.

4. Prévenir toutes les violences et lutter contre le harcèlement sexuel et le harcèlement moral

La loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel fixe désormais une nouvelle définition du harcèlement sexuel dans le code pénal, le code du travail et la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Les formations spécialisées en santé sécurité et conditions de travail (FSSSCT) et les acteurs opérationnels en matière d'hygiène et de sécurité (médecins de prévention, médecins du travail, assistants sociaux, psychologues du travail, etc.) sont mobilisés, chacun dans son champ de compétences, dans les démarches de prévention.

Une des missions de la FSSSCT consiste à contribuer à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité.

Par ailleurs, une convention a été signée avec le CDG74 pour mettre en place une démarche confidentielle de signalement des actes de violence, discrimination et harcèlement, conformément au décret n° 2020-256 du 13 mars 2020. Les signalements peuvent être faits par l'agent lui-même ou un collègue, pour des faits personnels ou professionnels. La démarche est confidentielle, le signalement se fait directement auprès du CDG, sans information préalable de la collectivité. Le CDG enquête ensuite, le cas échéant, sur la situation, et intervient si nécessaire.

Des actions permettent d'aider les agents ayant besoin d'un accompagnement psychologique : ligne d'écoute psychologique externalisée et joignable 24/24h 7j/7 gratuitement, et en partenariat avec le CDG74 pour la mise en place d'une cellule psychologique et accompagnements spécifiques.

Enfin, plus généralement, Annemasse Agglo verse des subventions aux associations œuvrant en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, et prônant la tolérance. De manière concrète, en 2023, les actions suivantes ont été menées :

- Une subvention de 28 000 € versée à Espace Femmes, pour le financement des actions d'accompagnement auprès des femmes victimes de violences ;
- Une subvention de 3 500 € versée à La Cause des Femmes, qui milite et travaille pour l'égalité hommes et femmes ;
- Une subvention de 33 000 € permettant le financement du dispositif L'Appart 74 dans le cadre de l'accompagnement des publics prostitués ou en risque de prostitution ;
- Une subvention de 4.000 € à la Fédération des Œuvres Laïques 74 qui pilote les Semaines d'Éducation contre les Discriminations et le Racisme ;
- Une subvention de 13.000 € à l'AVIJ des Savoie, association d'aide aux victimes qui doit traiter une proportion de situations de discrimination et/ou de violences faites aux femmes.

Parallèlement, Annemasse Agglo a initié et anime depuis mars 2021 un groupe ressource territorial et partenarial sur les violences au sein du couple. Ce groupe de travail a permis d'aboutir en décembre 2023, à l'organisation d'un colloque autour des violences intra conjugales, organisé par Annemasse Agglo, à destination des professionnels. La contribution financière d'Annemasse Agglo a été de 625€, correspondant au financement de l'intervenant.

Par ailleurs, Annemasse Agglo a initié et co-piloté en 2022, avec l'Association Contre la Prostitution des Enfants (ACPE), une étude-action sur la prostitution des mineurs. Le groupe de travail s'est poursuivi tout au long de l'année 2023, et a abouti sur l'organisation d'un colloque en octobre 2023. La contribution financière d'Annemasse Agglo a été de 500€.

Dans cadre des violences intra conjugales, un projet a été amorcé en 2023 et se poursuivra en 2024, pour travailler sur la mise en place d'un dispositif d'éviction des conjoints violents. Ce projet est mené en lien avec les associations et le tribunal de Thonon.

Au quotidien, les services d'Annemasse Agglo apportent également conseil et soutien à travers la Maison de Justice et du Droit et du Point d'Accès au Droit, qui mobilisent 2 agents.

Annemasse Agglo participe également au financement du poste d'intervenant social en commissariat, qui constate des situations de violences faites aux femmes et des discriminations (19 000 € en 2023).

Enfin, des actions pédagogiques et éducatives qui encouragent l'égalité sont prévues dans les établissements scolaires et au centre de loisirs de La Bergue. En effet, Annemasse Agglo dans le cadre de sa compétence « soutien aux projets pédagogiques des établissements du 2nd degré » est amenée à apporter un financement à des projets permettant de lutter contre tout type de violence / harcèlement. En 2023, deux projets ont été financièrement soutenus par Annemasse Agglo à hauteur de 1500€ :

- Au sein du collège Jacques Prévert à Gaillard, à hauteur de 1 500€, concours d'éloquence et spectacle sur l'histoire des luttes féminines
- Au sein du lycée des Glières, à Annemasse, à hauteur de 2000€, projet handisport

Le centre de loisirs de la Bergue, géré en DSP avec la Fédération des Œuvres Laïques 74 (FOL 74), porte les mêmes valeurs que celles portées par la FOL, à savoir :

- Garantir l'égalité de tous face au service public et agir pour favoriser la mixité sociale,
- Faire vivre à tous les niveaux du centre aéré les valeurs de respect, d'égalité, de solidarité, de partage, de laïcité.

A ce titre, la FOL74 organise chaque année les semaines d'éducation contre les discriminations et le racisme, projet décliné en plusieurs actions qui se déroulent au sein du centre de loisirs (conférences, pièces de théâtre,...).

L'année 2024 (année scolaire 2024-2025) devrait voir se conclure et se concrétiser de nouveaux partenariats entre l'EBAG et des organismes accueillant des publics empêchés, dont des porteurs de handicaps. Ont, de fait, été inscrites au plan de formation 2024, des formations en intra en direction des professeurs d'enseignement artistique pour leur permettre d'accueillir des enfants, notamment, porteurs de handicap.

4/ Etat annuel des indemnités perçues par les élus locaux

| Nom prénom élus | Somme de Total brut chargé |
|---|----------------------------|
| ANTOINE Patrick | 19 796,77 |
| BLOUIN Antoine | 21 148,81 |
| BOCCARD Bernard | 19 784,83 |
| BOSLAND Jean Paul | 19 708,66 |
| CHEMINAL Yves | 19 796,77 |
| DOUBLET Gabriel | 43 478,79 |
| DUPESEY Christian | 31 395,74 |
| FENEUL Véronique Geneviève George Marie | 19 796,77 |
| GILET Laurent | 19 796,77 |
| JACQUIER Nadine | 14 727,00 |
| LACHENAL Dominique Ginette Raymonde | 19 796,77 |
| LETESSIER Alain | 14 727,00 |
| LOUNIS Ouiza | 21 525,27 |
| MAIRE Denis | 19 796,77 |
| MARTIN Anny Marie Hélène | 11 998,04 |
| MATHELIER Guillaume | 11 998,04 |
| PLAGNAT-CANTOREGGI Pauline Sung-Hee | 19 796,77 |
| SOULAT Jean-Luc | 21 153,49 |
| Total général | 370 223,06 |